

LA LEGISLATION FRANÇAISE

sur les

Stations hydrominérales et climatiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Mercredi 3 Décembre 1913 à 3 heures

PAR

Aur PAYEN

CHEF DU CABINET DU DIRECTEUR DE LA POLICE JUDICIAIRE

Président : M. SOUCHON

Suffragants : { MM. LARNAUDE, *professeur*.
LE POITTEVIN, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA LEGISLATION FRANÇAISE

sur les

Stations hydrominérales et climatiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Mercredi 3 Décembre 1913 à 3 heures

PAR

Aur PAYEN

CHEF DU CABINET DU DIRECTEUR DE LA POLICE JUDICIAIRE

Président : M. SOUCHON

Suffragants : { MM. LARNAUDE, professeur.
LE POITTEVIN, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Annales des Etablissements thermaux*, année 1911.
- D^r BARDET. — Aux stations minérales d'Allemagne et de Bohême, 1910.
- Stations de France et stations d'Allemagne, 1912.
- BÉQUET. — Répertoire.
- Bulletin du Ministère de l'Intérieur.*
- Bulletin de l'Académie de Médecine.*
- D^r CARRON DE LA CARRIÈRE. — Rapport sur les eaux minérales et stations climatiques à la section française de l'exposition de Bruxelles, 1910.
- D^r CAULET. — La cure taxe et les eaux minérales françaises.
- DALLOZ. — Codes annotés. Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.
- Gazette des Eaux.*
- JACQUOT et WILM. — Les eaux minérales de la France.
- JÈZE (G.). — Cours élémentaire de science des finances et de législation financière française, 1910.
- LEFÉBURE. — Le jeu et la cure taxe, 1906.
- D^r NIVIÈRE. — Rapport sur l'enseignement clinique de l'Hydrologie dans les Facultés et Ecoles de Médecine de France, présenté au 3^e congrès des villes d'eaux, bains de mer et stations climatiques, Paris, 1911.
- Revue pratique d'hygiène municipale.* Années 1906 à 1912.
- ROBIN (A.). — Rapport sur l'enseignement et l'organisation scientifique de l'hydrologie, de la climatologie et de la balnéologie présenté au 3^e congrès des villes d'eaux, bains de mer et stations climatiques. Paris 1911.
- SIREY. — Recueil des lois et arrêts.

TRAVAUX PREPARATOIRES DE LA LOI
DU 13 AVRIL 1910.

I. — CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Projet de loi déposé par M. Clémenceau le 11 juillet 1907. Doc. parlem., n° 1224.

Rapport de M. Fernand Rabier, au nom de la commission du budget le 10 avril 1908. Doc. parlem., n° 1703.

Rapport de M. Fernand Rabier, le 22 mars 1910 sur le projet adopté par le Sénat le 19 mars 1909. Doc. parlem., n° 3261.

II. — SÉNAT.

Rapport de M. Denoix le 16 mars 1909, au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés. Doc. parlem., n° 65.

Discussion du projet de loi le 19 mars 1909. *Officiel* du 20 mars.

III

Rapport de M. Jean Cruppi, au nom de la commission de la réforme judiciaire relatif au projet de loi sur le régime des jeux. 1904. Chambre des députés. Doc. parlem., n° 2171.

Proposition de loi de M. Emile Cère. Les Chambres d'industrie thermale, 1905. Chambre des députés. Doc. parlem., n° 2200.

Rapport de M. Justin Godart, relatif au projet de loi sur le régime des jeux. Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 26 novembre 1912.

INTRODUCTION

Importance du domaine hydrologique français

Il n'est pas de pays au monde qui soit aussi favorisé que le nôtre au point de vue de sa richesse en eaux minérales. Le nombre des sources thermales françaises est si considérable qu'il est très difficile de l'évaluer avec certitude. Aussi les renseignements statistiques que nous possédons à ce point de vue sont-ils fort incomplets. Le recensement de la richesse hydrominérale de notre pays a cependant fait l'objet de quelques publications officielles. Il convient de citer parmi les plus anciennes, celle qui fut entreprise par Carrère, sur le vœu de l'Académie de Médecine, et qui parut en 1785 sous le titre de « Catalogue raisonné accompagné d'une Notice de toutes les eaux minérales du Royaume ». « L'Annuaire des Eaux de la France pour 1851-54 », rédigé par une commission spéciale sur l'initiative prise en 1849 par J.-B. Dumas, alors Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

renferme également des renseignements statistiques assez complets sur les eaux minérales exploitées à cette époque. De son côté, l'Administration des Mines a accordé plusieurs fois aux sources thermales une place dans ses publications. Celle de 1844, intitulée : « Description physique des sources minérales connues en France », signale l'existence de 864 sources. Le recensement de 1883 publié sous le titre de « Statistique détaillée des sources minérales exploitées ou autorisées en France et en Algérie au 1^{er} juillet 1882 » donne le chiffre de 1102 sources, rien que pour la France seule. Enfin, une statistique plus récente, la dernière, croyons-nous, dressée en 1899 par le Ministre des Travaux Publics, en vue de la dernière exposition universelle, mentionne qu'à cette date, 1.291 sources ou groupes de sources étaient exploitées sur le territoire métropolitain. Mais ce chiffre, déjà fort élevé, est manifestement trop faible. Tout d'abord, il ne comprend que les sources exploitées en vertu d'une autorisation ministérielle. En outre, de nouvelles eaux minérales ont été utilisées au cours de ces dernières années, et beaucoup de sources thermales restent certainement inconnues. Enfin, il est à remarquer que dans la statistique de 1899, on n'a pas dénombré de nombreuses sources ferrugineuses exploitées sans autorisation. Leur recensement qui présenterait de grandes difficultés, n'a jamais été entrepris jusqu'ici. Toutefois, d'après les renseignements fournis par le service des mines, on évalue à 1.376 le nombre des sources

minérales autorisées en France au 1^{er} janvier 1907.

Les sources exploitées en 1898 alimentaient 349 établissements, dont 264 comprenaient des installations pour les bains, savoir : 6.277 baignoires et 415 piscines. Pendant cette même année 1898, le débit de l'ensemble des sources exploitées était évalué à 96.000 litres par minute, soit environ 138.000 mètres cubes par vingt-quatre heures (1). Ce chiffre représente presque exactement la cinquantième partie du débit de la Seine, à l'étiage dans la traversée de Paris.

Le nombre des malades traités dans les stations thermales s'élevait à 300.000 en 1889. On l'estime à plus de 400.000 à l'heure actuelle, et ce chiffre ne peut prêter à aucune critique, car l'augmentation de la clientèle est notoire, surtout pour quelques stations de premier ordre où elle s'est accrue depuis dix ans dans la proportion du double au triple (2).

Le nombre des bouteilles d'eaux consommées sur place ou expédiées est évalué pour 1912 à 120 millions, dont la valeur marchande est d'environ 48 millions de francs. L'accroissement, depuis dix ans, est d'environ 40 millions de bouteilles. Sur ce chiffre total, l'exportation compte pour 37.150.700 litres, en augmentation de 3.500.000 litres sur 1911. Il s'est fait, par contre, en

(1) *Répertoire Béquet*, tome XXIV, page 517, note 4.

(2) Rapport du D^r CARRON DE LA CARRIÈRE sur les Eaux minérales et stations climatiques françaises à l'Exposition de Bruxelles de 1910, page 17.

1912, une importation de 16.195.300 litres d'eaux minérales.

La variété de nos eaux minérales, de l'aveu même des savants du monde entier, n'est pas moindre que leur quantité. Au point de vue chimique, toutes les espèces s'y rencontrent : eaux bicarbonatées, chlorurées, ferrugineuses, sulfatées, sulfurées, thermales simples, radioactives. Les hydrologues ne se sont pas encore mis d'accord pour l'adoption d'une classification. L'annuaire des eaux de la France range les sources dans onze divisions ou subdivisions. Mais les statistiques du Ministère des Travaux Publics se bornent à diviser les eaux minérales en quatre groupes, d'après leur caractère médico-chimique prédominant, savoir : 1° eaux sulfureuses ; 2° eaux alcalines ; 3° eaux ferrugineuses ; 4° eaux salines. Les 1.291 sources exploitées en 1898 se répartissaient ainsi : sources sulfureuses, 352 ; alcalines, 485 ; ferrugineuses, 116 ; salines, 338 (1).

Aucune nation étrangère ne possède de sources dont nous n'ayons au moins les équivalents. Comme l'a écrit un de nos spécialistes les plus renommés en matière de thérapeutique balnéaire, le Docteur Max Durand-Fardel, « les stations thermales de France suffisent pour satisfaire à toutes les indications de la médecine thermique. » Cette affirmation est incontestée : toutes les maladies susceptibles d'être traitées par les eaux miné-

(1) *Répertoire Béquet*, tome XXIV, page 517, note 4.

rales trouvent chez nous la source qui leur convient. Il y a plus et mieux. Plusieurs de ces sources n'ont pas d'analogues à l'étranger : telles les alcalines, type Vichy, Vals ; les arsenicales, type La Bourboule ; les sulfureuses des Pyrénées, de la Savoie et du Dauphiné : Allevard, Aix, Ax, Barèges, Cauterets, Eaux-Bonnes, Luchon, etc. Leur teneur en sels varie à l'infini (1) comme leur température (2). Enfin, leur répartition dans le pays ne saurait être plus heureuse. Peu nombreuses dans les régions de plaines, les sources thermales émergent surtout au niveau des massifs montagneux. Nos stations sont donc situées à des hauteurs très variables, de sorte qu'à l'action bienfaisante de la cure hydrominérale proprement dite vient s'ajouter celle d'un climat d'altitude haute, moyenne ou faible (3).

En résumé, par leur nombre, leur abondance, leur variété, les eaux minérales françaises forment une véritable gamme où sont représentées toutes les nuances thérapeutiques. Elles constituent un ensemble unique au monde.

(1) Depuis 0 gr. 07 (Bagnoles-de-l'Orne) jusqu'à 300 gr. par litre (Salies-de-Béarn).

(2) Depuis 6° (Divonne) jusqu'à 70° (Plombières), et même 80° (Chaudesaigues).

(3) Les Escaldes (1.350 m.); Barèges (1.250 m.); Le Mont-Dore (1.050 m.); Cauterets (930 m.); La Bourboule (850 m.); Saint-Nectaire (784 m.); Saint-Gervais (650 m.); Brides (570 m.); Royat (450 m.), etc...

PREMIÈRE PARTIE

La Législation antérieure à la loi du 13 avril 1910

CHAPITRE PREMIER

La législation des eaux minérales.

HISTORIQUE.

La richesse hydrominérale de notre pays fut aperçue et utilisée dès la plus haute antiquité (1).

Les fouilles pratiquées dans les terrains avoisinant les sources thermales ont amené la découverte d'objets préhistoriques qui attestent l'usage vingt fois séculaire

(1) Nous empruntons les indications qui suivent à l'ouvrage très intéressant de JACQUOT et WILM: « *Les eaux minérales de la France* ».

des eaux minérales. Un exemple typique va montrer la vérité de cete assertion.

Il existe à Vienne un plan très original que l'on appelle la carte de Peutinger ou Table Théodosienne. Sur cette carte sont figurées toutes les stations connues à l'époque gallo-romaine et l'on y trouve dans le Morvan, sous le nom de Boxum, une ville d'eaux située entre Autun et Bourbon-Lancy. Des recherches récentes effectuées dans la région ont permis de déterminer l'emplacement de cette sation ancienne ; on a découvert en effet au hameau de Grisy, dans la commune de Saint-Symphorien (1), une source mésothermale où se trouvaient des ex-voto, remontant au ⁱⁱ siècle de notre ère, particulièrement des médailles, des ornements en argent, ainsi que des haches polies de l'époque préhistorique.

Des inscriptions de ces temps reculés nous apprennent que les sources thermales étaient consacrées à des divinités ; on utilisait les eaux en se plaçant toujours sous l'invocation d'un dieu. Bourbon-l'Archambault, Bourbon-Lancy, Bourbonne-les-Bains nous révèlent une même divinité thermale, le dieu gaulois Bormo (2). Par un des hasards de l'histoire, le nom de ce dieu devint celui d'une dynastie qui a régné sur une partie de l'Europe occidentale. Les Bourbons commencèrent par être

(1) Commune du département de Saône-et-Loire.

(2) Bormo veut probablement dire « chaud », cette racine étant la même que le « warm » german.

de petits seigneurs retranchés dans un château-fort qui dominait la font thermale de Bourbon-l'Archambault.

Les Romains importèrent en Gaule la pratique de la balnéation. Ce peuple puissant cherchait dans les bains la santé et la vie. Il faisait des thermes un usage courant. La moindre ville de leur empire universel eut ses bains ainsi que ses arènes, et des aqueducs amenaient souvent de très loin l'eau potable nécessaire à la satisfaction des besoins locaux.

Dans le domaine hydrominéral, l'activité romaine fut considérable. Dans toutes les stations thermales du Plateau Central, des Vosges, des Alpes, des Pyrénées, on retrouve des traces nombreuses de leur prise de possession, captages, monuments épigraphiques, médailles, monnaies (1). Il n'y a que de rares exceptions à cette règle et encore faut-il reconnaître qu'elles s'appliquent pour la plupart à des sources chaudes obtenues par la voie du forage à une époque qui n'est pas très reculée.

L'invasion des barbares détruisit les richesses accumu-

(1) Aix-les-Bains était connue des Romains sous le nom d'Aquæ Domitianæ, puis d'Aquæ Gratianæ. La première dénomination fut donnée à la ville par Domitius, lieutenant de César, qui y construisit le premier établissement thermal.

Le nom de Vichy dérive, semble-t-il, du latin « Vicus calidus », le bourg thermal. Les sources furent utilisées par les Romains sous le nom « d'Aquæ calidæ », les eaux chaudes. De nombreux restes antiques, constructions ruinées, médailles, statuettes, poteries, ont été trouvées dans le sol de la ville actuelle.

lées jusqu'alors et jeta le voile de l'oubli sur les traditions romaines. Pendant cinq siècles, l'industrie hydro-minérale fut perdue. La restauration par Charlemagne des thermes de la ville impériale d'Aix-la-Chapelle est le seul fait authentique dont il soit fait mention pendant cette longue période.

Il faut arriver au ^x^e siècle pour revoir en honneur les eaux minérales, et retrouver dans les écrits quelques rares allusions à l'usage des sources. On rapporte en effet aux croisades (1096-1270), et à la nécessité de combattre les maladies importées de l'Orient la renaissance des eaux thermales en France. La lèpre, en particulier, fut traitée au moyen de cette médication, et l'on trouve encore aujourd'hui à Ax-les-Thermes, dans l'Ariège, à Neyrac dans l'Ardèche, des bassins qui portent le nom de piscine ou trou des lépreux.

La renaissance des eaux thermales aurait coïncidé à peu près avec l'institution des maladreries et aurait présenté également le caractère d'œuvres d'assistance publique aux classes pauvres. C'est en effet à cette époque que furent créés un certain nombre d'hôpitaux dans les stations thermales. Quoi que l'on possède peu de documents sur ces temps reculés, on y fait remonter la reprise de quelques-uns des établissements des Pyrénées : Caunterets (St-Savin), Luchon, le Vernet (Saint-Michel).

Après la guerre de Cent Ans, la fréquentation des villes d'eaux, facilitée par la construction des voies pos-

tales dues à Louis XI, prend une certaine importance. Les princes de la maison de Valois mettent les eaux minérales à la mode. Les écrits de l'époque y font des allusions fréquentes, et Rabelais cite un certain nombre de villes d'eaux qui étaient fréquentées de son temps. Les stations qui jouissent alors de la faveur publique sont : Bourbon-l'Archambault, Bourbon-Lancy, Vichy, Pougues et dans les Pyrénées : Bagnères-de-Bigorre, les Eaux-Chaudes, mises en évidence par le séjour de Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er} (1). Les blessés de Marignan sont traités aux Eaux-Bonnes, et ainsi s'établit leur réputation d'eaux d'arquebusades. Il faut arriver au début du xvii^e siècle pour que les eaux minérales retrouvent leur vogue d'antan et attirent l'attention des pouvoirs publics. A la suite d'une cure thermique, Henri IV crée, par édits et lettres-patentes du 23 mai 1605, la surintendance et les intendances des eaux minérales qu'il considère comme « chose utile et grandement nécessaire ». Le surintendant, les intendants de province, les intendants locaux ont mission de surveiller le captage des sources, la construction et l'entretien des établissements, l'embouteillage, le transport

(1) C'est au retour des bains des monts Pyrénées que Marguerite de Navarre écrit l'*Heptaméron*. Arrêtée, ainsi que sa suite de « dix seigneurs et dames françoys » par le débordement du gave béarnais, elle dut se réfugier pendant huit jours, au monastère de Notre-Dame de Sarrence. Elle y occupa ses loisirs à composer de recueil de 72 nouvelles, qui donne de la société du xvi^e siècle, une peinture très exacte.

et la vente des eaux minérales. Ils nomment les dépositaires d'eaux et les employés des établissements hydro-minéraux ; ils délivrent le certificat indispensable pour suivre un traitement thermal et soignent gratuitement les indigents, bien qu'ils n'y soient pas tenus expressément.

Dès cette époque, une modification importante se produit dans le mode d'administration des eaux ; les cabinets avec baignoires se substituent peu à peu au bain commun dans des piscines, dont l'usage a persisté depuis la domination romaine. Les cures aux eaux minérales deviennent tout à fait à la mode. Louis XIII et Anne d'Autriche se rendent à Forges-les-Eaux, dont les eaux ferrugineuses étaient réputées contre la stérilité. Louis XIV faillit aller à Barèges soigner sa fistule. Mme de Sévigné, presque paralysée des mains et des genoux, va faire des cures à Vichy en 1676 et en 1677.

La vente des eaux prend également une réelle importance. L'eau est apportée à Paris et dans les principales villes dans des bouteilles d'environ 4 pintes, et cette quantité atteint les prix suivants :

Forges-les-Eaux	15 sols.
Vals	12 livres.
Balaruc	12 livres.
Plombières	12 livres.
Cauterêts	12 livres.
Bourbonne	8 livres.
Vichy	5 livres.

Si l'on tient compte de la valeur des monnaies au temps de Louis XIV, comparativement à leur valeur actuelle, on voit que les eaux minérales atteignaient des prix fort élevés, et que leur emploi à distance était un grand luxe.

A l'année 1670 se rapporte un fait considérable. Les eaux minérales appellent l'attention de l'Académie des sciences qui charge deux de ses membres, Duclos et Bourdelin, d'en faire l'analyse (1). Eu égard à l'état embryonnaire des connaissances chimiques et des procédés d'analyse au milieu du *xvii^e* siècle, la résolution de l'Académie ne pouvait donner que des résultats fort incomplets, mais elle a été le point de départ d'une série de missions qui se sont succédé dans le courant du siècle suivant. La plus importante de ces missions est celle qui fut confiée en 1773 à Venel, l'éminent professeur de la Faculté de médecine de Montpellier, en vue d'étudier avec le concours du chimiste Bayen et des ingénieurs en chef Boisset et Lomct, les améliorations des eaux et des bains dans les provinces de Languedoc et de Guyenne. On lui doit des analyses des eaux de Luchon très remarquables pour l'époque, et les travaux hydrauliques exécutés à Barèges.

Des améliorations plus notables sont apportées au captage des sources par François de Neufchâteau, en

(1) Observations particulières des sels et des terres des Eaux minérales qui ont été examinées en l'Académie royale des Sciences, es-années 1670-1671. *Mémoires*, tome IV.

1837. Les travaux entrepris à Luchon par cet ingénieur éminent ont été appliqués depuis lors à un grand nombre de stations. Les ressources thermales en ont été augmentées dans des proportions considérables ; en même temps, elles ont été protégées contre le mélange des eaux froides superficielles. En hydrologie minérale, il y a peu de progrès aussi importants que celui qui a été réalisé par cette application de l'art des mines au captage des sources thermales.

Les édits et lettres-patentes du 23 mai 1605 sont restés pendant près de deux siècles toute la législation des eaux minérales. Des arrêts du conseil interviennent, il est vrai, au début du règne de Louis XV, en 1715 et en 1732, mais ces arrêts visent des intérêts locaux comme la préservation des sources de Balaruc et de Barèges. Ils méritent cependant une mention, car on y voit affirmer pour la première fois le principe du périmètre de protection dont on n'entendra plus parler avant 1856. Citons également les lettres-patentes du 18 avril 1685 qui créent la charge d'intendant des eaux minérales et des bains de Vichy et la séparent ainsi de celle d'intendant de Bourbon-l'Archambault, les lettres-patentes d'août 1678, conférant au premier médecin du roi le droit de nommer les intendants des eaux minérales dans les provinces.

C'est l'arrêt du conseil du 25 avril 1772 qui apporte les premières modifications au régime antérieur. Le premier médecin du roi reste surintendant des eaux miné-

rales, mais une partie de ses fonctions, notamment la surveillance du commerce et l'analyse des eaux, est attribuée à une commission dont il est le président.

L'arrêt du conseil du 1^{er} avril 1774 dispose qu'aucun transport d'eaux minérales ne peut avoir lieu sans être accompagné d'un certificat d'origine. Les lettres-patentes d'août 1778 soumettent à l'examen de la Société royale de médecine, créée par Louis XVI, tout ce qui concerne la distribution des eaux minérales. La Société choisit des commissaires pour faire les analyses nécessaires et se transporter sur les lieux où leur présence sera jugée utile (article XII). L'arrêt du conseil du 5 mai 1781 complète et fortifie les dispositions en vigueur. Il subordonne l'exploitation des sources d'eaux minérales à l'autorisation de la Société royale de médecine. Il maintient les obligations et les prérogatives des intendants, et il leur prescrit d'adresser à la Société royale de médecine un rapport annuel sur l'état des sources, le fonctionnement des établissements, le résultat des traitements suivis. La nécessité d'un certificat délivré par l'intendant pour suivre un traitement thermal est maintenue, mais les malades sont autorisés à se faire assister par un médecin de leur choix.

La 1^{re} République apporte peu de changements à cet ordre de choses ; elle se contente d'établir le principe de l'usage gratuit des eaux pour les indigents et les militaires blessés (1), de remettre en vigueur les dispositions

(1) Arrêté du 23 vendémiaire, an VI.

de l'arrêt du conseil du 5 mai 1781 (1), et de poser les principes de l'affermage et de l'administration des établissements thermaux (2).

Le code civil, au nom de l'intérêt privé, semble mettre en péril tous les établissements thermaux. Les seuls articles qu'on y trouve applicables aux sources sont les suivants : « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous » (article 552, § 1), — « celui qui a une source dans son fonds peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription » (article 641) (3).

C'en est fait de la préservation de la source contre les entreprises des voisins, c'en est fait de l'intérêt supérieur des malades contre la mauvaise exploitation du propriétaire. Aussi les catastrophes ne tardent pas à menacer les sources les plus importantes, et l'Administration impériale ne tente d'y parer que par des mesures visant des points spéciaux (4). Il faut arriver à l'ordonnance royale du 18 juin 1823 portant règlement sur la

(1) Arrêté du 29 floréal, an VII.

(2) Arrêté des 29 floréal an VII; 3 floréal an VIII et 6 nivôse an XI.

(3) Cet article 641 a été modifié par la loi du 8 avril 1898.

(4) Un décret du 22 juin 1811 fait entrer dans le domaine de l'Etat les sources de Plombières ainsi que l'établissement de Bourbonne; deux décrets du 13 mars et du 18 mai 1813 créent un régime spécial à l'établissement du Mont-Dore. Ces textes sont encore aujourd'hui en vigueur.

police des eaux minérales pour trouver un premier essai de législation généralisée à toutes les eaux minérales françaises.

L'ordonnance de 1823 prévoit que toute entreprise ayant pour effet de livrer ou d'administrer au public des eaux minérales naturelles ou artificielles, demeure soumise à une autorisation préalable et à l'inspection d'homme de l'art, sauf les débits desdites eaux qui ont lieu dans les pharmacies. Elle détermine les conditions, qui ont été modifiées depuis, dans lesquelles l'autorisation sera accordée ; elle règle la surveillance des établissements par des médecins inspecteurs ; elle précise le droit de police des préfets. Elle pose également les principes qui doivent être appliqués pour la fabrication des eaux minérales naturelles et artificielles ; elle place les sources minérales appartenant à l'Etat, aux communes, ou aux établissements charitables sous le régime applicable à leurs autres biens, alors qu'auparavant elles étaient soumises aux mêmes règles que celles de l'Etat. Elle présente toutefois une lacune. On y chercherait en vain un article ayant trait aux droits des tiers et aux restrictions à imposer au droit de propriété pour assurer la protection des sources. L'exploitation des eaux reste exposée aux mêmes dangers que par le passé, et les faits ne tardent pas à le montrer. De nombreux procès éclatent et établissent nettement la jurisprudence dans le sens du droit privé contre l'intérêt public. Un projet de loi est présenté par le Gouvernement en 1837

pour remédier à cet état de choses. Il est rejeté par le Parlement après une vive discussion. Des événements fâcheux arrivés à des sources importantes remettent à l'ordre du jour la question du périmètre de protection posée par le Gouvernement en 1837 ; elle n'a pas plus de succès en 1846 et en 1847 qu'elle n'en avait eu dix années auparavant.

C'est alors que des fouilles faites dans le voisinage des sources de Vichy ayant failli en compromettre le rendement, le Gouvernement provisoire prend des mesures de préservation. Le décret du 10 mars 1848 établit un périmètre de protection de 1.000 mètres au moins de rayon, autour de chacune des sources d'eaux minérales dont l'exploitation est régulièrement autorisée. Il reste peu de temps en vigueur, car six années plus tard est votée la loi du 14 juillet 1856 sur la conservation et l'aménagement des sources d'eaux minérales. Aux termes de la loi de 1856, les sources d'eaux minérales peuvent être déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat ; un périmètre de protection peut leur être assigné par le décret dans la même forme (articles 1 et 2) ; le rayon du périmètre n'est plus, comme en 1848, fixé d'avance par la loi, il est essentiellement variable, il peut être restreint ou étendu suivant chaque source. La servitude *non fodiendi*, déjà établie en 1848, entre définitivement dans notre législation. Cette servitude ne donne lieu à aucune indemnité, contrairement à ce qui avait été soutenu jusque-là.

Par application de l'article 19 de la loi, deux règlements d'administration publique déterminent les points de détail. Le décret du 8 septembre 1856 précise les formes et les conditions prescrites pour la déclaration d'intérêt public, la fixation du périmètre de protection, l'autorisation des travaux à l'intérieur de ce périmètre, la constatation des faits de nature à altérer ou diminuer la source. Le décret du 28 janvier 1860 réorganise l'inspection médicale, détermine les bases et le mode de répartition des frais du service et réglemente l'usage des eaux et la police des établissements.

La loi de 1856 a été modifiée à plusieurs reprises. La loi du 27 juillet 1880, portant revision de la loi du 21 avril 1810 sur les mines contient un article 50 ainsi conçu : « Si les travaux de recherche ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la conservation de la mine, celle des eaux minérales..., il y sera pourvu par le préfet ». La loi du 12 février 1883 supprime la rétribution des médecins-inspecteurs, soit de la part de l'Etat, soit de la part des propriétaires des établissements thermaux ; le décret du 11 avril 1888 modifie la procédure suivie pour obtenir la déclaration d'intérêt public d'une source d'eau minérale (1) ; enfin, un arrêté mi-

(1) La loi du 12 février 1883 a abrogé l'article 18, titre III, de la loi du 14 juillet 1856 ; le décret du 11 avril 1888 a modifié l'article 6 du décret du 8 septembre 1856.

nistériel du 22 juin 1889 supprime les postes d'inspecteurs de la plupart des stations importantes (1).

Une commission, constituée par arrêté ministériel du 4 avril 1883, devait condenser et mettre au point les textes épars qui réglementent les eaux minérales, mais aucun projet de loi n'est issu de cette commission.

(1) Cet arrêté ministériel a une valeur juridique contestable, puisqu'il modifie trois textes législatifs : l'ordonnance de 1823, les lois de 1856 et de 1883, sans compter le décret de 1860. En tous cas, la suppression de l'inspection est un fait acquis, et il ne semble pas que les choses aient eu à en souffrir.

CHAPITRE II

Influence de la législation des eaux minérales sur le développement des stations thermales.

Toutes ces mesures législatives, les recherches scientifiques sur la composition et le gisement des sources, les nombreuses séries d'observations recueillies par le corps médical eurent pour effet de stimuler le développement de l'industrie thermale.

A aucune époque, les progrès réalisés dans le domaine hydrominéral n'ont été aussi considérables qu'au cours de ces soixante dernières années. Sous quelque aspect qu'on envisage ce domaine : législation, aménagement des sources en vue d'augmenter leur débit et de les isoler des eaux ambiantes, appropriation plus conforme à leur destination des établissements dans lesquels elles sont utilisées, on constate des améliorations capitales qui préludent à l'effort d'organisation que les stations ne manqueront pas de tenter, d'accord avec les pouvoirs publics, pour assurer l'exploitation rationnelle de leurs richesses naturelles et lutter avantageusement contre la concurrence étrangère.

Dès le début de l'Empire, la nécessité de cet effort a été aperçue par le législateur. En accordant aux eaux minérales une protection efficace obtenue au prix de quelques restrictions apportées au droit de propriété, la loi du 14 juillet 1856 a reconnu qu'elles constituaient une richesse extrêmement précieuse. Mais les difficultés de communication faisaient alors du traitement par les eaux une médication de grand luxe. Les sources n'étaient accessibles qu'à ceux qui vivaient près du lieu d'émergence ou à ceux-là encore à qui la fortune permet des déplacements coûteux.

L'établissement des voies ferrées qui se produisit à cette époque vint faciliter l'accès des villes d'eaux et en augmenter la fréquentation dans des proportions considérables. Les installations devinrent insuffisantes et il fallut les mettre en harmonie avec les nouveaux besoins et les exigences de l'hygiène.

Le problème de l'organisation des stations se posait donc avec acuité. Il réclamait une solution d'autant plus prompte que l'étranger, principalement l'Allemagne et la Bohême dotaient leurs villes d'eaux de ressources sérieuses (1). Pendant ce temps, leurs rivales françaises, obligées de faire face au moyen des recettes normales du budget communal aux dépenses multiples que nécessite l'aménagement d'une station, vivaient dans des con-

(1) Voir *infra*, page 184.

ditions précaires. Le décret impérial du 24 juin 1806, tout en prohibant les maisons de jeux de hasard, avait bien fait une exception « pour les lieux où il existe des eaux minérales, pendant la saison seulement », mais les grandes stations seules profitaient de cette tolérance. Les autres menaient une existence difficile. En un harmonieux concert, elles firent entendre leurs doléances dans la presse, dans des congrès, dans des revues médicales.

Ces protestations restèrent longtemps sans écho. Ce n'est que dans ces dernières années qu'elles trouvèrent auprès des pouvoirs publics un accueil favorable. La loi du 13 avril 1910, en réglementant la création des stations thermales et climatiques et l'établissement de taxes spéciales dans lesdites stations pour favoriser le développement de l'industrie hydrominérale, vint donner satisfaction aux desiderata des villes d'eaux. Elle avait été précédée de quelques mesures législatives intéressant les stations : l'article 19, § 2, de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé et de l'hygiène publiques qui prescrit l'institution d'un bureau d'hygiène dans les communes d'au moins 2.000 habitants qui sont le siège d'un établissement thermal ; les articles 1 et 2 de la loi du 15 juin 1907 qui réglementent le jeu dans les cercles et les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques et font bénéficier les communes de conditions avantageuses, en considération d'un cahier des charges, imposé à l'établissement demandeur.

C'est l'examen de ces divers textes et particulièrement la loi du 13 avril 1910 qui va faire l'objet de cet ouvrage. Toutefois, avant d'en aborder l'étude, nous allons examiner succinctement les raisons qui en ont motivé l'établissement et les mesures successives qui ont préludé à son élaboration.

Il est certain que la législation des eaux minérales n'a pas donné tous les résultats qu'on était en droit d'espérer et qu'une interprétation plus exacte des dispositions légales touchant le mode d'exploitation des sources eût assuré à certaines de nos stations une prospérité enviable.

A l'encontre de ce qui a lieu en Allemagne, en Autriche et en Suisse, les sources ne sont pas généralement en France la propriété des communes. Elles appartiennent pour la plupart à des particuliers. Ce n'est qu'exceptionnellement que l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics en sont propriétaires. Or, les particuliers qui détiennent le plus grand nombre des établissements thermaux ne font aucune dépense pour attirer et retenir la population saisonnière qui fréquente les stations ; sauf de rares exceptions, les villes d'eaux dont les sources sont la propriété des collectivités que nous venons de citer, prospèrent plus rapidement que celles dont les sources appartiennent à des particuliers. Ces différences de développement peuvent être attribuées pour partie à la nature chimique des eaux thermales et à la concurrence qu'elles suscitent

tant en France qu'à l'étranger, mais elles résultent principalement du mode d'exploitation des sources.

Aux termes de la loi, les sources d'eaux minérales appartenant à l'Etat doivent être affermées (1). Les produits des baux sont spécialement employés tant au paiement des réparations des sources et fontaines qu'à l'amélioration des établissements (2). L'excédent des produits est versé dans la caisse d'amortissement pour être appliqué à la disposition des eaux minérales ou au secours aux indigents auxquels ces eaux sont nécessaires (3).

Les établissements thermaux, propriété des départements, des communes ou des établissements publics, sont gérés pour leur compte, suivant les règles qui régissent l'administration des autres portions de leur domaine privé. Toutefois, les produits ne doivent pas être confondus avec les autres revenus ; ils continuent à être spécialement employés aux dépenses ordinaires et extraordinaires desdits établissements (4).

Une circulaire ministérielle du 5 juillet 1823 prévoit même que dans certains cas, les départements, com-

(1) Les sources possédées par l'Etat sont au nombre de huit, savoir : Aix-les-Bains, Amélie-les-Bains, Luxeuil, Bourbonne-les-Bains, Bourbon-l'Archambault, Néris, Plombières et Vichy. Le Ministère de la Guerre administre les établissements d'Amélie-les-Bains et un établissement à Bourbonne-les-Bains. Les autres établissements dépendent du Ministère de l'Intérieur et sont affermés, à l'exception d'Aix-les-Bains.

(2) Article 18 de l'arrêté du 29 floréal, an VII.

(3) Article 7 de l'arrêté du 6 nivôse, an XI.

(4) Article 19 de l'ordonnance du 18 juin 1823.

munes ou hospices devront « prendre, au besoin, sur leurs propres fonds pour donner à ces établissements les développements dont ils sont susceptibles ».

Ces prescriptions, toujours en vigueur, sont bien faites pour favoriser l'essor de l'industrie hydrominérale, mais, en fait, elles ne sont pas appliquées.

L'exemple de Vichy en est une preuve convaincante. En 1853, fut constituée à Vichy une compagnie en commandite à laquelle l'Etat octroya l'exploitation de ses sources. Cessionnaire des droits de ladite compagnie en 1862, la société anonyme actuelle, fermière de l'Etablissement thermal, vit la concession renouvelée la même année, ainsi qu'en 1897 (1).

La dernière convention, approuvée par une loi du 28 février 1898, prévoit l'exécution d'un ensemble de travaux de transformation, d'agrandissement et d'embellissement du domaine de l'Etat de Vichy, dont la dépense évaluée à 9.500.000 francs, est supportée, moitié par l'Etat, moitié par la compagnie. La redevance annuelle due à l'Etat par la compagnie fermière est portée à un

(1) Les conditions de la concession ont été déterminées successivement par le cahier des charges de 1853, annexé à la loi du 1^{er} juin de la même année; un décret du 27 décembre 1862 approuvant les statuts de la compagnie fermière; une convention du même jour, ratifiée par la loi du 7 mai 1864; enfin, par une nouvelle convention en date du 10 mars 1897, elle-même approuvée par la loi du 28 février 1898. Aux termes de l'article 10 de cette nouvelle convention, la concession qui devait prendre fin le 10 juin 1904 est prorogée jusqu'au 31 décembre 1934.

million de francs, à compter du 10 juin 1904. La compagnie s'engage en outre à servir à la ville, à partir de la même date, pendant toute la durée de la concession, une somme de 50.000 francs comme contribution aux dépenses d'assainissement et de construction d'égouts, reconnus nécessaires pour assurer la salubrité de la station. Une situation identique s'est présentée plus récemment à Bourbon-l'Archambault. Par une loi du 9 mars 1906, l'Etat accorde au fermier des eaux de Bourbon une prorogation de bail de vingt années, porte à 5.000 francs jusqu'au 1^{er} janvier 1911, à 6.500 francs à partir de cette date jusqu'à l'expiration de la concession, la redevance annuelle à verser par le concessionnaire et lui impose l'obligation de payer à la ville une annuité de 1.000 francs à partir de 1911 et de 1.500 francs à partir de 1921, à charge par celle-ci de consacrer cette somme à des travaux de salubrité profitables à la station.

En fait, l'Etat fait figurer en recettes les produits des eaux au budget général, sans en affecter le montant à l'amélioration des établissements thermaux, ainsi que le voudraient les dispositions en vigueur. Toutefois, pour satisfaire dans une certaine mesure à ces mêmes prescriptions, il impose aux compagnies fermières des charges déterminées au profit des communes, dans l'intérêt de la station. Il est bien évident que si les redevances dont bénéficient les collectivités administratives pour les sources qui leur appartiennent étaient mises à la disposition des stations, la situation des villes d'eaux ainsi

privilégiées serait aujourd'hui des plus florissantes. Mais cette situation est l'exception. D'une façon générale, les services nécessités par les besoins de la cure sont insuffisants ; ils le sont surtout là où les sources sont exploitées par des particuliers, là où par conséquent, l'intérêt public est sacrifié à des fins individuelles.

Les services de cure furent trop souvent négligés. Pendant longtemps, l'opinion publique créée par les baigneurs, qui bénéficient des avantages offerts par les villes d'eaux sans contribuer aux charges locales, fut complice de l'insuffisance des installations thermales. Depuis une quinzaine d'années seulement, les effets d'une législation étrangère mieux adaptée aux besoins des stations hydrominérales ont rendu ce public plus exigeant. Le médecin fut le premier confidant des comparaisons désavantageuses pour notre pays auxquelles se livrent si volontiers les personnes désœuvrées et naturellement portées par leur état de santé à désirer mieux que ce qu'il est possible de leur offrir. Il se fit l'écho des plaintes des malades auprès des municipalités et leur demanda les améliorations qu'il jugeait nécessaires. Cet écho ne fut pas sans effet. Certaines stations firent un effort louable pour s'organiser et satisfaire leur clientèle de baigneurs ; mais d'une façon générale, le manque d'argent obligea les municipalités à retarder l'entreprise de travaux que les prescriptions de l'hygiène rendaient pourtant indispensables.

En France, les villes d'eaux sont administrées dans

des conditions absolument semblables aux villes et aux villages de même population fixe. Les règles de leur budget sont identiques. La loi municipale (1) ne tient nul compte, ni de la nature de leurs besoins spéciaux, ni du rôle et de l'importance de leur population flottante, ni des exigences exceptionnelles de leur développement.

On peut objecter, il est vrai, que les charges spéciales supportées par les stations fréquentées par les étrangers sont compensées par les ressources qu'apporte à la station la clientèle saisonnière. Cependant, si on examine les faits avec attention, on constate, dans toutes les stations, la supériorité des dépenses engagées et des charges assumées sur les ressources normales de la commune (2).

Il est facile d'expliquer cette constatation. .

Les recettes des impôts communaux bénéficient, dans une mesure relativement restreinte, de la plus-value que la présence des étrangers peut provoquer dans leur rendement.

Ces derniers ne supportent — à part les charges d'octroi qui grèvent la consommation journalière — aucune charge fiscale et le poids des impôts pèse uniquement sur la population sédentaire.

La situation financière des stations obligées de vivre comme une ville dix fois plus importante et partout

(1) Loi du 5 avril 1884.

(2) LÉFÈBRE: *Le Jeu et la cure-taxe*.

très obérée, et par la force des choses, on est amené à rechercher des ressources ailleurs que dans l'impôt direct et dans l'octroi. Ces ressources, on ne peut, semble-t-il, les trouver qu'en instituant une taxe de séjour, analogue à la cure-taxé qui a obtenu en Allemagne un si complet succès (1).

C'est au royaume de Bohême que revient l'honneur d'une telle création. Les produits des taxes « perçues sur les malades, dans l'intérêt exclusif de la cure » (2) permirent rapidement aux municipalités de ce pays d'instituer des services d'hygiène particulièrement bien entretenus et de ne négliger aucune installation susceptible d'accroître le bien-être des baigneurs. Cet exemple fut bientôt imité par les nations voisines, et aujourd'hui des taxes semblables sont perçues dans tout l'empire allemand, en Autriche-Hongrie, en Italie et en Suisse.

(1) Dr CAULET: *La cure-taxé et les eaux minérales françaises.*

(2) Royaume de Bohême: Loi du 27 octobre 1868.

CHAPITRE III

Le mouvement d'idées qui a préparé la législation actuelle sur les stations hydrominérales et climatiques.

Les médecins ont signalé depuis longtemps la situation précaire faite aux stations françaises par les effets de cette législation nouvelle ; les premiers, ils ont appelé l'attention des pouvoirs publics sur cet état de choses et ont cherché à y porter remède.

Dès 1886, au congrès international d'hydrologie et de climatologie de Biarritz, le Dr Bouloumié faisait une communication sur la police sanitaire des villes d'eaux et la dénomination des sources minérales et demandait que ces questions sur lesquelles il désirait appeler l'attention du congrès soient mises à l'étude. Dans une série de communications sur le même sujet, à la société d'hydrologie, aux congrès de Clermont-Ferrand, de Liège, de Grenoble, à la société d'hygiène publique et d'hygiène professionnelle, il revenait sur la même question dont l'étude fut sanctionnée par des vœux votés par le congrès de Grenoble.

En 1896, M. le Professeur Proust, Inspecteur Général

des services sanitaires, représentant officiellement M. le Ministre de l'Intérieur au congrès d'Hydrologie de Clermont-Ferrand, proclamait dans son discours d'ouverture la nécessité de créer « des ressources locales uniquement destinées à l'amélioration des établissements thermaux et à l'hygiène de la station ». Toute la partie du discours de l'éminent représentant du ministre qui a trait à cette question, est à reproduire :

« Il faut bien l'avouer, dit-il, nos concurrents de
« l'étranger dépensent depuis quelques années une
« grande ingéniosité pour faire prospérer leurs sources
« minérales ; leur initiative et leurs efforts s'exercent
« même pour des stations dont la valeur thérapeutique
« est loin d'être prouvée ; ce sont ces perfectionnements
« dans ce que j'appellerai l'outillage thermal que je
« voudrais vous voir répandre en France pour les sta-
« tions sérieuses.

« Il faut établir des installations plus luxueuses,
« s'adressant à certaines catégories de baigneurs ; per-
« mettre aux rhumatisants d'accéder aux sources par
« des galeries couvertes, les protégeant contre les in-
« tempéries du temps ; accroître et faciliter les prome-
« nades des baigneurs ainsi que leurs moyens de repos.

« J'ai visité des stations, je parle, bien entendu, des
« grandes stations, où de superbes et gigantesques colon-
« nades permettent aux malades de digérer leur eau en
« plein air, sans avoir à souffrir de la pluie.

« J'ajouterai que, de certains établissements partent,

« au milieu de forêts magnifiques, des chemins de pié-
« tons pourvus de bancs très rapprochés ainsi que des
« routes de voitures, chemins et routes augmentant cha-
« que année, grâce aux ressources de la station, et dont
« la longueur dans quelques-unes d'entre elles dépasse
« 80 kilomètres. Mais pour obtenir de pareils résultats,
« on a besoin de ressources importantes ; ce sont ces
« ressources qu'il faudrait créer chez nous. La situation
« de notre budget ne permet malheureusement pas de
« demander à l'Etat les ressources nécessaires.

« Dans certaines villes de l'étranger, ce sont les mu-
« nicipalités qui, grâce à la cure-tax, se procurent les
« moyens d'action indispensables, et pour vous montrer
« l'importance de ces ressources, je vous citerai une de
« ces stations, il est vrai, une de celles qui sont le plus
« en vogue, qui, depuis quelques années, se procure de
« cette façon une rente annuelle qui dépasse 500.000
« francs (1).

« Vous, Messieurs et Chers Collègues, qui tenez en
« ce moment à Clermont les grandes assises hydrologi-
« ques, et qui pouvez parler de ces questions avec l'au-
« torité qui s'attache à votre compétence, je voudrais
« vous voir rechercher si ce mode de ressources est
« compatible avec nos mœurs françaises ou s'il faut
« prélever sur le jeu l'impôt nécessaire pour l'amélio-

(1) Il s'agit ici de Carlsbad. Le rendement annuel de la cure-tax à Carlsbad atteint aujourd'hui un million de francs.

« ration de nos stations, c'est-à-dire pour la guérison des
« malades qui vont demander aux villes d'eaux l'amé-
« lioration de leur santé. Quel que soit le procédé que
« vous proposerez, il est un point qui me paraît indis-
« cutable ; chaque station sanitaire doit avoir son bud-
« get constitué par des ressources locales et, unique-
« ment destinées à l'amélioration des établissements
« thermaux et à l'hygiène de la station. »

La même année, le Docteur Caulet communiquait à la Société d'Hydrologie ses « Remarques sur le développement et les traditions de quelques stations thermales allemandes » et ses études sur la « cure-taxe et les eaux minérales françaises ».

Le Syndicat général des Médecins des stations balnéaires et sanitaires de France, sous l'énergique impulsion de son président, M. le professeur Albert Robin, et de ses secrétaires généraux, les Docteurs Cazaux et Boursier, se saisissait à son tour de la question et chargeait de nombreuses commissions de l'étudier sous toutes ses faces (1). De leur côté, les maires des villes d'eaux

(1) Les travaux de ces commissions ont fait l'objet de nombreux rapports. Les principaux sont les suivants :

Remarques sur l'état actuel de la médecine et de l'industrie thermale en France, par le Dr CAULET, 1897 ; *La taxe de séjour*, par le Dr BELUGOU, 1898.

Rapport sur les mesures légales à prendre pour sauvegarder l'exploitation des eaux thermales et minérales, par le Dr BOULOU-MÉ, Congrès de Grenoble 1902.

Les villes d'eaux et la loi sur la protection de la santé publique, par le Dr G. NIVIÈRE, *Bulletin médical*, 3 février 1903.

Rapport de la commission de la cure-taxe, par le Dr DEDET, 1905.

ne restaient pas inactifs ; ils tenaient à Paris, aux mois de décembre 1897 et de janvier 1898, de concert avec des médecins du syndicat général, une réunion où ils adoptaient, sur le rapport de M. Pipet, Maire de la Bourboule, un projet du D^r Belugou réglementant la taxe de séjour.

En 1900, le Docteur Aubel, Maire de Nérès (Allier), s'inspirant peut-être du discours de M. le Professeur Proust, demandait au jeu les ressources dont sa commune était privée. Gain de cause en lui ayant pas été donné, il prit à la date du 14 janvier 1901, en vertu des pouvoirs qu'il détenait de la loi municipale (1), un arrêté interdisant d'une manière absolue les jeux d'argent dans tous les lieux publics situés sur le territoire de sa commune. Le 5 juin suivant, le Préfet de l'Allier annulait l'acte du maire de Nérès en se basant sur l'article 4 du décret du 24 juin 1886. Le magistrat municipal ne se tint pas pour battu : il se pourvut devant le Conseil d'Etat qui annula l'arrêté du Préfet de l'Allier, par arrêt en date du 18 avril 1902.

A la suite de cette décision, beaucoup de maires de villes d'eaux cherchèrent à imiter le Docteur Aubel ; la plupart obtinrent des subventions bénévoles, mais celles-ci étaient trop faibles pour satisfaire aux besoins croissants des villes de cure.

(1) Loi du 5 avril 1884, article 97, § 3.

La situation des stations devenait inquiétante. La suppression des subventions que prévoyait M. Cruppi, dans son rapport sur le régime des jeux, à la commission des réformes judiciaires (1) provoqua un vif émoi dans l'industrie saisonnière. Les intéressés, en un harmonieux concert, firent entendre leurs doléances et leurs protestations.

Les conseils municipaux des stations, par délibérations transmises aux pouvoirs publics, pronostiquèrent que la mesure soumise à l'examen de la commission, causerait la ruine de l'industrie saisonnière. Vichy, déclare le maire Lasteyras, ne peut ainsi périr et « considérant qu'il est du devoir de l'Etat de défendre sa propriété et le bien des pauvres ; considérant qu'il est inadmissible que le Gouvernement de la République plonge dans la misère, d'un trait de plume, non seulement la ville de Vichy, mais encore les nombreuses stations balnéaires et thermales qui ont bénéficié pendant de longues années de la tolérance gouvernementale et qui ont fondé sur elle, en engageant les finances communales, de nombreux projets qui ont trait pour la plupart à l'hygiène publique ; considérant enfin que le Crédit Foncier qui possède pour trente millions de créances hypothé-

(1) Rapport de M. Cruppi, Chambre. Document parlementaire n° 2.171, le 24 décembre 1904. Le projet de loi sur le régime des jeux rapporté par M. Cruppi, avait été présenté par MM. Combes et Vallé, au nom du gouvernement, le 22 octobre 1904. Il n'eut pas les honneurs de la discussion parlementaire.

caires sur les immeubles de Vichy, courrait, malgré la priorité de ses inscriptions, le danger de perdre au moins la moitié des capitaux prêtés par suite de la moins-value inévitable que subirait notre station, si la loi de 1836 lui était appliquée.

Le Conseil municipal de Vichy délibère.

Le Gouvernement de la République et les membres du Parlement sont instamment priés de ne pas adopter les conclusions du rapport de la commission de réforme judiciaire présenté par M. Jean Cruppi, député, et de maintenir, en la réglementant au mieux de l'intérêt des communes, la tolérance laissée aux villes d'eaux et aux stations balnéaires françaises de posséder sur leur territoire des établissements de jeux. »

Afin d'étudier les mesures à prendre pour sauvegarder la situation des stations, M. Lasteyras prit l'initiative, de concert avec le syndicat général des médecins des stations balnéaires et sanitaires, de réunir en congrès les maires des villes d'eaux et plages françaises. Le congrès s'ouvrit à Paris au mois de février 1905. Il groupait dans un effort commun les maires, les médecins, les directeurs d'établissements thermaux et les propriétaires ou commerçants des diverses stations. On y discuta principalement de la question des jeux qu'a réglementée depuis, la loi du 15 juin 1907 (1), et on cons-

(1) Voir *infra*, page 113.

titua une commission exécutive chargée d'étudier les moyens de procurer aux stations les ressources qui leur manquaient.

A cette fin, M. Emile Cère avait déposé à la Chambre des députés, le 14 janvier 1905, une proposition de loi tendant à la création de chambres d'industrie thermale, balnéaire ou climatique dans les lieux où le gouvernement le jugeait convenable. L'analyse de cette proposition est très intéressante, car ses dispositions essentielles ont été reprises en 1907 dans le projet gouvernemental qui aboutit à la loi du 13 avril 1910. Le mode d'organisation prévu était analogue à celui des chambres de commerce. Le projet comprenait des chambres locales établies dans chacune des stations déterminées par un règlement d'administration publique et un conseil supérieur de l'industrie thermale, balnéaire et climatique, siégeant au Ministère de l'Intérieur. Chaque chambre locale était composée de membres élus pour six ans et indéfiniment rééligibles. Le recrutement du conseil supérieur était assuré moitié par des membres nommés par les chambres locales, moitié par des hommes n'appartenant pas à ces chambres, mais notoirement versés dans les matières concernant les stations thermales et climatiques. Les membres du conseil supérieur étaient nommés par le Président de la République, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur.

La chambre d'industrie de chaque station avait la disposition d'un budget spécial dont les recettes étaient

constituées, ainsi que pour les chambres de commerce, par une contribution spéciale imposée à certaines classes de patentés. L'existence légale donnait aux chambres d'industrie, comme aux autres, le droit et la faculté d'emprunter. La préparation et le vote du budget étaient leur principale fonction. Elles avaient aussi pour attributions de donner les avis qui leur étaient demandés par le gouvernement sur les questions industrielles et commerciales, d'organiser l'hospitalisation des indigents et d'assurer sous réserve des autorisations prévues l'exécution des travaux et l'administration des services nécessaires aux intérêts dont elles avaient la garde.

Les chambres d'industrie pouvaient être autorisées à fonder et à administrer des établissements à l'usage de l'industrie thermale tels que : bureaux de renseignements, expositions et musées, écoles professionnelles, cours et conférences.

Elles pouvaient obtenir la concession de travaux publics. Chaque année, elles devaient transmettre au Ministre de l'Intérieur un compte rendu général de leurs travaux.

Un tel projet pouvait assurer d'une façon sérieuse l'organisation de l'industrie thermale. Les intéressés le comprirent ; pour forcer l'attention des pouvoirs publics, le congrès de climatologie et d'hygiène urbaine tenu à Arcachon en avril 1905, émit le vœu qu'il fût créé une commission interparlementaire chargée d'étudier les intérêts des stations. Le 3 juillet 1905, la commission per-

manente des stations hydrominérales et climatiques était instituée au Ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. le professeur Armand Gautier.

Aux termes de l'arrêté ministériel, la commission était chargée « d'étudier les besoins généraux des stations hydrominérales et climatiques de France, d'être auprès des pouvoirs publics l'organe de leurs intérêts, et d'une manière générale, de défendre et de développer les centres thermaux et climatiques de France » (1).

Pour mieux remplir sa mission, elle se subdivisa en trois sous-commissions ; la première s'occupa de l'hygiène des villes thermales ; la seconde, de la législation, la troisième de l'industrie hydrominérale et climatique (2).

L'examen des diverses questions auxquelles elle se livra, tant au point de vue de l'hygiène que du traitement des indigents, pour ne citer que les principales, la conduisit à reconnaître qu'il fallait chercher des ressources matérielles pour assurer le plein essor de l'industrie hydrominérale et climatique.

Elle crut trouver ces nouvelles ressources dans l'éta-

(1) *Revue pratique d'hygiène municipale*, année 1905, page 361.

(2) Le travail des deux premières sous-commissions est résumé dans deux rapports : un rapport de M. Lucien GRAUX, préconisant dans toute commune déclarée station hydrominérale et non pourvue d'un bureau d'hygiène, l'institution d'offices sanitaires ; un rapport de M. DURAND-FARDEL, résumant l'état actuel de la législation des eaux minérales et précisant les modifications qu'il aurait lieu d'y apporter.

blissement d'une taxe de saison qui existe dans certains pays étrangers sous le nom de cure-taxe ou taxe de séjour. L'organisation des villes d'eaux était subordonnée à l'institution de cette taxe, et un projet de loi relatif à cette création fut présenté à la commission par MM. Silhol et Tardieu, Maîtres des Requêtes au Conseil d'Etat, au nom de la sous-commission de l'industrie hydrominérale et climatique.

La commission avait primitivement pensé que la perception de la taxe de séjour devait être obligatoire. L'utilité générale de la nouvelle imposition, le désir d'éviter une concurrence possible entre les stations avaient déterminé sa conviction. Les auteurs du projet de loi ont préféré déclarer facultative la taxe de séjour pour ne pas porter atteinte aux franchises communales.

Le projet n'a pas été modifié par le Gouvernement. Déposé par M. Clemenceau, sur le bureau de la Chambre des Députés, le 11 juillet 1907, il a été voté sans discussion le 25 juin 1908. La commission du Sénat a apporté au texte adopté d'assez importantes modifications, et la nouvelle rédaction a été votée, d'abord par la Haute-Assemblée après une courte discussion, puis sur retour, par la Chambre des Députés, sans discussion, le 25 mars 1910. Le texte définitif porte la date du 13 avril 1910, et a été promulgué le 15 avril suivant (1).

(1) *Officiel* du 15 avril 1910.

CHAPITRE IV

Examen par les chambres du projet gouvernemental du 11 juillet 1907.

En régentant la création des stations hydrominérales et climatiques, le Gouvernement a voulu autoriser les communes, fractions de communes ou groupes de communes qui ont obtenu la reconnaissance du caractère hydrominéral ou climatique à percevoir une taxe de séjour, en vue de favoriser le développement de la station par des travaux d'assainissement ou d'embellissement.

La taxe est perçue sur la population saisonnière, par l'intermédiaire des hôteliers, logeurs ou propriétaires. Son emploi est soumis à un contrôle rigoureux pour éviter que les fonds soient affectés à d'autres objets que ceux-là mêmes pour lesquels elle a été autorisée.

Une chambre d'industrie thermique ou climatique peut être instituée par décret ; elle concourt par ses avis éclairés à la prospérité de la station. Quant à la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques de France, son existence est consacrée législativement.

Le projet du gouvernement a été adopté presque intégralement par la Chambre des Députés. En revanche, il a subi au Sénat d'importantes modifications.

C'est ainsi que le Sénat a étendu le bénéfice de la loi aux stations climatiques, et il résulte d'explications fournies au cours de la discussion par l'honorable rapporteur M. Denoix, que la commission sénatoriale entendait par stations climatiques, aussi bien les stations de villégiature et de cure d'air que les stations de bains de mer. Cette extension a rendu possible la perception de l'impôt dès le premier jour du séjour, et non à partir du cinquième seulement, comme l'avait décidé la Chambre.

En second lieu, le Sénat n'a conservé qu'une taxe unique de séjour, faisant disparaître la taxe sur les spectacles, les droits d'entrée dans les champs de courses, casinos, cercles, salles de lecture, etc., qui figuraient dans le texte primitif. Comme ce sont, en définitive, les mêmes personnes qui devraient payer toutes les taxes, le Sénat a estimé qu'une taxe unique de séjour serait moins vexatoire que la multiplicité des droits de toute sorte perçus, en toute circonstance, dans le cours d'une journée.

La modification la plus importante a porté sur les attributions des chambres d'industrie thermale.

Le texte adopté par la Chambre des Députés leur confiait des pouvoirs très étendus.

C'est ainsi que l'article 7, § 8, stipulait que « dans le cas où la commune se refuserait soit à entreprendre, soit à concéder les travaux d'assainissement ou d'embellissement prévus à l'article premier, la concession en pourrait être accordée à la chambre d'industrie ther-

male au nom de l'Etat, par décret en Conseil d'Etat ».

Le Maire pouvait recourir devant le Conseil d'Etat contre ce décret, mais il est évident que son pourvoi avait peu de chance d'être accueilli.

Le même article contenait la prescription suivante :
« Les taxes spéciales prévues à l'article 3 peuvent, sur la demande de la chambre d'industrie thermale, être établies à son profit et employées par elle, sous la surveillance de l'autorité concédante, soit à payer les dépenses énumérées à l'article 1^{er}, soit à assurer le service des emprunts contractés par elle pour le même objet (article 7, § 10).

En suivant la Chambre sur ce point, le Sénat a craint de porter une atteinte trop grave aux prérogatives que le Conseil municipal tient de la loi du 5 avril 1884, et de susciter au sein de la commune des rivalités pouvant aboutir à des conflits fâcheux. Le droit d'emprunter concédé aux chambres d'industrie était d'ailleurs illusoire, car les établissements de crédit se seraient montrés peu empressés à ouvrir leur caisse sur un gage unique aussi incertain que le produit de la taxe de séjour.

C'est pourquoi le Sénat a réduit les chambres d'industrie à un rôle presque exclusivement consultatif.

Nous allons examiner la loi du 13 avril 1910 dans ses détails. Nous serons ainsi à même de juger si les modifications apportées par le législateur contemporain constituent un progrès sérieux sur l'état de choses ancien.

DEUXIÈME PARTIE

La loi du 13 avril 1910

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La loi du 13 avril 1910 peut être ramenée à quatre dispositions principales : elles ont trait à la création des stations, à l'établissement de la taxe de séjour, à l'institution des chambres d'industrie et à l'organisation nouvelle de la commission permanente des stations hydro-minérales et climatiques de France.

1° Création des stations hydrominérales ou climatiques.

Toute commune, fraction de commune, ou groupe de communes qui possède sur son territoire soit une ou plusieurs sources d'eaux minérales, soit un établissement exploitant une ou plusieurs sources d'eaux minérales, peut être érigé en station hydrominérale (1). Il n'y a pas

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 1^{er}, §1.

à se demander si la commune qui utilise l'eau l'amène par des conduites souterraines des localités voisines. Il suffit qu'elle fasse la preuve d'une exploitation de la source. Les communes, fractions de communes ou groupes de communes qui offrent aux malades et aux visiteurs leurs avantages climatiques peuvent être érigés en stations climatiques.

La création de l'une des stations ci-dessus a pour objet de faciliter le traitement des indigents et de favoriser la fréquentation de la station et son développement par des travaux d'assainissement ou d'embellissement.

La demande de création d'une station hydrominérale ou climatique peut être formée, soit par le conseil municipal ou par une commission syndicale représentant la fraction de commune, conformément à l'article 129 de la loi du 5 avril 1884, soit par le préfet, soit, à leur défaut, par une association déclarée, constituée entre les médecins, propriétaires et fermiers de sources minérales, hôteliers et logeurs et toutes autres personnes intéressées (1).

L'association est soumise à la déclaration prévue par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901. Les fondateurs doivent déclarer à la préfecture ou à la sous-préfecture du siège social, le titre et l'objet de l'association, le lieu de son établissement, les noms, professions et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 1^{er} §§ 2, 3 et 4.

administration et de sa direction ; ils doivent déposer en même temps deux exemplaires des statuts. L'association peut devancer conseil municipal et préfet et formuler immédiatement la demande de création.

La demande doit contenir un exposé des motifs qui justifient la reconnaissance légale de la station et indiquer l'étendue qu'il convient de lui donner, soit en la limitant à une commune ou fraction de commune, soit en l'étendant à plusieurs localités.

Des décrets rendus en Conseil d'Etat, après avis de l'Académie de Médecine, du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et de la Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques de France statuent définitivement sur l'admission ou le rejet des demandes de création des stations hydrominérales ou climatiques (1).

2° Etablissement de la taxe de séjour.

Dans les stations hydrominérales ou climatiques, des décrets rendus en Conseil d'Etat peuvent, sur la demande des communes, autoriser la perception pendant tout ou partie de l'année, d'une taxe spéciale dont ils fixeront le taux et dont le produit devra être affecté intégralement aux travaux visés à l'article 1^{er} (2).

Le produit de la taxe et l'emploi des recettes prove-

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 1^{er}, § 5.

(2) Loi du 13 avril 1910, art. 2, § 1.

nant de cette taxe font l'objet d'états de prévisions et de comptes distincts ; recettes et dépenses sont inscrites dans les budgets et comptes des communes à un article unique (1).

La taxe ne frappe que les personnes non domiciliées dans la commune et n'y possédant pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la contribution mobilière (2).

La taxe se reconnaît aux caractères suivants :

1° Elle est autorisée par décret en Conseil d'Etat.

2° Elle est facultative en ce sens qu'elle ne peut être établie que si le Conseil municipal le demande.

3° Elle est perçue au profit de la commune par l'intermédiaire des logeurs, hôteliers et propriétaires.

4° Limitée à quatre semaines, elle peut varier suivant les époques de la saison, d'après un tarif basé sur la nature et le prix de location des locaux occupés ; le tarif peut comporter des atténuations ainsi que des exemptions.

5° Le recouvrement de la taxe est effectué selon le mode usité en matière d'octroi.

3° *Institution des Chambres d'industrie thermique ou climatique.*

Dans chaque station hydrominérale ou climatique, il

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 18.

(2) Loi du 13 avril 1910, art. 3, § 1.

pourra être institué par décret en Conseil d'Etat un établissement public sous le nom de Chambre d'industrie thermale ou climatique (1).

La création a lieu sur la demande des personnes ou des collectivités qui ont qualité pour solliciter la reconnaissance de la station (2). La chambre d'industrie a un rôle purement consultatif. Elle est nécessairement appelée à donner son avis sur les projets de travaux, sur l'établissement des taxes et sur les emprunts à contracter (3). Elle est, en quelque sorte, le conseil de surveillance et au besoin la collaboratrice de la commune chargée de percevoir la taxe et d'en utiliser les profits.

La création d'un tel organisme ne pouvait échapper à l'attention du législateur. Il était nécessaire que le produit de la taxe de séjour ne se confondît avec les ressources normales du budget et ne fût employé à des dépenses municipales qui n'auraient eu avec le développement de la station que des rapports lointains. La spécialisation, en l'espèce, s'imposait, puisque c'est en vue d'un but déterminé et aux dépens des personnes étrangères à l'agglomération locale que la taxe doit être perçue. Elle s'imposait d'autant plus que le législateur pouvait craindre, sinon l'hostilité des assemblées communales à l'égard de l'industrie thermale, du moins un défaut de clairvoyance pour en bien déterminer les besoins

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 7, § 1.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 22, § 1.

(3) Loi du 13 avril 1910, art. 7, § 5.

et pour apprécier à leur juste valeur des installations que le goût moderne et la concurrence rendent indispensables.

4° Organisation nouvelle de la Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques.

La commission permanente des stations thermales, instituée le 3 juillet 1905 auprès du Ministère de l'Intérieur à la suite du premier congrès des villes d'eaux, est régularisée et fortifiée.

Elle donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre, et notamment sur les demandes formées en vue de faire désigner des communes comme stations hydrominérales ou climatiques. Elle adresse chaque année au Ministre, les observations que lui paraît comporter l'emploi fait dans les diverses stations du produit de la taxe (1).

Le législateur de 1910 a laissé à un règlement d'administration publique le soin de préciser les mesures à prendre pour permettre aux localités intéressées de recueillir le bénéfice de la loi.

Ce règlement, établi le 26 juin 1911, a été complété par un décret du 11 décembre 1912 qui fortifie les pouvoirs de l'administration supérieure et autorise le retrait du caractère hydrominéral ou climatique à la station qui

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 8, § 2.

n'aurait pas satisfait aux conditions d'hygiène prescrites par l'acte constitutif de reconnaissance.

Le décret du 26 juin 1911 détermine l'ensemble des règles à observer pour assurer l'application de la loi. Il fixe notamment les conditions dans lesquelles les comptes de la taxe seront établis et approuvés, les formalités à remplir par les logeurs, hôteliers, propriétaires et autres intermédiaires chargés de la percevoir, les pénalités imposées aux contrevenants ainsi que la composition de la Commission permanente (1).

Le décret est divisé en quatre chapitres consacrés à la création des stations, aux taxes spéciales, aux Chambres d'industrie et à la Commission permanente, c'est-à-dire aux quatre innovations principales de la loi.

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 5 et 9.

TITRE PREMIER

Création des stations hydrominérales et climatiques

CHAPITRE PREMIER

Procédure suivie pour la reconnaissance des stations

Toute demande de création d'une station hydrominérale ou climatique est adressée au préfet qui en donne récépissé. Dans la quinzaine qui suit, la demande est l'objet d'une enquête destinée à éclairer l'administration supérieure et lui permettre de se prononcer à bon escient sur la création sollicitée.

L'enquête administrative qui est ordonnée par le préfet, révélera si oui ou non la demande de la commune ou de la commission syndicale doit être accueillie.

Résumons ici la procédure telle qu'elle est réglée par le décret du 26 juin 1911.

L'enquête est annoncée par voie de publications et

d'affichages (1). Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du maire. Si les sources et établissements de bains appartiennent à un syndicat de communes, les publications et affiches doivent s'étendre à toutes les communes composant le syndicat et non pas seulement à la commune siège de la station.

L'enquête a lieu à la mairie de la commune intéressée ; s'il s'agit d'un syndicat de communes à la mairie des différentes communes qui composent la station et tous les conseils municipaux sont consultés.

Le préfet désigne le commissaire enquêteur qui dirige l'enquête.

La demande de création est mise à la disposition de tout habitant qui désire en prendre connaissance. Ce dépôt se prolonge pendant huit jours à partir de l'annonce de l'enquête.

A l'expiration du délai de huit jours, le commissaire enquêteur reçoit à la mairie, pendant un jour, les déclarations des habitants et il les consigne sur le registre d'enquête.

Après avoir clos et signé le registre d'enquête, le commissaire enquêteur le transmet immédiatement au maire

(1) Les publications et affiches prévues par l'article 1^{er} du décret du 26 juin 1911 sont exemptes d'impôt, comme répondant à des mesures de surveillance et de police générale (loi du 13 brumaire, an VII, art. 16 *in fine*). Il en est de même du certificat du maire attestant l'accomplissement des formalités prescrites par ledit article.

avec son avis motivé ; il y joint les pièces de l'instruction qui ont servi de base à l'enquête.

Le résultat de l'enquête administrative peut être défavorable à la demande de création, soit parce que le registre d'enquête contient des déclarations contraires à l'adoption du projet, soit parce que l'avis du commissaire enquêteur est opposé à cette adoption.

Dans l'une ou l'autre de ces circonstances, il y a lieu de la part des pouvoirs locaux, à un nouvel examen de la demande et par une déclaration motivée, ceux-ci devront confirmer leur première manière de voir en émettant un avis définitif. Faute d'y procéder dans la quinzaine, il est passé outre.

A ce point de vue et comme conséquence de l'interprétation donnée au décret du 26 juin 1911, cette compétence appartient, lorsqu'il s'agit d'un syndicat de communes, à la commission syndicale.

Copie de la seconde délibération motivée est jointe au dossier.

Rappelons que si le cas se présentait d'un conseil municipal se désintéressant de la question par suite de rivalités locales ou pour toute autre cause, les intéressés médecins, hôteliers, propriétaires de sources, représentés par une association déclarée, auraient la faculté de faire eux-mêmes la demande de reconnaissance. Dans ce cas, le conseil municipal ne serait appelé qu'à donner son avis.

Le préfet peut également, dans les mêmes circonstances, se substituer au Conseil municipal.

L'enquête va se dégager maintenant du cercle restreint de la commune intéressée.

Le maire envoie l'ensemble des pièces recueillies dans la première partie de l'enquête au sous-préfet qui les adresse au préfet. Celui-ci communique pour avis le dossier de l'affaire au conseil départemental d'hygiène et le transmet ensuite, en trois exemplaires, avec son avis motivé, rédigé en forme d'arrêté, au Ministère de l'Intérieur.

La procédure entre alors dans sa dernière phase. Le Ministre saisit en même temps l'Académie de Médecine, le Conseil supérieur d'hygiène publique et la Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques de France. Bien qu'aucun ordre de succession ne soit obligatoire, en fait, la Commission permanente ne se prononce qu'après avoir réuni comme éléments d'appréciation les avis de l'Académie de Médecine et du Conseil supérieur d'hygiène.

Lorsque ces hautes assemblées ont fait parvenir leur rapport à l'administration centrale, le dossier est envoyé au Conseil d'Etat pour être soumis à l'examen de la Section de l'Intérieur.

Sitôt cette dernière formalité remplie, un décret, rendu sur la proposition du Ministre de l'Intérieur, statue définitivement sur la reconnaissance sollicitée.

Ampliation du décret est adressée à la Préfecture et transmise par ses soins à la commune intéressée.

Il est prononcé sur les demandes de création de stations hydrominérales ou climatiques dans les trois mois qui suivent l'accomplissement des formalités prescrites ci-dessus.

CARACTÈRES DE LA RECONNAISSANCE

Le décret qui érige une commune en station hydrominérale ou climatique constitue un acte discrétionnaire de puissance publique.

En cas de rejet de la demande, la décision de l'Administration ne saurait être discutée au fond, c'est-à-dire qu'un recours contentieux ne se conçoit pas. D'ailleurs, la condition essentielle mise à la recevabilité du recours — la lésion d'un droit par l'autorité administrative — n'existerait pas ici.

Par contre, la discussion de l'acte de l'administration en la forme est possible, et le recours pour excès de pouvoir peut être intenté devant le Conseil d'Etat. Il suffit pour cela qu'un intérêt personnel et direct se trouve lésé par la décision du Chef de l'Etat et à ce titre, la commune, par l'organe de ses représentants ou tout particulier est compétent pour l'attaquer.

Des trois éléments de l'excès de pouvoir, incompétence, détournement de pouvoir, violation des formes, le dernier est particulièrement susceptible de motiver

des recours. Le législateur, en effet, a une tendance de plus en plus marquée à réglementer les pouvoirs de l'administration, qui peut blesser des intérêts privés et même des intérêts généraux. C'est pour cette raison qu'il enveloppe l'action de l'autorité administrative dans un réseau de formalités, sans d'ailleurs lui retirer le droit d'être seule juge de l'opportunité des mesures qu'elle prend.

Les conditions de forme imposées par l'article 1^{er} de la loi sont précisées et complétées par l'article 1^{er} du règlement. Afin d'éviter toute chance d'erreur, l'administration s'est elle-même lié d'avance les mains. En effet, le décret du 26 juin 1911 réglemente minutieusement la procédure d'enquête : durée du dépôt de la demande à la mairie, publication et affichage, avis motivé du commissaire enquêteur, avis du conseil départemental d'hygiène. Toutes ces formalités doivent être scrupuleusement remplies ; leur inobservation constitue autant de motifs d'annulation.

Les prescriptions légales n'ont sans doute pas toutes la même valeur. Le Conseil d'Etat en appréciera la portée. C'est ainsi que l'avis des corps consultatifs : Académie de Médecine, Conseil supérieur d'hygiène, Commission permanente des stations hydrominérales ou climatiques, nous paraît être une formalité substantielle dont l'omission serait de nature à vicier l'acte de reconnaissance, alors qu'une durée restreinte du dépôt de la demande à la mairie, un affichage défectueux nous semblent de moindre importance,

CHAPITRE II

Stations reconnues. — Conditions exigées pour qu'une commune soit érigée en station hydrominérale ou climatique

A la date du 1^{er} août 1913, trente-cinq communes avaient obtenu la reconnaissance. Vingt-quatre l'ont reçue comme stations hydrominérales. Ce sont : Aix-en-Provence, Ax-les-Thermes, Bains-les-Bains, Bourbon-l'Archambault, Capvern, Châtel-Guyon, Contrexéville, Dax, Eaux-Bonnes, Gréoux, La Bourboule, Lamalou-les-Bains, Le Mont-Dore, Lurbes, Luxeuil, Martigny-les-Bains, Néris, Plombières, Royat-Chamalières, Saint-Nectaire, Salies-de-Béarn, Vals, Vichy, Vittel.

La notoriété enviable dont jouissent ces stations ne laissait aucun doute sur la suite que leur demande recevrait et l'existence légale qui leur a été attribuée n'a fait que consacrer un état de fait qui, pour la plupart, était véritablement ancien.

Nous n'aurions donc aucune indication utile pouvant efficacement nous guider sur les conditions exigées pour

obtenir la reconnaissance, si le rejet de la demande de la ville de Château-Thierry ne venait apporter les éclaircissements que nous désirons. Voici ce que nous trouvons dans le rapport présenté sur cette demande par l'Académie de Médecine (1) :

« La prétention de Château-Thierry à être érigée en
« station hydrominérale est basée sur l'existence de l'éta-
« blissement thermal des sources de Montmartel dont
« l'exploitation et la vente ont été autorisées à nouveau
« par arrêté ministériel du 7 juillet 1894.

« A la date du 11 février 1861, l'Académie de Méde-
« cine avait été invitée à donner son avis sur l'oppor-
« tunité d'une demande par laquelle M. Denogéant, pro-
« priétaire à Château-Thierry, sollicitait l'autorisation
« d'exploiter, au point de vue médical, l'eau ferrugi-
« neuse d'une source très anciennement connue dans
« cette ville sous le nom de Fontaine-du-Lys et em-
« ployée depuis longtemps aussi par les médecins de
« la localité.

« L'analyse de l'eau envoyée par le pétitionnaire au-
« rait démontré que l'eau appartient à la classe des
« eaux ferrugineuses bicarbonatées calcaires, eaux dont
« les propriétés médicales sont parfaitement constatées
« par l'expérience.

.
« Quoi qu'il en soit de cette appréciation, l'usage n'a

(1) *Bulletin de l'Académie de Médecine*. Séance du 5 mars 1912.

« pas confirmé les qualités médicamenteuses de l'eau
« de Montmartel autrefois la Fleur-de-Lys et le dis-
« crédit dans lequel est tombé l'établissement thermal
« de Château-Thierry est bien d'accord avec l'absence
« des propriétés vraiment thérapeutiques de ces eaux. »

Les considérations de l'Académie de Médecine sont à retenir. Elles montrent qu'il ne suffit pas que la composition chimique d'une eau paraisse la désigner à un usage médicamenteux, il faut encore que l'expérience ait prouvé son efficacité réelle au point de vue thérapeutique.

Un grand nombre de localités possède des sources thermales. Ce n'est pas une raison pour leur attribuer la reconnaissance. Il faut apprécier l'importance économique de la question, envisager la situation actuelle de la station, l'extension qu'elle pourra prendre à l'avenir, tant à raison de sa situation géographique, des facilités de communication, de la nature de la cure.

La prospérité acquise est un élément important d'appréciation et les demandeurs devront faire au moins la preuve d'une exploitation de la source et d'une consommation locale pour obtenir satisfaction. Par contre, il est excessif d'exiger d'emblée un développement trop complet des stations s'il est prouvé que la commune fait un effort louable pour mériter la faveur qu'elle sollicite. Le Gouvernement doit s'intéresser aux stations de moyenne et même de petite importance et favoriser leur éclosion. A cette fin, toute association déclarée, cons-

tituée entre personnes intéressées, peut prendre les mesures utiles pour assurer l'avenir de la station au cas où le conseil municipal serait hostile : elle peut faire la demande de création, établir la taxe de séjour et gager des emprunts sur le produit de cette taxe.

Pour les stations qui ont fait leurs preuves, la question de la reconnaissance ne soulève pas de difficultés. Les propriétés attribuées aux sources ou aux climats de ces stations sont confirmées généralement par un usage parfois séculaire. Dans ce cas, l'Académie de Médecine décide d'émettre un avis favorable à la demande quand il sera de notoriété publique indiscutable que la station est fréquentée depuis un temps plus ou moins long. Dans le cas contraire, il y a lieu d'exiger de la part des demandeurs, pour les stations hydrominérales, l'analyse des sources, contrôlée au besoin par le laboratoire de l'Académie de Médecine, ainsi que des observations relatives aux applications thérapeutiques de ces sources » (1).

L'eau thermale permet donc de se faire une opinion lorsqu'il s'agit de stations hydrominérales, mais il est plus difficile de trouver un critère pour apprécier si une commune possède les qualités nécessaires pour être reconnue comme station climatique ; les difficultés viennent de ce que, jusqu'ici du moins, les données permettant de juger de la valeur de ces stations n'ont

(1) Séance de l'Académie de Médecine du 5 mars 1912.

pas été recueillies et rassemblées avec les soins et la systématisation qui permettraient seuls de conclure affirmativement.

Il semble qu'on peut éventuellement considérer comme station climatique toute commune dont la situation géographique, les conditions hygiéniques, la pureté de l'air, les qualités thérapeutiques qu'elle tient d'éléments divers motivent sa fréquentation par des étrangers dans le but d'y trouver le repos et la santé.

La demande de création devra être envisagée au double point de vue médical et économique, comme si elle s'appliquait à une station thermale.

Au point de vue médical, les observations météorologiques pourront servir de base sérieuse d'appréciation. A défaut de telles données, on déterminera d'une façon aussi exacte que possible la valeur thérapeutique du climat, en s'inspirant des constatations faites : la constance de la température, la luminosité du lieu, son état sanitaire, le voisinage de la mer ou la présence de forêts ou de montagnes.

Au point de vue économique, on examinera l'œuvre accomplie par les pouvoirs locaux et les collectivités intéressées : groupements corporatifs, syndicats d'initiative, en considérant les mesures prises en vue du développement commercial et industriel de la station. L'outillage des établissements, l'installation des hôtels, l'existence des parcs et jardins publics, seront des éléments de fait importants. Les statistiques portant sur

le nombre des visiteurs et sur une assez longue période, témoigneront des progrès obtenus et permettront d'établir, malgré les imprévisions du lendemain, quelle pourra être, dans un temps donné, la prospérité acquise.

S'agit-il d'une station à peine éclosée et qui cherche à s'organiser, on s'efforcera de mesurer son essor futur en tenant compte des facilités de communications, de la situation topographique du lieu, de sa proximité des grands centres de population et surtout de l'importance que le monde médical attache aux propriétés thérapeutiques de ses eaux.

L'exemple de Chamonix témoigne à cet égard des résultats auxquels peuvent arriver des organisateurs avisés.

Un syndicat d'initiative composé des hôteliers, propriétaires ou locataires d'hôtels et de villas s'était formé à Chamonix au mois de juillet 1908 sur l'initiative des hôteliers auxquels s'étaient joints la Municipalité et le Club des Sports alpins. L'association avait pour but l'embellissement de Chamonix, des Praz, des Gailands, la construction et l'aménagement des promenades, routes, sentiers, l'organisation des sports d'hiver, la publicité à faire, en un mot, tout ce qui peut rendre agréable aux touristes le séjour dans la vallée de Chamonix, tant en été qu'en hiver.

L'œuvre économique à accomplir était notable, et pour faire face aux dépenses qu'elle entraînait, tout

adhérent aux statuts s'engageait à appliquer à chaque touriste et voyageur de commerce descendant chez lui une taxe de 0 fr. 25 par jour, sous réserve de certaines modalités et de quelques exemptions limitativement déterminées ; le règlement de l'association était porté à la connaissance du visiteur qui en faisait la demande. D'une façon générale, aucune protestation ne s'est produite contre l'application de la taxe et les recettes du syndicat sont montées, en 1912, à près de 30.000 francs. Un résultat plus appréciable encore, et qui souligne d'une façon particulière les améliorations apportées à la station, c'est que Chamonix a vu sa clientèle progresser dans de notables proportions et désormais, les malades étrangers, principalement les Anglais et les Américains, qui ont fini leur cure thermale, viennent s'y livrer aux plaisirs du luge, du bobsleigh et du ski au lieu d'aller à l'étranger.

PIÈCES A PRODUIRE A L'APPUI DE LA DEMANDE.
DES STATIONS BALNÉAIRES.

L'examen des demandes présentées par les communes doit être fait avec beaucoup de soin.

A cet effet, l'Académie de Médecine réclame aux municipalités des documents présentant une série de données expérimentales et d'observations, portant sur le régime de température, d'humidité, de pression baro-

métrique, de direction et d'intensité des vents, de pureté de l'air, etc.

A ces documents aussi détaillés et circonstanciés que possible doivent être jointes les indications pouvant intéresser l'hygiène publique et cela aussi bien pour les stations hydrominérales que pour les stations climatiques.

Les communes doivent donc produire, outre les pièces d'enquête, tous les renseignements de nature à éclairer les corps consultés sur les garanties de salubrité qu'elles présentent :

- 1° Indication du nombre des habitants sédentaires ;
- 2° Indication du nombre des curistes qui ont fréquenté la station pendant les trois dernières années ;
- 3° Ressources en eau potable de la localité et des agglomérations voisines ;
- 4° Indication des mesures prises en vue de l'évacuation des eaux usées ;
- 5° Existence ou non d'un bureau d'hygiène ;
- 6° Renseignements sur la nature de la cure et le nombre des établissements où elle a lieu ;
- 7° Statistique de mortalité et de morbidité ;
- 8° Statistique des maladies contagieuses et des épidémies observées dans la station pendant les trois dernières années ;
- 9° Pour les stations climatiques, courbes thermiques et hypsométriques et tous autres renseignements météorologiques sur la station.

Ces renseignements sont indispensables si l'on veut écarter les stations qui ne sollicitent l'existence légale que pour obtenir l'autorisation de jeux. Faute de telles garanties, le Gouvernement ne pourrait mettre un frein aux sollicitations qui ne manqueraient pas de se produire.

Les stations balnéaires en particulier auraient vite fait de réclamer l'estampille officielle, bien qu'elles présentent parfois des conditions d'hygiène défectueuses. Que les stations de bains de mer soient comprises dans la catégorie des stations climatiques, c'est ce qui ne saurait être mis en doute un seul instant. Lors de la discussion au Sénat (1), le rapporteur de la loi, M. Denoix, précisait en ces termes ce point de vue particulier : « Il n'y a aucune différence, dit-il, entre les stations de bains de mer et, par exemple, la station de Chamonix, dans laquelle il n'y a aucun traitement hydrominéral, mais où on recherche l'air et un traitement spécial qui agit peut-être mieux que d'autres procédés sur le moral du malade. »

Si le terme plus général de climatique a été adopté de préférence au mot balnéaire, qui s'applique plus spécialement aux bains de mer, c'est qu'il eût fallu en trouver un autre pour les stations qui ne sont ni bains de mer, ni stations minérales, pour Chamonix, par exemple. Le législateur a voulu prendre un mot, qui ne

(1) Séance du Sénat du 19 mars 1909, *Officiel* du 20 mars.

fût ni celui de « hydrominéral », ni celui de « balnéaire ».

Peu de stations balnéaires ont demandé la reconnaissance du caractère climatique. Aucune de nos grandes plages de l'Océan et de la Manche : Trouville, Deauville, Cabourg, Malo, Le Tréport, Arcachon, etc., n'a revendiqué l'estampille officielle ; la Côte d'Azur s'est tenue sur la même réserve et au 1^{er} août 1913, on ne comptait que trois stations balnéaires reconnues au seul titre climatique : Ajaccio, Berck-sur-Mer et Saint-Jean-de-Luz. Cette abstention ne peut durer et le jour prochain où les plages de l'Atlantique et leurs rivales heureuses de la Riviera solliciteront le renouvellement de l'autorisation de jeux qui leur a été délivrée, elles devront se soumettre au préalable aux prescriptions de la loi du 13 avril 1910 (1).

(1) Dans l'intérieur du pays, deux communes seulement ont obtenu jusqu'à ce jour, la reconnaissance du caractère climatique ; ce sont Chamonix et Gérardmer. Ces stations jouissent, à juste titre, d'une réputation mondiale et la demande faite en leur faveur ne pouvait soulever aucune difficulté.

CHAPITRE III

Stations qui peuvent obtenir la double reconnaissance du caractère hydrominéral et climatique

Le cas de Biarritz a particulièrement retenu l'attention des pouvoirs publics, car cette ville a été la première qui ait obtenu la double reconnaissance du caractère hydrominéral et climatique (1).

Admirablement située au fond du Golfe de Gascogne, au point où viennent mourir la côte sablonneuse et l'immense forêt de pins des Landes, Biarritz est une station d'hiver de premier ordre en même temps qu'une ville d'eau très fréquentée, grâce à ses thermes salins (1). Le charme et la diversité de ses plages, la proximité de la montagne, les vastes champs d'excursions qu'offrent aux alentours les Landes, le pays Basque, les Pyrénées et l'Espagne, font de la ville et de ses environs

(1) Décret du 30 mai 1912.

(2) Les Thermes salins fonctionnent depuis 1892 et sont alimentés par les sources naturelles de Briscous, dont les eaux sont amenées à Biarritz par une canalisation souterraine de 22 kilomètres.

un séjour tout à fait radieux où se complaît une clientèle aristocratique qui augmente chaque année.

A l'imitation de Biarritz, cinq autres communes ont reçu la double reconnaissance ; ce sont : Bagnères-de-Bigorre, Bagnères-de-Luchon, Brides-les-Bains, Luz-Saint-Sauveur et Hyères.

On est en droit de s'étonner que cet exemple ait été si peu suivi.

Sans doute, bon nombre de nos villes d'eaux ne se recommandent à l'attention publique que par les avantages de la cure thermale (1) ; mais il en est beaucoup d'autres qui sont à la fois des centres thermaux très fréquentés et des stations climatiques de premier ordre, jouissant à juste titre d'une réputation mondiale.

La plupart de nos sources émergent du flanc des coteaux boisés ou du sein de vallées montantes, dépassant parfois 1.000 mètres d'altitude, et cette situation particulière est bien faite pour donner à nos stations des avantages multiples.

Le touriste se laisse attirer par les montagnes accidentées d'accès facile, les belvédères d'élévation moyenne où il pourra s'offrir des excursions très variées depuis la simple promenade jusqu'à la grande ascension. Le malade vient y chercher la santé avec d'autant plus d'empressement qu'il est certain d'y trouver

(1) On peut citer à cet égard : Bourbon-Lancy, Bourbon-l'Archambault, Contrexéville, Néris, Vichy et Vittel.

avec les agréments du séjour un air vivifiant et pur qui contribuera peut-être plus que le traitement thermal au rétablissement de ses forces perdues. Le monde médical attache un intérêt tout spécial, aux cures accomplies dans des régions aussi favorisées par la nature où accourt de tous les pays du monde une clientèle sans cesse grandissante.

En Savoie, Aix-les-Bains réunit tous les agréments de la montagne aux avantages de la cure thermale. La saison amène à Aix une foule de visiteurs ainsi qu'une grande quantité de malades, principalement des Anglais et des Américains. La gamme des distractions y est des plus variées. Les promenades sur le poétique lac du Bourget où plane le souvenir de Lamartine et d'« Elvire », les excursions dans la moyenne montagne, au col du Chat, au Plateau du Revard, où l'on s'adonne aux sports d'hiver au milieu d'un admirable panorama sur les Grandes Alpes, le Mont-Blanc et le Jura sont absolument féériques.

Non loin d'Aix, sur la rive française du Léman, en face de Lausanne, Evian s'étage sur des coteaux luxuriants où l'on rencontre une clientèle de baigneurs et de touristes qui a doublé depuis vingt ans, et qui vient chercher dans le merveilleux décor du lac de Genève, et des montagnes avoisinantes la santé et la vie.

Le groupe vosgien est moins favorisé à cet égard que la région alpestre. Bussang et Plombières sont cependant des lieux de séjour très agréables, entourés de

montagnes et de forêts où le promeneur aperçoit les plus admirables points de vue sur la Chaîne des Vosges.

Dans le plateau central, les cinq grandes stations de l'Auvergne : Châtel-Guyon, La Bourboule, Le Mont-Dore, Royat, Saint-Nectaire, forment une remarquable série d'eaux minérales, mais se prêtent aussi d'une façon merveilleuse à la cure d'air et de montagne, adjuvant si précieux des cures thermales.

Dans l'Ardèche, à 250 mètres d'altitude, au milieu des contreforts Est des Cévennes, Vals apparaît, entre la plaine et la Montagne, comme la plus coquette ville d'eau que l'on puisse rêver. Or, si Vals possède des sources d'une réputation quatre fois séculaire, elle bénéficie en même temps du bienfaisant soleil provençal et des bisés rafraîchissantes et toniques de la montagne. Vals, centre officiel de tourisme de l'A. C. F., est un point de départ merveilleux pour les excursions dans la région volcanique des Cévennes et le Massif Central.

Dans les Pyrénées-Orientales, à la frontière espagnole, Amélie-les-Bains se recommande, tant par ses cures sulfureuses, même en hiver, que par son climat doux et tempéré. Distante de 35 kilomètres de la Méditerranée, elle participe à tous les avantages du climat méditerranéen en échappant aux inconvénients qui résultent du voisinage immédiat de la mer.

Près du Val d'Aran, au milieu de la Chaîne pyrénéenne, Luchon se dresse à 625 mètres d'altitude, en face des glaciers de la Maladetta (3.400 m.). Or, Luchon

reçoit trois fois plus de visiteurs au titre climatique qu'au titre hydrominéral.

Plus à l'Ouest, dans le Béarn, les sites abondent remarquables et variés. Les Eaux-Bonnes, les Eaux-Chaudes et Salies sont des stations de premier ordre à tous égards. Ce pays, si poétiquement chanté par Taine, Gautier et Lamartine, est riche en belles et intéressantes excursions. Pau est également une ville d'eau très recherchée en même temps qu'un centre incontestable de tourisme.

Toutes ces communes et beaucoup d'autres qu'il serait trop long d'énumérer appellent donc l'attention à plus d'un titre.

Dans un éclectisme unique, la nature y a réuni les ressources les plus diverses et les plus opposées, et ces éléments multiples : air, eau, montagne, se prêtent un mutuel appui et forment un faisceau thérapeutique tout à fait salulaire.

Il y a pour les stations dotées de qualités si nombreuses une réclame légitime et un droit acquis à ce qu'une double reconnaissance leur soit accordée. Si jusqu'à présent beaucoup d'entre elles n'ont pas envisagé l'intérêt pratique d'une attribution aussi justifiée, elles n'en ont pas moins les titres les plus sérieux à l'obtenir ; ces titres ne pourraient ajouter qu'à leur réputation le jour où ils seraient consacrés par les pouvoirs publics.

LA QUESTION DE LA DOUBLE RECONNAISSANCE A LA SOCIÉTÉ
D'HYDROLOGIE MÉDICALE DE PARIS. — POINT DE VUE GOU-
VERNEMENTAL.

La question de la double reconnaissance a été traitée d'une façon incidente à la Société d'hydrologie médicale de Paris le 18 mars 1912 (1), dans une communication de M. P.-R. Joly, sur le rôle du climat et de l'atmosphère de la station dans la cure thermale. La résolution adoptée par l'auteur, quant à ce point particulier, nous semble trop absolue. Elle mérite cependant d'être retenue. Il est justement reconnu, dit M. Joly, que les points du Globe où sourd une eau thermale jouissent de conditions particulières, différentes des conditions communes aux autres lieux et par conséquent, leur climat prend un caractère spécial, possède une action physiologique et thérapeutique en relation directe avec la présence de la source thermale. Climat et eaux thermales sont donc complémentaires l'un de l'autre, inséparables ; ils forment un tout caractéristique de telle ou telle station et agissent concurremment sur l'organisme qui lui est soumis. Ainsi se vérifie l'explication du fait que la cure, pratiquée à la source, est absolument différente, infiniment supérieure à la cure tentée loin du point d'émergence de l'eau thermale. L'ac-

(1) *Gazette des Eaux* du 6 avril 1912.

tion de la cure thermique et celle du climat de la station sont indivisibles dans le résultat final de la cure subie à une station thermique. Les effets produits par les eaux et le climat se combinent et donnent justement les résultats thérapeutiques inimitables et irréalisables artificiellement loin de la source.

Cette action combinée de l'atmosphère et du climat peut être très effective. Lorsque les dégagements gazeux des sources sont considérables ou bien quand les dégagements gazeux se produisent également à proximité des sources à travers le sol, il se forme une atmosphère radioactive qui joue un rôle considérable dans la cure des malades. A Aix, on fit même une constatation très judicieuse. Lorsque l'eau thermique n'était pas aussi bien canalisée qu'aujourd'hui, il n'y avait des moustiques que dans les zones éloignées des émanations. Depuis, ils se rapprochent davantage de la ville, ce qui semble indiquer un changement des conditions atmosphériques. Il serait donc nécessaire d'établir dans chaque station hydrominérale et climatique, un poste d'observations météorologiques permettant de préciser la nature des composants du climat de chacune d'elles ainsi que les rapports existant entre le climat et les sources de ces stations, de concentrer les renseignements ainsi recueillis et de faire des rapprochements entre les conditions climatiques des diverses stations. Ces renseignements seraient très profitables aux médecins et leur permettraient peut-être de comprendre pour-

quoi certains malades guérissent mieux à telle station qu'à telle autre, dont les eaux sont très semblables. Enfin, tenant compte de l'indissoluble lien qui unit l'eau thermale et l'atmosphère ambiante, M. P.-R. Joly voudrait que l'on adjoigne le mot climatique à celui de station thermale aux localités qui le sollicitent : toute station thermale est, par cela même qu'elle possède une source minéro-thermale, douée d'un climat spécial et a droit au titre de climatique.

Le Gouvernement n'a pas cru devoir entrer dans cette voie ; il a examiné séparément le caractère hydro-minéral et le caractère climatique des communes demanderesses et il a refusé aux villes d'eaux le caractère climatique sollicité lorsque les stations ne pouvaient offrir aux visiteurs que les avantages de la cure thermale. C'est ainsi qu'il a reconnu l'érection en station hydrominérale des communes de Dax (Landes) et de Capvern (Hautes-Pyrénées) et rejeté la demande desdites communes, en tant qu'elle avait pour objet la reconnaissance du caractère climatique (1).

(1) Décrets des 21 avril et 10 juin 1912.

CHAPITRE IV

La salubrité des stations hydrominérales et climatiques. Le bureau d'hygiène.

La question qui a le plus retenu l'attention des divers corps consultés est celle de la salubrité de la commune demanderesse. Les stations minérales comme les stations climatiques, de par le rôle qui leur est assigné dans la santé publique, ont l'obligation de respecter au plus haut point les préceptes de l'hygiène publique. Recevant et cherchant à attirer les malades, elles ont pour devoir primordial d'offrir à leurs visiteurs toutes les conditions qui pourront les mettre à l'abri des maladies et leur permettront de tirer profit des éléments curatifs de la station. Ce devoir est d'autant plus impérieux que la propagation des maladies contagieuses (rougeole, scarlatine, variole, diphtérie, coqueluche), peut présenter un réel danger au fort de la saison quand la clientèle est condensée dans certains hôtels, dans certaines maisons au point de constituer un véritable encombrement. C'est pourquoi la loi du 15 février 1902, en décidant la création d'un bureau d'hygiène dans

toute commune de plus de 2.000 habitants, siège d'un établissement thermal, assimila ces communes aux grands centres et fit comprendre que leur clientèle devait être sur ce point l'objet d'une sollicitude particulière.

L'article 19 de la loi du 15 février 1902 est ainsi conçu :

« Dans les villes de 20.000 habitants et au-dessus, et
« dans les communes d'au moins 2.000 habitants qui
« sont le siège d'un établissement thermal, il sera ins-
« titué sous le nom de bureau d'hygiène, un service
« municipal chargé, sous l'autorité du maire, de l'ap-
« plication des dispositions de la présente loi. »

Ce texte précise avec toute l'exactitude désirable l'étendue de la sphère d'action des bureaux d'hygiène qui sont des services municipaux spéciaux à certaines communes et chargés dans leur territoire de l'exécution de la loi sanitaire en tant qu'elle incombe au pouvoir communal. Il présente toutefois une lacune qui a été maintes fois signalée : c'est sa non-application aux stations balnéaires et climatiques. Ces communes, comme les autres villes de France ne doivent posséder un bureau d'hygiène qu'autant que leur population fixe dépasse 20.000 habitants. Ainsi, parmi les stations reconnues, nous trouvons notamment : Berck-sur-Mer qui, avec ses 8.000 habitants, ses 5.000 malades à demeure et ses visiteurs qui, parfois, se trouvent réunis à plus

de 25.000, ne possède pas encore de bureau d'hygiène.

Il serait logique autant que nécessaire, que ces stations fussent dans l'obligation de créer un tel organe, ainsi que le vœu en a été formulé par l'Académie de Médecine. Au surplus, l'obligation devrait être étendue aux stations thermales de réelle importance comptant une population fixe inférieure à 2.000 habitants. Le chiffre adopté par le législateur l'a été d'une manière arbitraire. Sur plus d'une centaine de villes d'eaux, trente seulement, en raison de leur importance, doivent posséder un bureau d'hygiène. Les autres n'y sont pas tenues, et parmi celles-ci nous trouvons des stations comme Cauterets, Châtel-Guyon, Contrexéville, Evian, La Bourboule, Les Eaux-Bonnes, Plombières, Pougues et Royat.

Si les villes d'eaux jouissent d'un régime législatif spécial dont l'utilité est reconnue, il convient de l'ordonner d'une manière rationnelle et en tenant compte des circonstances spéciales auxquelles le législateur a mission de satisfaire. Mais aussitôt, les difficultés apparaissent. Convient-il de ne tenir compte que de la population saisonnière seule, de la population locale seule ou de la population saisonnière et de la population locales réunies ? A ce point de vue, la solution demandée par le Syndicat général des médecins des stations balnéaires et sanitaires nous paraît expédiente. Le Syndicat a émis le vœu « que les dispositions concernant le bureau d'hygiène soient applicables à toute station

hydrominérale et climatique, présentant l'une ou l'autre depuis plus de trois ans, soit une population fixe d'au moins 2.000 habitants, soit une population saisonnière annuelle d'au moins 1.000 étrangers, quel que soit le chiffre de la population fixe ».

Cet organe étudierait sur place les modifications à faire et les améliorations à apporter à l'hygiène locale et provoquerait par la voie de la municipalité, les subventions prévues pour les divers travaux de salubrité. Le service communal pourrait être confié, moyennant une rétribution, au médecin de la localité ou à défaut au médecin de la commune voisine ou du chef-lieu de canton.

A défaut de ce service municipal, un membre de la commission sanitaire d'arrondissement pourrait être chargé du soin de surveiller, par délégation permanente, l'hygiène des stations balnéaires. Nous craignons toutefois que cette solution mixte manque d'efficacité, car il est impossible d'attendre d'une délégation même permanente de commission sanitaire l'activité et le rôle d'un service municipal normalement constitué.

Aussi croyons-nous que le meilleur et le plus court moyen de parer à l'insuffisance de la loi sur le point dont il s'agit, serait de convaincre les municipalités des stations visées qu'elles ont tout intérêt à constituer des bureaux d'hygiène à titre facultatif.

LES SERVICES DE DÉSINFECTION.

La nécessité de la création d'un bureau d'hygiène apparaîtra aux communes dans toute sa rigueur le jour où elles voudront organiser d'une façon sérieuse et méthodique les services de désinfection. Il est reconnu que la désinfection pratiquée isolément avec des concours quelconques et des éléments disparates, n'apporte à l'hygiène générale qu'une très insuffisante contribution. Aucune direction n'est donnée aux agents, aucun contrôle n'est exercé sur eux. Ici, la désinfection à domicile est inconnue et si elle a lieu, c'est à l'aide de vieux pulvérisateurs. Là, les opérations sont pratiquées, mais d'une façon sommaire, et la désinfection n'est jamais faite en cours de maladie. D'une façon générale, les résultats obtenus sont médiocres, et la cause n'en peut être attribuée qu'à l'absence d'un organe de direction disposant de moyens d'action énergiques, en vue du but à atteindre. Seul un bureau d'hygiène, placé au cœur de la station pour en surveiller d'une manière permanente l'état sanitaire, peut donner aux divers services de salubrité et, plus particulièrement, aux services de désinfection une impulsion véritable et poursuivre progressivement par des moyens multiples, des mesures susceptibles d'améliorer la santé publique.

Ici encore, la loi du 15 février 1902 laisse apparaître une lacune regrettable. Aucune disposition ne prévoit

la désinfection dans les villes d'eaux et les stations balnéaires et climatiques. Son article 7 qui déclare obligatoire la désinfection pour tous les cas des maladies prévues à l'article 4, c'est-à-dire figurant sur la liste dressée par l'Académie de Médecine, stipule dans son paragraphe 2 :

« Les mesures de désinfection sont mises à exécution dans les villes de 20.000 habitants et au-dessus par les soins de l'autorité municipale, suivant des arrêtés du maire, approuvés par le préfet et dans les communes de moins de 20.000 habitants, par les soins d'un service départemental. »

Or, la plupart des villes qui nous occupent n'ont pas 20.000 habitants : Vichy ne compte que 16.502 habitants; Arcachon 10.266 ; Aix-les-Bains 8.934; Trouville 6.190; Deauville 3.624; Evian-les-Bains 3.271. Ces stations et beaucoup d'autres : Ajaccio, Menton, Saint-Malo, Thonon-les-Bains, Beaulieu, etc., ne sont donc pas tenues de posséder un service communal de désinfection.

Il est cependant certain que, dans ces communes, où sont réunies un grand nombre de personnes étrangères à la localité, formant parfois une population beaucoup plus importante que la population indigène, il y a lieu de prévoir des dangers d'épidémie d'autant plus grands que l'on a affaire le plus souvent à des personnes malades fatiguées ou surmenées, parfois même à des tuberculeux.

Une épidémie peut se développer rapidement dans

un tel milieu, soit qu'elle provienne du fait des habitants, soit que les maladies contagieuses aient été introduites par les étrangers. Les habitants ont le droit d'être protégés d'une façon efficace et les personnes qui fréquentent les stations doivent y trouver les mesures les plus propres à empêcher le développement des maladies contagieuses. Un service départemental de désinfection répond-il d'une façon suffisante aux besoins auxquels il est chargé de pourvoir ? L'appareil à désinfecter peut être en réparation ou utilisé à l'extrémité même du département. Ne pourrait-on pas autoriser les stations qui disposent de ressources notables à posséder un service autonome de désinfection ?

Le législateur de 1902, en obligeant « les communes d'au moins 2.000 habitants qui sont le siège d'un établissement thermal » à organiser un bureau d'hygiène n'a pas voulu subordonner la création du service communal de désinfection à l'existence d'un tel organe ; il s'est dit que ce service ne pourrait présenter des garanties sérieuses que là où le bureau d'hygiène aurait une organisation solide et des ressources suffisantes en personnel et en matériel. Il a pensé que d'une façon générale, ces garanties ne seraient pas offertes par les bureaux d'hygiène des petites stations thermales et il a laissé ces communes incorporées au point de vue de la désinfection, dans le service départemental. Il a toutefois pris soin de sauvegarder dans l'organisation de ce service la situation particulière des villes d'eaux. Le

règlement d'administration publique du 10 juillet 1906 prescrit que dans la constitution des postes de désinfection dont le service départemental assure la création et le fonctionnement, un poste doit être obligatoirement établi dans chaque station thermale (1).

Envisagées dans leur intégralité, ces dispositions de la loi du 15 février 1902 sont très sages ; nous pensons toutefois qu'elles sont trop absolues. Il est bon que d'une façon générale les petites stations douées d'un bureau d'hygiène modeste, nécessairement proportionné à l'importance et aux ressources de la commune, soient rattachées au Service départemental de désinfection ; mais il est excessif de donner à la règle un caractère aussi rigide. Dans les centres thermaux importants, un service communal serait certainement plus utile qu'un service départemental fatalement uniforme. Vichy, par exemple, qui, bien qu'ayant moins de 20.000 habitants, reçoit en moyenne 100.000 étrangers au moment de la saison (102.000 en 1909) a, tout compte fait, une importance beaucoup plus grande qu'une ville dont la population excède de peu le chiffre de 20.000 habitants. Ses ressources sont notables et elle pourrait organiser utilement sous le contrôle du bureau d'hygiène son ser-

(1) Décret du 10 juillet 1906 sur l'organisation et le fonctionnement du service de désinfection, pris en exécution de l'article 33 de la loi du 5 février 1902.

vice de désinfection. La question est, croyons-nous, à l'étude et serait sur le point d'aboutir (1).

La solution que nous préconisons a été aperçue par l'Administration supérieure. Le Gouvernement l'a cristallisée dans un projet de loi que M. Caillaux, Ministre de l'Intérieur, a présenté au Parlement le 15 octobre 1911. Ce projet ajoute à l'article 7 de la loi de 1902, une disposition ainsi conçue :

« Les communes de moins de 20.000 habitants peuvent être exceptionnellement autorisées par le Ministre de l'Intérieur, sur avis conforme du Conseil supérieur d'hygiène, à avoir un service autonome de désinfection. »

Déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 7 novembre 1911, il a été renvoyé pour examen à la Commission de l'hygiène publique et n'a pas encore été rapporté.

LES PAVILLONS D'ISOLEMENT.

La loi de 1902 présente une autre lacune. Aucune de ses dispositions ne vise l'isolement des personnes atteintes de maladies infectieuses dans les stations ther-

(1) Arcachon a précédé Vichy dans cette voie. En 1902, elle a transformé en service médical, dépendant du laboratoire municipal, le service de désinfection organisé dès 1895 par le corps médical

males. La vie en commun, la réceptivité toute particulière de personnes déjà souffrantes, plus ou moins affaiblies ou déprimées sont des circonstances particulièrement propres à favoriser la transmission et la propagation des maladies. D'autre part, si cette transmission ne peut être prévenue, si la menace d'une épidémie se produit, une panique peut survenir et faire le vide dans les hôtels et les villas ; des intérêts qui méritent considération sont ainsi gravement lésés.

Pour sauvegarder ces intérêts divers, le médecin doit à la fois placer le malade dans les conditions les meilleures pour une évolution régulière et favorable de la maladie ; prendre les mesures nécessaires pour prévenir les cas de contagion ; calmer dans l'entourage les appréhensions qui, en grossissant, peuvent semer la panique.

Il est en conséquence indispensable de prévoir l'organisation d'un local d'isolement où le malade serait transporté et où il recevrait les soins que nécessite son état. Dès qu'un cas de contagion serait connu, la pièce occupée par le malade serait aussitôt évacuée et la désinfection de sa chambre pratiquée immédiatement par un personnel instruit et suivant une direction intelligente.

Les locaux d'isolement doivent être créés par les municipalités, à moins que l'initiative privée ne les organise et n'en assure le fonctionnement.

Pareille installation existe à Aix-lès-Bains et donne

les meilleurs résultats. Bien mieux, on vient d'y construire, grâce à la générosité de feu Pierpont-Morgan, un nouveau pavillon d'isolement réunissant les derniers progrès techniques, aussi bien dans la construction proprement dite que dans l'organisation des divers services d'hospitalisation et de désinfection.

Dans les stations possédant un hôpital, la question sera facilement résolue. Aucune ville, en effet, ne refusera d'installer un pavillon d'isolement dans son établissement charitable. Dans les autres stations, l'installation pourra être réalisée au moyen de la taxe de séjour ou à l'aide d'une subvention sur le produit des jeux si la commune fait elle-même l'aménagement. D'ailleurs les journées payées par les isolés viendront en déduction des annuités permettant d'assurer le fonctionnement de l'établissement, et en fin de compte, il finira par ne rien coûter.

Toutes ces considérations ont été mises en lumière au Syndicat général des Médecins des stations balnéaires et sanitaires de France qui a émis le vœu suivant :

Considérant l'urgence qu'il y a à multiplier les précautions pour éviter la dissémination des maladies contagieuses dans les stations thermales et sanitaires.

Considérant la situation défectueuse dans laquelle se trouvent souvent dans les hôtels, et cela malgré la bonne volonté de tous, les malades atteints de maladies aiguës,

Emet le vœu :

« Que, dans chaque station, il soit créé une maison

de santé spécialement aménagée et outillée pour soigner et isoler ces malades :

Que, dans ce but, il soit, au besoin, prélevé par les soins des municipalités et des Chambres d'industrie thermale, sur les produits de la taxe de séjour, une annuité permettant d'en assurer le fonctionnement, en faisant remarquer que cette charge, diminuée par les produits des journées de malades, non seulement sera modérée, mais qu'on est en droit d'espérer de la voir arriver à être à peu près nulle. »

Soumis par M. le Professeur Robin à l'examen de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques (1), ce vœu a été adopté à l'unanimité. M. Mirman, Directeur de l'hygiène publique au Ministère de l'Intérieur eut une intervention heureuse en prenant l'engagement d'intervenir auprès des municipalités pour les déterminer à créer des maisons de santé pour isoler les contagieux. Il faut espérer que cet appel sera entendu et que les communes comprenant les véritables intérêts, n'hésiteront pas à adopter des mesures de préservation aussi indispensables. Mais le Gouvernement ne peut-il aller plus loin dans cette voie ? Ne peut-il subordonner la reconnaissance d'une station et l'établissement de la taxe de séjour à l'obligation d'aménager de tels organismes ? La question de légalité n'est

(1) *Gazette des Eaux* du 9 mars 1912. Séance de la commission permanente du 26 février 1912.

pas douteuse. En droit, le Ministre peut exiger cette condition ou rejeter la demande. En fait, il se bornera à imposer dans le décret constitutif de la station les obligations qu'il jugera indispensables au point de vue de l'hygiène et dont l'exécution devra être observée dans un délai déterminé. Faute par la commune de s'y conformer, la reconnaissance pourra être retirée par le Gouvernement.

Quoi qu'il en soit, la création de pavillons d'isolement constituerait un gros élément d'assainissement. L'établissement de tels organismes ou l'aménagement de locaux déjà existants encouragerait les hôteliers à déclarer les maladies transmissibles. Il est vrai qu'il n'existe aucune voie de contrainte pour obliger à l'isolement un malade atteint d'affection contagieuse. Notre législation ne prévoit aucun moyen pour empêcher une personne atteinte de rougeole, de coqueluche ou de scarlatine, de se promener sur une plage ou dans une ville d'eaux. En attendant que les maires aient leurs pouvoirs renforcés à cet égard, il conviendrait de veiller d'une façon rigoureuse à l'observation des prescriptions d'hygiène.

A l'heure actuelle, en cas de maladie contagieuse non déclarée, on ne dresse de procès-verbal ni au médecin, ni à l'hôtelier. Le peu d'empressement mis par le corps médical à déclarer les maladies transmissibles pouvait s'expliquer sous l'empire de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, puisque la déclaration

n'était suivie d'aucune précaution obligatoire. Il se justifie moins depuis que la loi du 15 février 1902 est venue imposer la désinfection pour les maladies dont la déclaration est obligatoire. Le médecin serait-il retenu par le scrupule respectable du secret professionnel? Ce motif, pour légitime qu'il soit, n'explique pas à lui seul l'abstention du monde médical. La véritable raison pour laquelle le médecin se dispense de la déclaration, c'est la façon routinière et peu efficace dont s'effectue en certains endroits la désinfection, sans compter les dégâts notables que causent souvent, par leurs procédés défectueux, les agents du service de désinfection dans les maisons où ils opèrent.

CHAPITRE V

**La reconnaissance des stations lorsque les communes
présentent des garanties d'hygiène insuffisantes. ---
Le décret du 11 décembre 1912.**

La reconnaissance d'une station n'implique pas nécessairement des conditions parfaites de salubrité. La loi a été faite en vue de permettre aux communes de poursuivre leur développement par des travaux d'assainissement ou d'embellissement ; on ne peut donc leur demander de les avoir réalisés et il suffit qu'elles présentent un état hygiénique qui soit, sinon à l'abri de toute critique, tout au moins suffisant.

C'est à la taxe de séjour qu'on demandera ensuite les améliorations nécessaires. C'est grâce aux revenus qu'elles en tireront que les communes pourront entreprendre leur assainissement dans des conditions répondant aux vues du législateur.

Mais comment obtenir ces résultats ? Avant d'accorder la reconnaissance, exigera-t-on des communes la production d'un projet d'ensemble de travaux, l'engagement d'exécuter ces travaux et la promesse de con-

sacrer la totalité du produit de la taxe de séjour à leur paiement ?

Pour les grandes villes, il est rare que les améliorations les plus indispensables n'aient pas déjà été réalisées ; mais il n'en est pas de même pour nombre de petites communes, où pour obtenir un résultat moindre, il faudra fournir un gros effort.

Les engagements pris, comment obligera-t-on les communes à tenir leurs promesses ?

Si la taxe de séjour ne produit pas ce qu'on escomptait, forcera-t-on les communes à exécuter les travaux pour lesquels elles auront pris un engagement ? Comment les contraindre ? De quelles sanctions disposera le Gouvernement envers les communes défaillantes ? La loi du 13 avril 1910, pas plus que le décret du 26 juin 1911 n'ont prévu le cas. En dehors du contrôle de l'emploi des fonds provenant de la taxe de séjour et de la possibilité d'en supprimer la perception, le Gouvernement ne disposait d'aucune voie de contrainte pour obliger les communes à s'exécuter.

Cette question n'a pas été sans inquiéter les commissions chargées de se prononcer sur la suite à donner aux demandes de reconnaissance.

Tout en reconnaissant le caractère de stations hydro-minérales ou climatiques à diverses communes en instance, l'Académie de Médecine, d'accord, d'ailleurs, avec les Conseils départementaux d'hygiène qui avaient estimé que la reconnaissance ne devrait être accordée

que pour une période limitée (quatre ans), afin de s'assurer que les communes entreprendront les travaux d'hygiène nécessaires, disait que l'avis favorable pourrait être subordonné à l'emploi pour les améliorations hygiéniques, des fonds récupérés par la cure-taxé, et à la condition que ces améliorations fussent immédiatement mises à exécution (1).

De son côté, la Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques, à la suite d'un vœu émis par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, adoptait (2) un projet de résolution tendant à compléter la loi du 13 avril 1910 par une clause permettant le retrait de la reconnaissance du caractère climatique ou hydrominéral aux stations n'ayant pas exécuté les travaux d'assainissement nécessaires. Ces hautes assemblées ont eu principalement en vue les stations balnéaires, si nombreuses dans notre pays et au sujet desquelles un grand nombre de demandes de reconnaissance seront vraisemblablement formulées. Or, pour qu'une station mérite le nom de climatique, il est indispensable qu'en dehors des conditions topographiques, géographiques et atmosphériques, elle puisse offrir certaines garanties spéciales au point de vue de l'hygiène publique. Ces garanties intéressent une population composée en grande partie d'enfants et d'adoles-

(1) *Bulletin de l'Académie de Médecine* du 12 mars 1912.

(2) *Gazette des Eaux* du 6 avril 1912. Séance de la commission permanente du 29 mars 1912.

cents, et cette clientèle doit trouver dans les stations balnéaires des conditions sanitaires d'autant plus favorables qu'elle y arrive le plus souvent dans un état de moindre résistance organique.

La totalité des côtes de France, si l'on ne fait état que du climat marin, pourrait revendiquer le titre de station climatique ; or, nombreuses sont les stations qui présentent des conditions sanitaires défectueuses. C'est une constatation pénible à faire, surtout en présence des richesses naturelles incomparables qu'elles possèdent. Réparties sur trois mers, répondant à tous les désirs, depuis les plages du Sud au climat très doux jusqu'aux plages du Nord au climat plus rude, mais plus excitant, les bains de mer français sont fortement concurrencés par les plages étrangères, moins privilégiées par la nature, mais mieux entretenues et plus confortablement organisées pour attirer la clientèle mondiale.

Quelle est la cause de cet état de choses ? Elle tient uniquement à la mauvaise tenue des plages et à l'insuffisance des services d'intérêt collectif. C'est d'abord le manque de propreté (papiers souillés, bouteilles, détritus, etc.), le manque de surveillance, puisque aucun agent n'est affecté à ce service (vol dans les cabines, la nuit principalement), le manque de water-closets. C'est aussi l'insuffisance des services publics, tels que : canalisations d'eau et d'égout, éclairage des chemins, service des ordures ménagères.

Nous ne croyons pouvoir mieux faire à cet égard que

de reproduire *in extenso* la plus grande partie d'une circulaire de M. Clémenceau, en date du 18 juillet 1908 :

« Il est intolérable, dit le Ministre, que dans telle station heureuse de voir au mois d'août des milliers de citoyens contribuer à la prospérité de son commerce local, aucune précaution ne soit prise ici pour l'alimentation en eau potable, là pour l'évacuation des matières usées. Sans doute, l'opinion publique s'émeut parfois lorsque quelque voyageur connu est emporté par une fièvre typhoïde ; mais à côté de ces accidents qui retiennent l'attention, combien passent inaperçus de la foule ! combien de baigneurs — des enfants surtout — venus pour chercher réconfort et santé, rentrent en ville avec le germe d'un mal dont l'incurie d'une municipalité est seule responsable.

L'intérêt supérieur de la santé publique exige que les pouvoirs publics interviennent. Je vous invite en conséquence à exercer sur toutes les stations balnéaires de votre département une surveillance sanitaire rigoureuse ; dès la présente saison pour chacune d'elles vous dresserez un état signalétique où vous noterez, d'une part, le nombre des hôtes de passage aux jours de l'été où l'affluence est la plus forte, d'autre part, le mode d'alimentation en eau potable avec des détails précis sur la nature, la qualité de cette eau, et la quantité par tête d'habitant à cette époque de l'année, enfin le mode d'évacuation des matières résiduelles. Vous chargerez les

commissions sanitaires d'arrondissement, que vous convoquerez d'urgence à cet effet, de faire cette enquête sur place de la façon la plus attentive ; ces états seront communiqués au conseil départemental d'hygiène qui les soumettra à un examen critique et les fera au besoin compléter ; vous me les transmettez du 1^{er} au 15 novembre prochain avec vos observations personnelles, en me signalant ceux des membres de ces assemblées qui vous auront prêté en cette circonstance le plus utile concours.

Nous ne nous proposons pas d'établir une simple statistique, mais d'agir. Si dans une de ces stations l'eau d'alimentation est de quantité insuffisante ou de qualité suspecte, si les égouts n'existent pas ou sont mal entretenus, s'ils se déversent sur la plage, si les fosses d'aisance ne sont pas établies ou le sont de telle façon qu'elles constituent un danger, vous interviendrez auprès des municipalités ; fort des délibérations de vos assemblées sanitaires, ici *vous exigerez la stricte application du règlement sanitaire* dont la commune, en vertu de la loi de 1902, doit être nécessairement pourvue ; là vous signalerez et vous démontrerez aux municipalités l'urgence de *certaines travaux, susceptibles d'être subventionnés par l'Etat*, soit sur les fonds du pari-mutuel s'il s'agit d'adduction d'eau, soit sur les fonds des jeux s'il s'agit d'autres travaux d'assainissement. Vous presserez les municipalités de prendre des décisions fermes : vous me ferez connaître leur attitude

d'utile action ou d'égoïste et indifférente inertie. J'ai tout lieu de penser que la plupart d'entre elles se rendront compte, dès le début, de leur devoir et aussi de leur intérêt ; mais comme il est à prévoir que quelques-unes cependant ne céderont pas à votre persuasion, vous les informerez que, en dehors des moyens de coercition que la loi met à la disposition des pouvoirs publics, j'ai le ferme propos de demander l'an prochain au Conseil supérieur d'hygiène de me présenter sur l'état sanitaire de ces stations balnéaires un rapport complet et détaillé, *qui sera publié*, et où le public trouvera des motifs de se déterminer, d'accorder sa préférence aux stations soucieuses de l'hygiène de leurs hôtes, de se détourner de celles qui se seront dérobées à cette obligation.

Un certain nombre de ces stations, qui n'y sont point encore contraintes par la loi, ont déjà spontanément organisé un bureau d'hygiène ; vous encouragerez vivement les autres à suivre cet excellent exemple. »

A la suite de cette circulaire, une enquête fut ordonnée par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cette enquête n'a pas été achevée, mais les résultats partiels qu'elle a fournis ont prouvé que la plupart de nos bains de mer — exception faite de nos grandes plages si justement réputées — n'offrent pas les garanties sanitaires auxquelles le public a droit.

Pour remédier à cette situation, on ne peut se servir de la loi du 15 février 1902 que par application de l'ar-

ticle 9 et lorsque pendant trois années consécutives, la mortalité d'une station a dépassé le chiffre de la mortalité moyenne de la France. Or, ce stade triennal de mortalité est inutilisable pour ces stations, car si les étrangers y contractent des maladies, la fièvre typhoïde, par exemple, ils meurent généralement dans leur pays d'origine, et non à la station elle-même. La seule contrainte consiste à imposer au Maire l'observation du règlement sanitaire et l'établissement d'un bureau d'hygiène dans les communes d'au moins 2.000 habitants qui sont le siège d'un établissement thermal. C'est là une garantie indiscutable, mais elle est d'une portée trop restreinte. Elle n'existe pas dans les stations climatiques et rien ne prouve que ces communes pourront offrir à leurs hôtes la protection sanitaire spéciale qu'ils sont en droit d'attendre d'elles et qu'elles leur doivent. A ce point de vue, la loi de 1910 a fait naître dans le cœur des hygiénistes des espérances bien légitimes. Elle permet, en effet, aux Municipalités intéressées de se créer les ressources nécessaires à l'exécution des divers travaux au premier rang desquels doivent être rangées les mesures d'assainissement.

Mais dès le début de l'application de la loi, les corps consultés ont été frappés par la considération suivante : que si la reconnaissance devait être refusée *de plano* aux stations dont les conditions hygiéniques sont gravement défectueuses, elle ne pourrait sans inconvénient l'être de même à celles qui, sans présenter des condi-

tions absolument satisfaisantes ont la possibilité et le désir de les améliorer, grâce à certains travaux à entreprendre et dont les frais d'exécution pourraient être couverts précisément au moyen des ressources à créer après la reconnaissance et en conséquence de celle-ci. Ces assemblées ont estimé qu'il y avait lieu de faire à ces communes un certain crédit et se sont déclarées prêtes à donner un avis favorable à la reconnaissance, mais à la condition que celle-ci pût être éventuellement retirée s'il apparaissait ultérieurement que les communes n'ont pas fait le nécessaire pour mettre leur situation hygiénique à la hauteur des raisonnables exigences qu'impose le souci de la santé de leur clientèle.

Le retrait de la reconnaissance aurait lieu dans les formes prévues pour la reconnaissance elle-même. Les communes seraient informées de la sanction qui les menace par une mise en demeure qui leur serait faite par le Ministre de l'Intérieur après avis des assemblées auxquelles les demandes sont soumises. La possibilité du retrait constituerait un moyen efficace d'amélioration des stations balnéaires en même temps qu'elle permettrait un contrôle et une surveillance par les assemblées scientifiques des progrès réalisés dans ces stations.

C'est pour assurer ce contrôle si nécessaire que le Gouvernement a complété les dispositions en vigueur par des prescriptions nouvelles permettant la reconnaissance à titre conditionnel du caractère hydrominéral ou climatique à toute station ne présentant pas de garan-

ties suffisantes au point de vue de l'hygiène et sous réserve qu'elle aura réalisé dans un délai déterminé les travaux d'assainissement nécessaires.

Le décret du 11 décembre 1912 (1) stipule :

« Le décret portant érection d'une commune, fraction de commune ou groupe de communes en station hydrominérale ou climatique peut être rapporté par décret rendu dans les formes prévues à l'art. 1^{er}, § 5 de la loi du 13 avril 1910, lorsque des travaux d'assainissement y ayant été jugés indispensables par le Ministre de l'Intérieur, le Conseil municipal, après une mise en demeure, aura refusé ou négligé d'effectuer ces travaux dans le délai à lui imparti par le Ministre. »

Cette disposition mérite d'être approuvée. La loi de 1910 avait mis sur le même rang les questions d'assainissement et d'embellissement, et c'était un danger, car les communes sont généralement plus soucieuses de la beauté des sites et des promenades que de l'observation des prescriptions d'hygiène. La faculté du retrait rend désormais cette crainte vaine et les précautions, dont le Gouvernement l'entoure, donnent toutes garanties aux stations. Il a, en effet, pris soin de sauvegarder la stabilité des intérêts financiers des communes, par la disposition suivante :

« Toutefois, lorsque, dans une commune érigée en

(1) *Journal Officiel* du 14 décembre 1912.

« station hydrominérale ou climatique, une taxe spéciale, autorisée en vertu de l'article 2 de la loi du 13 avril 1910, aura été établie en vue de gager un emprunt destiné à faire face aux dépenses résultant de l'application de la dite loi, le décret créant cette station hydrominérale ou climatique ne pourra être rapporté qu'après expiration du délai prévu pour le remboursement de l'emprunt. »

Le Ministre de l'Intérieur a précisé, dans une circulaire du 15 février 1913, la portée de la réforme et le bénéfice que les municipalités pourront en recueillir. Il a invité les préfets « à surveiller de façon très spéciale, à susciter, au besoin à encourager, par l'intermédiaire et de l'Inspecteur départemental d'hygiène, dans les départements où un tel fonctionnaire existe et des commissions sanitaires locales, les efforts des stations en vue de leur assainissement. » Il leur a également recommandé de « lui signaler les graves déficiences constatées, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable et l'évacuation des eaux résiduaires et d'appeler son attention sur les travaux dont l'exécution paraîtra le plus utile. »

CHAPITRE VI

Stations comprenant plusieurs communes

Nous n'avons parlé jusqu'ici que du cas le plus simple, celui où la station ne comprenait qu'une seule commune. Cette situation n'est pas absolument générale. Des centres thermaux comme Bagnoles-de-l'Orne, Royat, Cauterets, sont situés sur plusieurs communes; d'autres, comme La Mouillère, faubourg de Besançon, et Saint-Amand (Nord) n'en occupent qu'une minime partie. L'établissement thermal de Bagnoles-de-l'Orne est situé sur le territoire de trois communes : Tessé-la-Madeleine, la Ferté-Macé et Couterne. En raison de cette situation territoriale, l'exploitation du casino a donné lieu à des difficultés, chaque commune revendiquant une part des avantages financiers du cahier des charges. L'administration a préconisé une entente entre les conseils municipaux intéressés pour adopter un cahier des charges commun, dans lequel seraient énumérés les avantages particuliers à chacune des trois communes.

A Cauterets, une situation identique se présente. Les

sources, les maisons de bains et les casinos de Saint-Sauveur, de Barèges et de Cauterets appartiennent aux communes composant la « vallée » de Barèges et de Saint-Savin ; les uns et les autres sont administrés par un conseil syndical ; les redevances provenant, soit de l'exploitation des eaux, soit de la ferme des jeux, sont versées dans une caisse centrale où chaque commune vient prendre une part proportionnelle à son importance.

En ce qui concerne la reconnaissance des stations, la question s'est posée pour le groupe thermal de Royat-Chamalières. Ces deux communes ont été érigées en station hydrominérale (1) et il a été institué dans la station une chambre d'industrie thermique ayant son siège à Royat. Les demandes de Royat et de Chamalières en vue de l'érection du groupe intercommunal en station unique ont été motivées par la situation de l'établissement thermal, à cheval sur le territoire des deux communes, par l'emplacement des sources, réparties sur chaque territoire, par l'existence dans chaque localité d'hôtels et de villas spécialement affectés à l'industrie thermique, en un mot, par l'emplacement, sur leur territoire respectif, de l'importante station thermique dite de Royat.

La procédure suivie est visée à l'article 6 de la loi du 13 avril 1910 :

(1) Décret du 27 octobre 1912.

« Les dispositions de la présente loi sont applicables
« aux communes qui auront été autorisées à se consti-
« tuer en syndicat de communes par application de la
« loi du 22 mars 1890, en vue d'obtenir la création d'une
« station hydrominérale ou climatique intercommu-
« nale. »

Strictement appliquée, elle eût donné les meilleurs résultats. La constitution en syndicat des deux communes intéressées leur eût permis d'effectuer en commun les travaux d'assainissement, de simplifier l'établissement et la perception de la taxe de séjour et d'adopter des vues d'ensemble sur l'emploi des fonds recueillis. Cette méthode n'a pas prévalu. Les communes ont préféré recourir au système peu rationnel de la double demande ; mais pour répondre à l'esprit de la loi, elles ont dû s'entendre et adopter des délibérations concordantes, tant pour la reconnaissance de la station que pour la composition de la chambre d'industrie et la quotité de la taxe à intervenir.

Il est permis de penser que si un syndicat n'a pas été constitué, c'est que chaque commune a voulu se réserver momentanément l'emploi, sous la surveillance de la chambre d'industrie, du produit des taxes qu'elle recueillera.

Solution provisoire, à notre avis, et que révèle déjà le début de la procédure suivie. En effet, les municipalités de Chamalières et de Royat ont dû prendre l'en-

gagement (1), de créer un bureau d'hygiène. La loi du 15 février 1902 impose un tel organe à toute commune de 2.000 habitants, siège d'un établissement thermal. Royat, en raison de sa population, a échappé jusqu'à ce jour à la loi ; mais une partie des hôtels se trouve sur Chamalières, l'établissement thermal et le parc sont à cheval sur le territoire des deux communes. Dans ces conditions, il est avéré que le siège de la station est un groupe de deux agglomérations dont l'une, Royat, n'a que 1.679 habitants, mais dont l'autre, Chamalières, a 3.740 habitants. Il ne paraît pas douteux qu'un tel groupe de plus de 5.000 habitants doive posséder un bureau d'hygiène commun aux deux communes. Eh bien, comment réaliser cette entreprise et d'autres non moins nécessaires au développement du groupe thermal, si ce n'est par la constitution d'un syndicat qui, seul, pourra donner à la station sa véritable personnalité et permettra de répondre aux légitimes aspirations des intéressés ?

Cette solution est la seule rationnelle, et il est regrettable qu'elle n'ait pas été suivie pour obtenir la reconnaissance de la station. Il est à remarquer d'ailleurs que, d'une façon générale, les municipalités accueillent les syndicats de communes, avec une défiance imméritée. Jusqu'à ce jour, elles ont fait à la loi du 22 mars

(1) Délibération du Conseil municipal de Chamalières du 23 mai 1912. Délibération du Conseil municipal de Royat du 7 juillet 1912.

1890 une part tout à fait insuffisante. On comptait à peine une quarantaine de syndicats au 1^{er} janvier 1913 et plus de vingt n'existent que depuis 1905. La plupart ont été constitués à l'instigation de l'administration supérieure pour l'alimentation en eau et la création d'hospices et de bureaux de bienfaisance intercommunaux. Quelques-uns ont pour but la distribution de gaz et d'énergie électrique, la création de canaux et de tramways et le fonctionnement des pompes funèbres.

CHAPITRE VII

La reconnaissance des stations et l'autorisation de jeux

La question de la reconnaissance des stations doit retenir notre attention à un point de vue qui intéresse particulièrement les villes d'eaux et les stations climatiques en raison des exigences financières auxquelles elles doivent faire face ; nous voulons parler de l'autorisation de jeux, actuellement réglementée par la loi du 15 juin 1907.

La loi de 1907 dispose dans son article 1^{er} que les établissements de jeux ne pourront exister que dans les stations thermales, balnéaires et climatiques. La loi de 1907 n'innove rien. Elle se contente de légaliser et de régulariser la situation résultant de l'application illégale du décret du 24 juin 1806 (1). Le législateur a es-

(1) Le décret du 24 juin 1806 qui prohibait les maisons de jeux sur toute l'étendue du territoire, consacrait deux exceptions au principe de l'interdiction : « Notre Ministre de la police fera, pour les lieux où il existe des eaux minérales, pendant la saison des eaux seulement, et pour la ville de Paris, des règlements particuliers sur cette partie. » C'est cette disposition qui a été la pierre de fondement des tolérances accordées en matière de jeu de hasard pendant un siècle.

timé qu'une institution vieille d'un siècle, si critiquable qu'elle soit, ne peut disparaître sans léser des intérêts multiples. Il ne pouvait tarir la source impure du jeu sans compromettre gravement l'avenir des stations et rendre impossible toute gestion financière de la part des municipalités.

La pratique ancienne s'est maintenue ; mais pour mettre un terme aux abus qu'elle avait fait naître, le Gouvernement a jugé utile de poser une digue aux sollicitations de plus en plus nombreuses.

L'article 1^{er} du décret du 21 juin 1907 (1) dispose que :

« Les autorisations de jeux prévues par l'article 1^{er}
« de la loi du 15 juin 1907 ne pourront être accordées
« que dans les localités auxquelles le caractère de sta-
« tion balnéaire, thermale ou climatérique aura été re-
« connu par le Ministre de l'Intérieur après avis d'une
« commission nommée par lui à cet effet » (2).

Ainsi donc, la reconnaissance que vise la loi de 1907 n'a d'effet que pour l'obtention éventuelle des jeux sans

(1) Décret du 21 juin 1907, relatif à l'instruction des demandes d'autorisation de jeux et au mode de perception du prélèvement de 15 0/0.

(2) Cette commission composée de 18 membres comprenait 3 membres de l'Académie de Médecine, 5 membres du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, 5 membres de la Commission permanente des stations hydrominérales et climatériques de France, 3 fonctionnaires de l'Administration centrale du Ministère de l'Intérieur et 2 membres à la désignation du Ministre.

qu'on puisse conclure quoi que ce soit de cette affirmation, aux propriétés curatives attribuées aux sources et aux climats.

L'institution d'une commission de classement des stations n'enlève rien au pouvoir discrétionnaire de l'administration. Le Ministre doit prendre l'avis de la commission, mais il n'est pas tenu de le suivre, et telle localité rejetée par elle peut obtenir néanmoins l'autorisation de jouer. Quant aux stations reconnues, elles ne font pas toutes l'objet d'un arrêté favorable, mais toutes peuvent à bon droit y prétendre.

Une telle pratique ne pouvait se maintenir le jour où la loi du 13 avril 1910 vint donner aux stations françaises le statut légal qui leur manquait. L'article 8 qui institue législativement la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques, abroge en fait la commission de classement prévue par le décret du 21 juin 1907. Il ne restait qu'à consacrer en termes exprès cette abrogation. Ce fut l'objet du décret du 5 décembre 1911 ainsi conçu :

« Les autorisations de jeux prévues par l'article 1^{er}
« de la loi du 15 juin 1907 ne pourront être accordées
« que dans les localités auxquelles le caractère de station balnéaire, thermale ou climatérique aura été reconnu par le Ministre de l'Intérieur après avis de
« la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques instituée par le Ministre de l'Intérieur, par l'article 8 de la loi du 13 avril 1910. »

Les communes ayant obtenu la reconnaissance seront donc dans l'avenir, les seules à pouvoir posséder les jeux. Quant à celles qui étaient titulaires d'une autorisation de jouer, elles devront se soumettre aux formalités prescrites par la loi de 1910 si elles veulent continuer à bénéficier des profits du Casino ou de la cagnotte du cercle. C'est la solution consacrée par le projet de loi sur le régime des jeux, adopté par la Chambre des Députés, le 22 mai 1913, et actuellement soumis à l'examen du Sénat (1).

« Les autorisations temporaires de jeux ne pourront être accordées qu'aux cercles et casinos des localités reconnues stations hydrominérales ou climatiques, dans les conditions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 13 avril 1910 » (article 1^{er}).

« A titre transitoire, les autorisations accordées aux cercles et casinos existants pourront être prorogées jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande des localités où ils existent pour se faire reconnaître en qualité de stations hydrominérales ou climatiques dans les conditions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 13 avril 1910. » (Article 8, § 2.)

(1) Sénat n° 204. Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juin 1913.

TITRE II

Des chambres d'industrie thermale ou climatique

CHAPITRE PREMIER

Etablissement des chambres d'industrie thermale ou climatique

Dans chaque station hydrominérale ou climatique, il peut être institué par décret en Conseil d'Etat, un établissement public sous le nom de chambre d'industrie thermale ou climatique (1).

Cette création suppose la reconnaissance officielle de la station. En fait, il est statué par un seul et même décret tant sur l'érection de la localité demanderesse en station hydrominérale ou climatique que sur l'établissement de la chambre d'industrie. Les collectivités en cause, les formalités prescrites sont les mêmes dans les

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 7, § 1.

deux cas et les deux procédures peuvent être conduites simultanément (1).

La demande de création de chambre d'industrie thermique ou climatique doit contenir des propositions concernant les principales questions que le décret constitutif devra résoudre (2).

Elle indiquera notamment quelles sont les catégories de professions qui devront former le collège électoral, combien de places seront à attribuer dans la composition de la chambre à chaque catégorie.

Le Règlement d'administration publique ne fixe nullement les catégories de professions : il dit seulement que parmi les professions intéressées figurent nécessairement celles de médecin et de pharmacien, d'hôtelier et logeur, de commerçant saisonnier et de représentant des établissements thermaux (3). En dehors de ces catégories nécessaires, d'autres catégories peuvent être admises; le règlement n'en limite pas le nombre, pas plus qu'il ne détermine la répartition des membres élus entre les sections. Il appartient au Conseil municipal de joindre à la demande de création de chambre d'industrie les propositions relatives au nombre et à la désignation des catégories à instituer et à la répartition des mem-

(1) Voir *suprà*, page 37.

(2) Circulaire ministérielle du 29 juillet 1911. *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, 1911, page 327.

(3) Décret du 26 juin 1911, art. 25.

bres à attribuer à chaque section, correspondant à une catégorie.

La fixation des professions à représenter et leur répartition en catégories doit correspondre le mieux possible aux usages de la station et aux intérêts en jeu. D'une façon générale, « devront seules être représentées les professions dont les baigneurs ou les malades forment la clientèle presque exclusive ». Cette définition du « commerçant saisonnier » laisse une très grande latitude aux pouvoirs locaux pour la présentation des vœux qu'ils peuvent exprimer dans la demande de création, au nom des intérêts dont ils ont la garde.

Par commerçants saisonniers, il faut entendre ceux qui ne s'adressent qu'à la clientèle des étrangers, sans qu'on puisse limiter cette qualité aux commerçants qui ne viennent s'installer que pendant la saison. De cette catégorie font partie les bijoutiers, confiseurs, dentistes, antiquaires, loueurs de voitures et d'automobiles, patrons de bazars et photographes.

Le règlement n'attribue pas de catégorie nécessaire au commerce local dans son ensemble. Cette disposition s'explique d'elle-même. Les commerçants qui se rattachent directement à la station sont directement représentés par une catégorie, celle des commerçants saisonniers ; ceux qui ne s'y rattachent qu'indirectement sont représentés indirectement par le maire et deux conseillers municipaux. En fait, la grande majorité des stations reconnues ont attribué une catégorie aux com-

merçants locaux, dans la composition de leur chambre d'industrie thermale ou climatique. Les stations vosgiennes ont fait une part aux représentants des sociétés locales. Chamonix a institué une catégorie des guides de montagnes et Berck-sur-Mer une catégorie des bandagistes, orthopédistes et autres industries se rattachant au traitement médical. Ces modalités de composition traduisent les besoins divers des stations envisagées.

La demande de création doit indiquer également à quelle époque il convient que les conditions de nationalité, d'âge, de profession soient remplies pour donner droit à l'inscription sur la liste électorale et à quelle date la liste des électeurs devra être révisée. L'époque à laquelle les conditions d'électorat devront être remplies devra coïncider avec celle de la saison thermale ou climatique (1). « Il semble, dit le Ministre de l'Intérieur, qu'on doive adopter pour l'établissement de la liste, aussi bien que pour sa révision, le moment de la saison où tous ceux qui peuvent éventuellement composer le collège électoral sont présumés arrivés dans la station (2).

Il est statué sur la demande de création par décret en Conseil d'Etat.

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 27, § 2.

(2) Circulaire ministérielle du 29 juillet 1911, *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, 1911, page 327.

Le décret fixe la composition de la chambre d'industrie et l'étendue du corps électoral pour la nomination des membres élus.

Cette chambre sera composée pour moitié de membres élus par les personnes appartenant aux catégories de professions intéressées au développement de la station et désignées par le décret constitutif.

Les autres membres seront : le préfet ou son représentant, président ; l'ingénieur des mines de la circonscription ou l'ingénieur des ponts et chaussées, s'il s'agit d'une station climatique, le directeur du bureau d'hygiène, l'agent-voyer du canton, trois membres désignés par le préfet, dont deux médecins exerçant la profession dans la station, le maire de la commune et deux délégués du Conseil municipal et si la station appartient à un syndicat, deux délégués du syndicat.

Le décret constitutif répartira les places réservées aux membres élus entre les diverses catégories de professions qui seront appelées à constituer le corps électoral (1).

Il fixera l'époque coïncidant avec celle de la saison thermale ou climatique à laquelle les intéressés doivent remplir les conditions prescrites pour être inscrits sur la liste électorale, ainsi que la date de la revision de cette liste (2). Si la station s'étend à plusieurs com-

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 7, §§ 2 et 3.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 27, § 2.

munes, le décret fixe la commune où doit siéger l'établissement (1).

La chambre d'industrie thermale ou climatique comprend normalement vingt membres. L'article 7 de la loi stipule, en effet, qu'elle sera composée pour moitié de membres élus et, pour la moitié non éligible, donne une liste de dix membres. Lorsque la station comprend plusieurs communes, l'établissement est plus important : le maire de chaque commune et deux délégués par Conseil municipal en font nécessairement partie.

De même, chaque catégorie représentée a au minimum un délégué par commune. A Royat-Chamalières, la chambre unique a son siège à Royat et se compose de 13 membres élus et de 13 membres non éligibles.

Composition du corps électoral.

Le corps électoral comprend :

1° Tous les citoyens français âgés de vingt-cinq ans, jouissant de leurs droits civils et politiques, appartenant aux catégories de professions déterminées par le décret constitutif et exerçant leur profession dans la station depuis trois ans au moins ;

Les femmes remplissant les mêmes conditions d'âge, de profession et jouissant de leurs droits ;

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 22, § 2.

2° Les personnes qui, ayant exercé pendant trois ans au moins dans la station une profession leur conférant l'électorat, y ont conservé leur domicile (1).

La liste des électeurs, établie par catégorie de profession, est dressée chaque année par une commission composée du maire, président ; d'un membre du Conseil municipal désigné par cette assemblée et d'un membre de la chambre d'industrie thermale ou climatique désigné par cet établissement. S'il s'agit de dresser la liste électorale en vue de faire procéder à l'élection d'une chambre non encore constituée, le troisième membre de la commission est désigné par le préfet parmi les personnes appartenant aux catégories de professions déterminées par le décret constitutif (2).

La liste électorale est déposée au secrétariat de la mairie à la disposition de toute personne désirant en prendre connaissance.

Avis de ce dépôt est publié aussitôt dans la commune.

Pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de la liste, tout intéressé est admis à exercer ses réclamations, soit qu'il se plaigne d'avoir été omis, soit qu'il demande la radiation d'une personne indûment inscrite. Ces réclamations sont portées devant le juge de paix du canton par simple déclaration au greffe de

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 26.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 27, § 1.

la justice de paix. Cette déclaration se fait sans frais ; il en est donné récépissé (1).

Le juge de paix statue sans opposition ni appel dans les dix jours, sans frais, ni forme de procédure. La sentence est le jour même transmise au maire de la commune et notifiée par ses soins à l'intéressé dans les vingt-quatre heures de la réception. Toutefois, si la demande portée devant le juge de paix implique la solution préjudicielle d'une question d'Etat, il renvoie les parties à se pourvoir devant les juges compétents et fixe un bref délai dans lequel la partie qui aura élevé la question préjudicielle devra justifier de ses diligences. Il est procédé en ce cas conformément aux articles 855, 857 et 858 du Code de Procédure civile. Les actes judiciaires auxquels l'instance donne lieu ne sont pas soumis au timbre et sont enregistrés gratis.

La décision du juge de paix peut être déférée à la Cour de cassation dans tous les cas, par ceux qui y ont été parties, et, en outre, dans le cas où le jugement ordonne l'inscription sur la liste d'une personne qui n'y figure pas, par tout électeur inscrit sur la liste électorale.

Le pourvoi doit être formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il n'est pas suspensif. Il

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 28 et 29. La procédure suivie pour le jugement des réclamations est empruntée à la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce.

est formé par simple requête et jugé d'urgence, sans frais, sans avocat.

La liste, rectifiée s'il y a lieu, par suite de décisions judiciaires, est close définitivement dix jours avant l'élection. Elle sert pour toutes les élections de l'année.

Mode d'élection.

L'assemblée des électeurs est convoquée par arrêté du préfet, suivant les règles fixées par l'article 15 de la loi du 5 avril 1884 pour les élections municipales (1).

L'arrêté de convocation est publié dans la commune quinze jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche. Il fixe le local où le scrutin sera ouvert, ainsi que les heures auxquelles il doit être ouvert et fermé (2).

La durée du scrutin ne peut être inférieure à trois heures.

Le collège électoral est divisé en autant de sections qu'il doit y avoir de catégories de professions représentées dans la chambre ; chacune des sections est présidée soit par le maire, soit par un adjoint ou par un conseiller municipal délégué par le maire et le président de chaque section est assisté de deux électeurs choisis autant que possible dans la section.

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 30.

(2) Loi du 5 avril 1884, art. 15.

Les élections ont lieu au scrutin de liste dans chaque catégorie (1), c'est-à-dire que les électeurs d'une catégorie ont seuls qualité pour élire les représentants attribués à leur catégorie.

Aucun électeur ne peut voter dans plusieurs catégories.

Sont éligibles tous les électeurs régulièrement inscrits (2).

Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il n'a obtenu la majorité absolue.

Dans le cas où un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant et l'élection a lieu à la majorité relative. Si plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le résultat du scrutin est proclamé par le président de chacune des sections de vote et est affiché à la porte de la mairie ; les procès-verbaux des élections dressés séance tenante sont transmis aussitôt au préfet.

Des réclamations, déférés préfectoraux et pourvois peuvent être formés contre les élections des membres de la chambre d'industrie thermique ou climatique, dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées par la loi du 5 avril 1884 pour l'élection des conseillers municipaux. Il est statué sur ces réclamations, déférés pré-

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 32.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 31.

fectoraux et pourvois suivant les règles édictées en matière d'élections municipales (1).

Le Conseil de préfecture juge en première instance ; le Conseil d'Etat, en appel.

Les réclamations des électeurs doivent être consignées au procès-verbal des opérations électorales ou bien être déposées à la mairie ou à la préfecture dans un délai de cinq jours. Dans le même laps de temps, le préfet peut recourir contre l'élection pour inobservation des règles prescrites. Le membre dont l'élection est contestée reçoit notification de la réclamation et doit, dans les cinq jours, présenter ses moyens de défense et faire connaître s'il entend présenter des observations orales devant le Conseil de préfecture.

Le tribunal administratif doit se prononcer dans le mois, à compter de l'enregistrement des pièces au greffe de la préfecture.

Faute par le Conseil de préfecture de statuer dans le délai fixé, la réclamation est considérée comme rejetée et la partie intéressée peut la porter devant le Conseil d'Etat.

La procédure devant le Conseil d'Etat est simplifiée. Le recours est jugé d'urgence, sans frais, sans avocat. Il est suspensif d'exécution, contrairement à la règle ordinaire ; le membre dont l'élection a été annulée par

(1) Décret du 26 juin 1911, art 33.

le Conseil de préfecture reste en fonctions jusqu'à l'arrêt à intervenir.

Les membres de la chambre d'industrie thermale ou climatique sont élus pour quatre ans.

Lorsque, par l'effet des vacances survenues, la chambre d'industrie thermale ou climatique se trouve réduite à la moitié de ses membres élus, ou lorsqu'une catégorie des professions représentées y a perdu tous ses membres, il est dans le délai maximum d'un an à dater de la dernière vacance et autant que possible au début de la saison thermale ou climatique suivante, procédé à des élections complémentaires.

Il n'y a pas lieu à élections complémentaires pendant l'année qui précède le renouvellement intégral (1).

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 34.

CHAPITRE II

Fonctionnement des chambres d'industrie thermique ou climatique

Le préfet réunit la chambre d'industrie thermique ou climatique chaque fois qu'il le juge utile ; il est tenu de la convoquer dans le délai de huit jours, lorsque la demande lui en est faite par la majorité des membres de la chambre, ou sur la demande de tous les représentants d'une même catégorie de professions. La chambre se réunit dans un local mis à sa disposition par la commune où elle a son siège. Elle élit annuellement un vice-président ordonnateur, un secrétaire et un trésorier (1).

Les chambres d'industrie thermique ou climatique ne peuvent délibérer que si le nombre des membres présents dépasse la moitié de celui des membres en exercice ; quand, après deux convocations successives à trois jours au moins d'intervalle, et dûment constatées, la chambre ne s'est pas réunie en nombre suffisant, la délibération prise après la troisième convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 35.

votants. En cas de partage, la voix du président est prépondérante (1).

La chambre sera nécessairement appelée à donner son avis sur l'établissement de la taxe, sur les projets de travaux, sur les emprunts à gager sur la taxe. Elle pourra adresser à l'Administration supérieure des observations sur l'emploi du produit de la taxe spéciale, et émettre des vœux sur les questions intéressant la station. La concession des travaux pourra lui être accordée par une délibération du Conseil municipal, approuvée par le préfet (2).

Les chambres d'industrie thermale ou climatique adressent chaque année, avant le 1^{er} novembre, au Ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire du préfet, un compte rendu de leurs travaux (3).

Le budget des chambres d'industrie thermale ou climatique comprend en recettes : 1° le produit des subventions communales ou autres ; 2° le produit de souscriptions particulières et d'offres de concours ; 3° le produit des dons et legs ; 4° le produit total ou partiel de la taxe spéciale dans la limite où elle a été affectée aux travaux dont la concession leur a été octroyée.

Il comprend en dépenses : 1° les frais d'administration, de chauffage et d'éclairage ; 2° les dépenses occasionnées par les travaux d'assainissement, d'aménagement et d'embellissement des stations qui leur ont été

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 36.

(2) Loi du 13 avril 1910, art. 7, §§ 4, 5 et 6.

(3) Décret du 26 juin 1911, art. 37.

concedés par les Conseils municipaux ou qui sont entrepris par les chambres au moyen de leurs propres ressources (1).

Dans les six premiers mois de chaque année, les chambres d'industrie thermique ou climatique adressent, avec pièces justificatives à l'appui, le compte rendu des recettes et dépenses de l'année précédente et le projet de budget des recettes et dépenses de l'année suivante au préfet qui les soumet, après avis du Conseil municipal, à l'approbation du Ministre de l'Intérieur (2).

Les comptes des chambres d'industrie sont également soumis à un contrôle judiciaire. Le Conseil de préfecture statuera, sauf recours à la Cour des comptes, si les recettes sont inférieures à 30.000 francs ; la Cour des comptes sera compétente si elles sont supérieures à ce chiffre (3).

Les frais d'administration, de chauffage et d'éclairage des chambres d'industrie thermique ou climatique peuvent, en cas d'insuffisance des ressources de ces établissements, être prélevés sur le produit de la taxe spéciale (4).

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 38.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 39.

(3) En l'absence de toute disposition légale ou réglementaire, il convient de revenir au droit commun. Le contrôle du Conseil de préfecture ou de la Cour des comptes sur les comptes du receveur de la chambre d'industrie thermique ou climatique apparaissait dans le projet soumis à la Chambre des Députés, mais il a disparu du texte définitif.

(4) Décret du 26 juin 1911, art. 40.

CHAPITRE III

Caractère des chambres d'industrie thermale ou climatique

La loi de 1910 qualifie d'établissements publics les chambres d'industrie thermale ou climatique. Cette appellation s'harmonisait parfaitement avec le texte du Gouvernement, adopté en premier lieu par la Chambre des Députés. La rédaction primitive donnait à ces chambres des droits considérables que justifiait pleinement l'importance de l'institution. Ces prérogatives ont disparu pour la plupart du texte définitivement adopté, mais la dénomination d'établissement public appliquée à juste titre dans la rédaction première a été maintenue.

Les chambres d'industrie thermale ou climatique n'ont guère aujourd'hui que des attributions consultatives. Leur capacité légale est si restreinte qu'on peut se demander si elles sont véritablement des établissements publics, pourvus de la personnalité civile.

Il n'est pas possible, toutefois, de leur refuser ce caractère.

Ces chambres peuvent obtenir des concessions de travaux dont le but est nettement défini ; elles ont le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique.

Elles possèdent un budget propre ; leurs comptes sont soumis à un contrôle administratif et judiciaire. Elles bénéficient d'une certaine individualité financière et c'est là un caractère des établissements publics. De même leurs opérations budgétaires sont soumises à un contrôle qui ne s'étend pas aux établissements d'utilité publique.

La dénomination légale de l'institution ne soulève d'ailleurs aucune objection doctrinale. Théoriquement, la confusion entre les deux sortes d'établissements n'est pas possible. Si, en pratique, il en va différemment, c'est que les lois s'abstiennent trop souvent de catégoriser elles-mêmes ces institutions. Dès lors, il faut s'en tenir au critérium fourni par la doctrine et la jurisprudence : l'établissement est considéré comme « public » ou « d'utilité publique », suivant qu'il est chargé ou non du fonctionnement d'un service public.

La question a été controversée pour les caisses d'épargne et les chambres de commerce.

En 1856, la Cour de cassation a jugé que les premières étaient des établissements d'utilité publique (1).

(1) Cassation, Ch. civ., 5 mars 1856, Dalloz, 56.1.121, Sirey, 56.1.517 et Cass. Ch. civ., 8 juillet 1856, Dalloz, 56.1.278, Sirey, 56.1.878.

Or, à cette époque, les caisses d'épargne étaient toutes des établissements privés fonctionnant avec le concours de l'administration.

Pour les chambres de commerce, la Cour a déclaré, dans un arrêt du 28 octobre 1886, qu'elles étaient des établissements publics, parce qu'elles sont des services publics (1). Le décret du 3 septembre 1851 les appelait cependant « établissements d'utilité publique ». La controverse est aujourd'hui tranchée dans le sens de la jurisprudence ; la loi du 9 avril 1898 spécifie dans son article 1^{er} que les chambres de commerce sont des établissements publics investis de la personnalité civile.

(1) Sirey, 86.1.436.

TITRE III

La taxe de séjour

CHAPITRE PREMIER

Contribution fournie par les jeux à la prospérité des stations françaises.

Les budgets de nos grandes stations trouvent un élément important de recettes dans le produit des jeux. Bien que les jeux publics seront interdits en France, cette prohibition générale présente une exception en faveur des villes d'eaux.

Aux termes de la loi du 15 juin 1907, certains jeux de hasard peuvent être autorisés dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales et climatériques. L'Etat qui a le pouvoir, en vertu de son droit de haute police, de délivrer les autorisations de cette nature n'a pas porté atteinte aux droits des communes, en se réservant — comme il aurait pu le faire — la totalité des redevances imposées aux établissements de

jeu, par suite de l'autorisation conférée. Il a pensé avec raison que les communes sont les premières à souffrir des abus ou à ressentir les inconvénients moraux qui peuvent résulter de l'ouverture d'un établissement de jeux ou rendre sa fermeture nécessaire ; il a estimé que seuls les intérêts qu'elles représentent peuvent justifier l'octroi ou le retrait de l'autorisation et il en a subordonné la délivrance à l'avis conforme du Conseil municipal.

Un cahier des charges est établi par l'assemblée communale et approuvé par le Ministre de l'Intérieur. L'élaboration de ce contrat donne lieu à des tractations et à des marchandages entre les municipalités et les tenanciers ; les conseils municipaux se montrent d'autant plus exigeants que l'établissement offre moins de risques d'exploitation. En général, les conditions prescrites procurent à la commune ou à certaines œuvres communales des redevances annuelles fixes ou variables, le plus souvent, un prélèvement opéré sur le produit brut des jeux. Ce prélèvement s'ajoute à celui de 15 0/0, actuellement perçu par l'Etat, au profit d'œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène ou d'utilité publiques : il est toutefois moins élevé. Dans la majorité des stations, il varie de 5 à 10 0/0 ; il atteint parfois 12 0/0 et rarement 15 0/0.

L'exploitation des jeux procure ainsi à un certain nombre de villes d'eaux des ressources relativement élevées et pour huit d'entre elles que nous citons ci-

dessous, ces ressources sont véritablement exagérées.

	1908	1909	1910
	francs	francs	francs
Nice.....	656.243,40	914.850,50	1.036.744,50
Enghien.....	451.475,90	763.967,10	958.589,44 ⁽¹⁾
Vichy.....	147.198,70	257.180,21	315.576,30
Aix-les-Bains.....	200.000 »	267.265 »	300.946,90
Trouville.....	153.035,27	156.923,47	203.310,94
Biarritz.....	136.926 »	136.997,40	167.852,10
Evian.....	72.713 »	82.416 »	129.887 »
Dinard.....	65.437,50	89.008,20	114.673,80

Ces huit villes ont prélevé à elles seules en 1910, la somme exorbitante de 3.300.000 francs ; alors que les autres stations autorisées au nombre de 119 n'ont perçu ensemble que 600.000 francs ; la moitié de cette somme (300.000 fr.) a profité à 18 communes ; l'autre moitié à 101 localités. Au total, on évalue à 4 millions de francs le montant des sommes mises à la disposition des communes ou des œuvres communales dans les stations thermales et climatiques par le fonctionnement des jeux. Comme la part de l'Etat est encore plus élevée — on

(1) 50 0/0 sont distraits par arrêté préfectoral pour être affectés à l'établissement d'un réseau d'égouts intercommunal (assainissement des communes limitrophes).

l'évalue pour la même année à près de 7 millions de francs, — on est obligé de reconnaître que la contribution philanthropique apportée par le jeu aux œuvres sociales et au développement des villes d'eaux est tout à fait alléchante.

Peut-on dire toutefois qu'elle soit suffisante ? Nous ne le croyons pas.

La progression constante des profits réalisés par les casinos légitime une augmentation sérieuse des prélèvements effectués. Pour la saison qui nous occupe, les tenanciers ont encaissé 43.778.361 francs et les prélèvements de l'Etat et des communes qui viennent en déduction n'ont atteint que 11 millions de francs. En 1911, les recettes ont encore augmenté et le produit brut des jeux accuse un total de 48.025.564 francs.

Le projet de loi déposé par le Gouvernement le 5 novembre 1912, en vue de remédier à cette situation, a été adopté par la Chambre des Députés dans sa séance du 22 mai 1913 et est actuellement soumis à l'examen du Sénat (1). Le taux de 15 0/0 est conservé pour les recettes brutes inférieures à 500.000 francs. Au delà de ce chiffre, un double tarif est appliqué : progressif, au profit de l'Etat, dégressif, au profit de la commune, l'augmentation de la taxe dans le premier cas correspondant à une diminution corrélative dans le second.

(1) Rapport JUSTIN GODART. Chambre des Députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 26 novembre 1912. — Sénat, n° 204. Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juin 1913.

Les taxations proposées ont pour but d'atteindre les casinos à gros bénéfices et de mettre fin, en ce qui concerne les communes, à la disproportion trop grande existant entre l'importance de plusieurs d'entre elles et les recettes qu'elles tirent des maisons de jeux.

De 1 fr. à 500.000 fr., l'Etat toucherait 15 0/0 et la commune 15 0/0 ;

De 500.000 fr. à 3 millions de fr., l'Etat toucherait 25 0/0 et la commune 12 0/0 ;

De 3 millions de fr. à 5 millions de fr., l'Etat toucherait 35 0/0 et la commune 9 0/0 ;

Au-delà de 5 millions de fr., l'Etat toucherait 45 0/0 et la commune 5 0/0.

Si on se réfère à la saison 1910-1911, on voit que la progression établie ne porte que sur un nombre infime d'établissements. 133 casinos ont atteint un produit brut inférieur à 500.000 francs, le taux de 25 0/0 n'eût été perçu que dans 15 casinos, les taux supérieurs de 35 et 45 0/0 dans trois casinos seulement.

Il résulte de ces constatations que le produit des jeux n'apporte une contribution effective à la prospérité des villes d'eaux que dans une trentaine de stations. Partout ailleurs, les perceptions effectuées au profit des communes sont de faible rendement et ne permettent pas de répondre aux nécessités inhérentes à la présence d'une population saisonnière. L'existence même des casinos est essentiellement précaire : l'autorisation de jouer peut être retirée à tout instant sans indemnité ni dom-

mages-intérêts. Les communes ne peuvent, par suite, faire état de recettes régulières et normales et leur donner une consécration fiscale (1).

Puisque le jeu n'est pas le tonique capable de maintenir en vie la grande majorité de nos stations, le législateur devait se tourner ailleurs, et le seul remède visible n'était-il pas tout simplement l'établissement d'une taxe de séjour analogue à la cure-taxa qui a obtenu en Allemagne un si complet succès ?

Nous verrons en examinant le fonctionnement des villes d'eaux allemandes l'admirable profit que nos voisins ont recueilli de cette institution ; nous apprécierons en même temps les avantages que pourront retirer nos stations d'une semblable création ; pour le moment, nous bornerons notre examen à l'étude purement fiscale de la taxe de séjour, telle que l'a instaurée le législateur.

(1) Exactement, 7 établissements, ceux de Beausoleil, Cabourg, Malo-les-Bains, Boulogne, Enghien, Arcachon et le Mont-Dore bénéficient d'une autorisation de jeux de 17 ou 18 ans.

CHAPITRE II

Etablissement de la taxe de séjour

L'établissement de la taxe de séjour n'est possible que lorsque la commune ou fraction de commune a été érigée en station hydrominérale ou climatique et que la chambre d'industrie est entrée en fonctionnement. Celle-ci est, en effet, appelée à donner son avis sur la demande tendant à l'établissement de la taxe, et cet avis est indispensable pour obtenir l'autorisation de la percevoir (1).

La procédure est la même pour les localités autorisées à se constituer en syndicat de communes, par application de la loi du 22 mars 1890. Dans ce cas, c'est le syndicat qui agit en vue de la création (2).

La délibération du Conseil municipal ou du syndicat par laquelle l'institution de la taxe est demandée doit mentionner :

1° Le mode d'assiette de la taxe projetée suivant les bases indiquées par l'article 3 de la loi ;

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 7, § 5.

(2) Loi du 13 avril 1910, art. 6.

2° Le tarif et la durée de la taxe ;

3° Les dépenses au paiement desquelles la taxe sera affectée (1).

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

1° L'avis de la chambre d'industrie ;

2° Les états de prévision des recettes et des dépenses relatifs à l'emploi de la taxe ;

3° Le budget de la chambre d'industrie ;

4° Les documents financiers établissant la situation budgétaire de la commune ;

5° Les pièces d'enquête.

L'enquête a lieu dans les formes prescrites pour la création de la station (2).

Un décret rendu en Conseil d'Etat statue définitivement sur la demande et fixe l'assiette, le taux et la durée de la taxe (3).

L'obligation d'un décret n'apparaît, aux termes de la loi, que pour accorder l'autorisation de percevoir la taxe. Si le Gouvernement estime qu'il y a lieu de la rejeter, il n'est pas tenu de faire consacrer le refus par une décision du Chef de l'Etat et, dans cette circonstance, le Ministre a qualité pour statuer.

La taxe est établie sur les personnes non domiciliées

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 3.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 4.

(3) Loi du 13 avril 1910, art. 2, § 1; — décret du 26 juin 1911, art. 3.

dans la commune et n'y possédant pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la contribution mobilière.

Le tarif peut être fixé par personne et par jour de séjour ou par personne indépendamment de la durée du séjour ; dans le premier cas, il n'est pas fait état pour la perception de la taxe du jour d'arrivée, ni du jour du départ des assujettis.

Il peut être basé sur la nature et le prix de location des locaux occupés ; ce prix, dégagé de tous autres frais, est alors affiché dans les dits locaux (1).

La nécessité de l'affichage est une gêne pour les maires d'hôtels et les logeurs qui ne peuvent louer plus cher leurs chambres ou leurs villas s'il leur arrivait de pouvoir le faire et il est peu probable dès lors que les municipalités déterminent le tarif applicable d'après le prix de location des locaux occupés.

Un procédé de taxation plus rationnel consiste à établir l'assiette de l'impôt, comme en matière de contribution mobilière, en prenant pour base la valeur locative de l'habitation. La valeur locative ne se confond nullement avec le prix de location ; elle porte en pratique sur un loyer matriciel qui est une fraction du loyer réel, car l'on doit en défalquer certaines charges exceptionnelles, telles que la valeur du mobilier dans les lo-

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 3, §§ 1 et 2 ; décret du 26 juin 1911, art. 5.

cations en garni. La base légale de la taxe est ensuite obtenue en divisant le montant du loyer matriciel par le nombre des chambres que l'hôtel contient. On a ainsi pour l'assiette de l'impôt une donnée plus équitable que le prix de location d'une chambre louée.

Il va de soi que la fixation de la taxe au moyen de la valeur locative ne se comprend que pour les hôtels et appartements meublés d'une même station ; elle ne saurait servir à comparer entre elles les habitations des stations différentes. Le logement qui se paie à Biarritz 4.000 francs, coûte peut-être 3.000 francs à Evian et 1.000 francs au Mont-Dore.

Entre les diverses stations, le seul élément de comparaison est le prix de la journée d'hôtel, évalué d'après le prix moyen pratiqué pendant toute la durée de la saison officielle. Ce parallèle est intéressant à établir si l'on veut voir instituer des taxes de séjour équivalentes ; les personnes qui fréquentent nos stations connaissent ainsi d'avance la taxe qui leur sera imposée, quelle que soit la localité où elles se rendent.

En vue d'arriver à ce résultat, la commission exécutive du congrès des villes d'eaux, des bains de mer et des stations climatiques a proposé (1) de classer les hôtels, villas et appartements meubés en cinq catégories, d'après l'importance du prix de la journée.

(1) Séance du 14 mars 1913,

Nous donnons ci-dessous les résultats auxquels elle s'est arrêtée :

	Hôtels dont le prix de la journée : est inférieur à	Chambres des maisons et villas meublées louées (par jour) :
Classe A : 0 (exempte de taxe)...	5 francs	moins de 1 fr. 25
Classe B : de 2 à 5 fr. par saison, de 0 fr. 10 à 0 fr. 25 par jour...	varie de : 5 fr. à 7 fr. 95	1 fr. 25 à 2 fr. 95
Classe C : de 5 à 10 fr. par saison, de 0 fr. 20 à 0 fr. 50 par jour...	8 fr. à 11 fr. 75	3 fr. » à 4 fr. 95
Classe D : de 10 à 20 fr. par saison, de 0 fr. 40 à 2 francs par jour...	12 fr. à 24 fr. 95	5 fr. » à 7 fr. 95
Classe E : de 20 à 30 fr. par saison, de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 par jour...	25 fr. et au-dessus	8 fr. et au-dessus

Il est à désirer que les municipalités intéressées s'inspirent de ces données lors de l'établissement de la taxe. Nous ne croyons pas, toutefois, qu'un manque d'uniformité dans les tarifs admis puisse amener la concurrence au profit des stations qui ont adopté des taux moins élevés. Il existe entre le prix des traitements pratiqués dans une ville d'eaux ou dans une autre des différences beaucoup plus grandes que celles qui peuvent résulter d'une dissemblance de taxe. Le prix du voyage en chemin de fer, à lui seul, réalise souvent des différences appréciables, et cela n'empêche pas les personnes qui veulent ou ont besoin d'aller dans telle ville plutôt que dans telle autre, de se rendre où bon leur semble. La question n'offre un réel intérêt que pour les trois sta-

tions vosgiennes : Vittel, Contrexéville, Martigny-les-Bains, en raison de leur proximité et de leur similitude ; partout ailleurs, elle est vaine.

Le tarif peut comporter des atténuations, à raison soit de l'âge, soit du nombre des personnes d'une même famille ; il peut varier suivant les époques de la saison. La taxe ne peut être due pour une durée supérieure à quatre semaines.

Peuvent être exemptées de la taxe de séjour les personnes occupant des locaux d'un prix inférieur à un chiffre déterminé ou inscrites sur la liste d'assistance médicale gratuite de la commune dans laquelle elles reçoivent l'assistance. Des exemptions totales ou partielles peuvent également être édictées en faveur des individus attachés exclusivement à la personne ou de ceux qui, par leur travail ou leur profession, participent au fonctionnement et au développement de la station.

Les cas d'exemption doivent être limitativement déterminés dans la délibération par laquelle est formulée la demande (1).

La taxe est établie pour une période de cinq ans au plus. Exceptionnellement, lorsqu'elle a été instituée pour servir de gage à un emprunt, elle peut être autorisée pour une durée égale à celle qui a été fixée pour l'amortissement de l'emprunt (2).

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 3, §§ 2 et 3.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 6.

La fixation d'une durée de cinq ans pour la perception de la taxe est sans doute empruntée à la loi municipale du 5 avril 1884 qui, pour les taxes d'octroi, a choisi la période quinquennale comme durée normale de ces taxes.

Le tarif de la taxe spéciale est en permanence affiché à la porte de la mairie ; il est tenu, au secrétariat de la mairie, à la disposition de toute personne désirant en prendre connaissance ; il est affiché dans tous les hôtels et dans toutes les maisons meublées où sont reçues en logement des personnes étrangères à la commune (1).

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 7.

CHAPITRE III

Perception de la taxe

La loi de 1910 prescrit que la taxe sera perçue par l'intermédiaire des logeurs, hôteliers et propriétaires (1).

Ces personnes doivent posséder un registre spécial qui leur est fourni gratuitement par la mairie. Sur ce registre, coté et paraphé par le maire, elles inscrivent de suite et sans aucun blanc les noms, domicile, date d'arrivée et de départ de toutes personnes logeant chez elles. Mention y est faite aussi, le cas échéant, des diverses circonstances énumérées à l'article 3 de la loi, comme pouvant servir de base à l'établissement de la taxe (2).

Les propriétaires et toutes personnes qui auraient l'intention de louer, pendant la saison thermale ou climatique, tout ou partie de leur habitation personnelle à des étrangers à la station doivent en faire la déclai-

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 4 § 1.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 8.

ration à la mairie et sont tenus de posséder le même registre que les hôteliers et logeurs (1).

Lorsque les hôteliers, logeurs ou propriétaires reçoivent le montant des loyers qui leur sont dus, ils perçoivent la taxe sur les assujettis et leur en donnent quittance. Ils inscrivent le montant des taxes encaissées, à la date et dans l'ordre des perceptions effectuées, sur un registre spécial délivré gratuitement par le maire (2).

L'obligation du registre d'inscription n'est pas nouvelle ; ce registre remplacera le registre de police que tous les hôteliers et logeurs doivent avoir et tenir à la disposition des agents de l'autorité. Quant au registre de perception, il peut être constitué par la souche du registre dont seront extraites les quittances délivrées aux clients. Ces souches remplissent en effet les prescriptions légales ; elles mentionnent le montant encaissé, la date et l'ordre des perceptions faites.

L'ensemble de ces dispositions ont été dictées pour assurer d'une façon aussi exacte que possible, le paiement de la taxe, et c'est également la raison pour laquelle on en a prescrit la perception en même temps que le loyer. Il n'y a pas à craindre que ce mode de libération entraîne une confusion entre le montant de la taxe et celui de la note à payer ; à ce point de vue, l'usage d'un reçu spécial annexé à la facture person-

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 9.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 10.

nelle et indiquant nettement le but et la quotité de la taxe donnerait toutes garanties. Le client verrait d'un seul coup ce qu'il doit à l'impôt et l'hôtelier serait à l'abri de toute suspicion injustifiée.

Le paiement de la taxe en même temps que le loyer n'est pas le seul mode à employer. Le fait que « la taxe doit être perçue avant le départ des assujettis, alors même que du consentement du logeur, de l'hôtelier ou du propriétaire, le paiement du loyer serait différé », montre bien qu'il en est d'autres et il est certain que dans la pratique les modalités de la perception devront répondre aux habitudes des clients qui séjournent en général à la journée, à la semaine et à la saison, d'où taxe à la journée, à la semaine et à la saison.

Ces modalités donneront à la perception un caractère plus officiel, tout en assurant la collaboration étroite des éléments qui constituent la station ; les étrangers ne devraient pouvoir user des avantages que leur procure une ville d'eaux (usage des bains, entrée gratuite dans certains concerts ou parcs réservés, distractions, musique, funiculaire, etc.) que sur la présentation de la taxe de séjour dûment acquittée, comme cela se passe souvent à l'étranger.

Il appartient aux conseils municipaux et aux chambres d'industrie thermale d'examiner de quelle façon et dans quelles proportions pareille mesure peut être réalisée. Son adoption ne peut qu'augmenter le rendement du nouvel impôt.

CHAPITRE IV

Des personnes préposées au recouvrement de la taxe

Des préposés d'octroi ou des agents municipaux commissionnés à cet effet se présentent périodiquement chez les hôteliers, logeurs ou propriétaires pour y recueillir le produit de la taxe. Le maire détermine l'époque des tournées des agents collecteurs. Dans les hôtels et maisons meublées, les tournées devront avoir lieu au moins tous les cinq jours. Après vérification du registre d'inscription des étrangers et du registre de perception dont la tenue est prescrite, les agents collecteurs encaissent le montant des taxes perçues depuis leur précédente vérification et en donnent aussitôt décharge aux hôteliers, logeurs ou propriétaires, par mention inscrite sur le registre de perception.

Les agents collecteurs inscrivent en outre sur un registre à souche le montant de chaque versement et ils en délivrent immédiatement quittance. Ce registre est représenté pour vérification au receveur municipal, à

l'appui des versements faits à sa caisse par les collecteurs (1).

L'application de ces règles ne soulève aucune difficulté. En pratique, on pourra, pour les taxes à la saison, dispenser les hôteliers et logeurs du soin de les encaisser. Sur le vu du registre d'inscription qui indiquera, au moyen de deux colonnes, les étrangers payant à la saison et ceux payant à la journée, l'agent spécial pourra établir et présenter lui-même les quittances de tous ceux qui paieront à la saison. Les logeurs se trouveront par ce mode de procéder, complètement déchargés, puisque dans les villas, il n'y a guère que des baigneurs à la saison. Quant aux maîtres d'hôtels, ils n'auront à s'occuper que des passagers et des touristes, puisque la perception pour cette catégorie de clients ne peut être effectuée que par eux ; eux seuls, en effet, connaissent le jour du départ des baigneurs et eux seuls pourront établir la somme à percevoir.

Les agents préposés à l'encaissement de la taxe spéciale et commissionnés à cet effet sont tenus, avant de prêter serment, de verser un cautionnement dont le taux est fixé par le maire et qui ne peut être inférieur à 200 francs.

Les employés d'octroi, autres que les receveurs, sont

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 12.

tenus au même cautionnement, lorsqu'ils sont chargés de l'encaissement de la taxe spéciale (1).

Les registres dont la tenue est imposée aux hôteliers, logeurs et propriétaires, ainsi que les quittances délivrées par les agents collecteurs doivent être représentés à toute réquisition des agents de l'autorité. Annuellement, à la date fixée par le maire, les registres sont remis contre récépissé au secrétariat de la mairie (2).

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 13.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 14.

CHAPITRE V

Des personnes responsables du paiement de la taxe

La taxe spéciale devant être perçue par l'intermédiaire des logeurs, hôteliers et propriétaires, ces personnes ont été constituées responsables du paiement de la taxe.

Cette responsabilité est mise en jeu dans trois cas :

- 1° A défaut d'inscription sur le registre d'arrivée ;
- 2° A défaut de perception ;
- 3° A défaut de déclaration, en cas de départ furtif de l'assujetti.

Le premier cas ne change rien aux obligations existantes. L'article 475 du Code pénal prévoit que les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre régulièrement tenu, les noms, qualités, domicile habituel, date d'entrée et de sortie, de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons, seront punis d'une amende de 5 à 10 francs et l'article 478 édicte la peine de l'empri-

sonnement pendant cinq jours au plus en cas de récidive.

Les deux autres cas qui peuvent se présenter font l'objet de dispositions spéciales ; ils engagent la responsabilité de l'hôtelier ou du logeur, car ils ne peuvent se produire que par la mauvaise volonté de ceux-ci.

En cas de départ furtif, c'est-à-dire opéré avec intention de la part de l'assujetti de se soustraire au paiement, une simple demande en décharge de la taxe due suffit pour exonérer le logeur de toute responsabilité.

La procédure suivie est ainsi réglée : le maire qui est intéressé au recouvrement de la taxe doit être avisé de la requête, mais il n'a, quant à la suite à donner à la réclamation, aucune prérogative ; il appartient au juge de paix à qui elle est adressée de statuer sur l'exonération en la rejetant ou en l'accueillant (1).

Si l'assujetti conteste soit l'application qui lui est faite du tarif par l'hôtelier, logeur ou propriétaire, soit la quotité de la taxe à lui réclamée, il doit néanmoins acquitter le montant de la taxe contestée, sauf à en obtenir le remboursement après qu'il aura été statué sur sa réclamation par le juge de paix suivant les règles, formes et délais prévus pour les contestations en matière d'octroi (2).

La loi n'a pas expressément attribué compétence au

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 11, §§ 1 et 2.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 15.

juge de paix ; c'est le règlement d'administration publique qui a précisé cette attribution.

Le choix de ce magistrat a très certainement sa raison d'être dans la disposition de l'article 4 de la loi qui stipule qu'en cas d'infraction, les poursuites auxquelles il y aurait lieu de recourir pour le recouvrement de la taxe seront effectuées selon le mode usité en matière d'octroi.

Le juge de paix apparaît par suite comme le juge naturel des contestations d'ordre civil auxquelles donnent lieu les réclamations nées de la perception, soit qu'elles émanent des assujettis, soit qu'elles émanent des hôteliers, logeurs ou propriétaires. La procédure est aussi simple que peu coûteuse : le juge de paix devant qui est portée la demande du réclamant, prononce sommairement et sans frais.

Parallèlement à ce contentieux de la perception, existe le contentieux de la répression auquel donne lieu la violation des formalités établies pour le recouvrement de la taxe.

Les infractions sont constatées par les agents des contributions indirectes, les agents collecteurs et les officiers de police judiciaire (1).

En pratique, on n'aura recours à la première catégorie d'agents que dans les villes qui possèdent un oc-

(1) Décret du 26 juin 911, art. 16.

troi ; dans les autres centres, on utilisera le personnel municipal commissionné à cette fin, ou les officiers de police judiciaire, tels que gendarmes et commissaires de police.

Les pénalités encourues offrent le caractère d'être à la fois une peine et une réparation civile ; elles se justifient par le désir de réprimer les fraudes et d'empêcher la frustration des droits dus à la commune.

Ces pénalités sont au minimum égales au montant des taxes dont la caisse municipale a été privée ; elles peuvent s'élever au triple de ces taxes en cas de fraude et au double dans tous les autres cas (1).

Au point de vue théorique, les infractions commises sont des contraventions et elles sont dès lors punissables en l'absence d'intention coupable, réserve faite de l'application des circonstances atténuantes, mais au fond des choses, elles revêtent un caractère pénal et sont passibles des juridictions de simple police ou de police correctionnelle.

Nous pouvons ainsi dégager la règle de compétence sur laquelle le règlement est resté muet. Si la pénalité encourue est supérieure à 15 francs, le tribunal correctionnel doit être saisi ; si elle est inférieure ou égale à cette somme, c'est au juge de paix qu'il appartient de statuer.

Les pénalités prévues ne peuvent atteindre que les hô-

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 17.

teliers, logeurs ou propriétaires ; elles ne peuvent être étendues aux assujettis (1).

Les intermédiaires responsables ont la faculté d'exercer un recours contre les auteurs de fausses déclarations, mais ils ne peuvent, semble-t-il, dans le silence de la loi, agir qu'au civil.

(1) Le décret du 26 juin 1911 est resté muet à cet égard, mais l'interprétation que nous donnons résulte nettement de l'article 4 de la loi.

CHAPITRE VI

Emploi de la taxe

L'emploi des fonds provenant de la taxe de séjour est strictement limité à trois objets distincts : faciliter le traitement des indigents, favoriser la fréquentation de la station et son développement par des travaux d'assainissement et d'embellissement.

Traitement des indigents. — La question des indigents a depuis longtemps retenu l'attention du législateur.

Le décret du 23 vendémiaire an IV établit le droit à la gratuité pour les indigents et les militaires blessés. L'ordonnance du 18 juin 1823 confie aux inspecteurs médicaux la tâche de « soigner gratuitement les indigents admis dans les hospices dépendant des établissements thermaux et leur enjoint de les visiter au moins une fois par jour ». Le décret du 28 janvier 1860 étend les obligations des inspecteurs : « ils soignent gratuitement les indigents admis à faire usage des eaux, à

moins que ces malades ne soient placés dans des maisons hospitalières, où il serait pourvu à leur traitement par les autorités locales ».

La suppression de l'inspectorat remplace le régime de l'obligation par celui du libre concours du corps médical.

Dans les villes d'eaux où il existe des hôpitaux, les indigents sont hospitalisés et l'établissement charitable leur facilite la cure thermale. Dans celles qui en sont dépourvues, ils sont soignés par des médecins qui consentent bénévolement à leur donner des soins gratuits ou moyennant des honoraires très réduits.

Or, chaque année, le nombre des indigents envoyés aux stations hydrominérales croît dans des proportions élevées. Il est naturel qu'à une époque où les œuvres de solidarité sociale prennent un grand développement les pauvres soient largement appelés à bénéficier des traitements jusque-là réservés presque exclusivement aux favorisés de la fortune.

Cette affluence place le corps médical dans une douloureuse alternative : ou les étrangers seront privés de secours médicaux compétents, ou le médecin sera frappé d'un impôt excessif, sous forme de consultations gratuites interminables et cela sans compensation.

Pour mettre un terme à cette situation, il importe d'adapter la loi aux besoins nouveaux. Les résultats obtenus permettront d'organiser d'une façon peu coûteuse l'assistance dans les stations et inciteront les collectivi-

tés administratives à faire une part plus large au traitement hydrominéral.

A l'heure actuelle, les seuls départements qui ont institué ce mode de secours sont ceux qui possèdent des villes d'eaux sur leur territoire et quelques départements limitrophes ; partout ailleurs, les cas de ce genre sont tout à fait exceptionnels.

Si nous prenons les cinq stations de Bourbonne, Bourbon-l'Archambault, Néris, Plombières et Vichy — les seules pour lesquelles une statistique complète nous est connue — nous trouvons que 2.208 indigents y ont été soignés en 1907. Le département de la Seine en a envoyé 52, la Haute-Vienne, 55 ; le Rhône 97 et l'Allier 946. Eu égard à leur population respective, la Haute-Vienne et le Rhône en ont envoyé 10 fois plus que la Seine, l'Allier 157 fois plus (1).

La raison d'être de cet état de choses est dans la législation.

La loi du 15 juillet 1893 assure aux malades « privés de ressources » l'assistance médicale gratuite, mais elle ne leur garantit pas le bénéfice du traitement thermal ou climatique. La loi de 1910 va combler cette lacune en fournissant les ressources nécessaires à l'amélioration des services d'assistance médicale.

(1) Voir Rapport du Dr NIVIÈRE au 3^e Congrès des Villes d'eaux, bains de mer et stations climatiques tenu à Paris au mois de décembre 1911.

A cette fin, les Conseils municipaux devront adresser à l'appui de leurs propositions un état des facilités de traitement et institutions de secours dont bénéficient déjà les indigents dans la station.

Travaux d'assainissement et d'embellissement. —

Cette formule est très large ; pour en apprécier la portée, il faut tenir compte de l'esprit de la loi. Le législateur a voulu procurer aux villes de cure les moyens d'exécuter les travaux que comporte leur qualité de stations hydrominérales ou climatiques, travaux qu'une commune ordinaire ne ferait pas ou ferait dans des proportions restreintes.

Tout en ayant pour objectif de faire régner dans la station l'hygiène la plus rigoureuse, les Conseils municipaux ne doivent pas céder à la tentation d'établir une confusion entre les dépenses d'assainissement et les dépenses de voirie. Celles-ci peuvent, à bon droit, figurer dans la catégorie des travaux d'embellissement, lesquels comprennent en première ligne, la création de parcs, jardins et promenades à l'usage des étrangers.

L'exécution de ces travaux peut être concédée, par délibération municipale approuvée par le préfet, soit à la chambre d'industrie thermique ou climatique, soit aux comités d'intérêt local qui consacrent déjà une partie de leurs ressources à ce genre de travaux.

Ils peuvent être déclarés d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'Etat (1). Le concessionnaire, agis-

sant au nom de la commune ou du syndicat de communes, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, en vertu de la loi du 3 mai 1841, les terrains dont l'occupation est nécessaire à la réalisation des travaux.

La déclaration d'utilité publique dispense le concessionnaire des droits de timbre et d'enregistrement. Elle est considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer ne sont pas accomplies dans le délai de deux ans, à compter du jour de la déclaration.

Propagande et publicité. — Une partie des fonds de la taxe de séjour peut être affectée à la propagande, soit sous forme de publicité entreprise directement par la commune, affiches, brochures, soit sous forme de subventions accordées aux associations, comités d'intérêt local, syndicats d'initiative régionaux, qui éditent et distribuent gratuitement des brochures de propagande, guides, cartes, et organisent une publicité méthodique.

La loi a pour but d'assurer le développement des stations thermales et climatiques et la publicité est un des bons moyens à employer.

(1) Loi du 18 avril 1910, art. 2, § 2.

CHAPITRE VII

Caractère de la taxe

Le législateur a indiqué par ordre de préférence l'affectation qu'il y a lieu de donner au nouvel impôt. Il s'agit d'abord de faciliter le traitement des indigents par la création d'hôpitaux, de sanatoria ou de toutes autres organisations ; il s'agit ensuite de favoriser la fréquentation de la station et de son développement par des travaux d'assainissement ou d'embellissement. « Il va sans dire, déclare le Ministre de l'Intérieur, que la taxe nouvelle ne pourra en aucun cas être affectée à des travaux d'édilité dont la charge incombe au budget ordinaire de la commune » (1). Toutefois, les communes peuvent assigner le produit de la taxe au remboursement d'un emprunt émis pour faire face aux dépenses autorisées par la loi de 1910. Pareille affectation n'a pas pour objet de donner une sûreté particulière aux prêteurs de deniers : elle tend seulement à obliger les

(1) Circulaire ministérielle du 29 juillet 1911. *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, 1911, page 327.

agents locaux à ne percevoir la taxe que dans les limites et pour la durée nécessaires à l'amortissement de l'emprunt.

La taxe de séjour se présente donc sous le caractère d'une ressource communale avec affectation spéciale. Bien que « la règle de la non-affectation des recettes domine les finances locales comme les finances de l'Etat et pour les mêmes raisons » (1), les budgets communaux contiennent un certain nombre de taxes qui constituent des affectations de recettes. Ce sont : les taxes d'affouage ; les taxes additionnelles ou extraordinaires d'octroi ; la taxe des prestations ; les taxes spéciales perçues dans les stations hydrominérales et climatiques ; les surtaxes locales temporaires des chemins de fer ; les péages locaux temporaires dans les ports maritimes et dans certains cas : le produit des concessions dans les cimetières affecté aux pauvres, le droit des pauvres.

Par contre, il ne faut pas assimiler à la taxe de séjour les droits de voirie, les taxes d'abatage, les droits de péage, le produit des expéditions des actes de l'état civil. Ces ressources ne sont pas des recettes assignées ; elles tombent dans le budget communal et ne peuvent être isolées de la masse des autres recettes.

(1) G. JÈZE. Cours élémentaire de science des finances de législation financière française, 4^e édition, 1910, pages 338 et 353.

CHAPITRE VIII

Contrôle de la taxe

Pour assurer à la taxe de séjour la destination qui lui est propre et pour sauvegarder « l'intérêt spécial de la partie du public sur laquelle elle est perçue (1), le décret du 26 juin 1911 soumet l'emploi des fonds à un contrôle rigoureux.

Le produit de la taxe et l'emploi des recettes provenant de cette taxe font l'objet d'états de prévisions et de comptes distincts (2).

Les états de prévisions comprennent :

En recettes :

- 1° Le produit des taxes encaissées par la commune ;
- 2° Le montant des pénalités auxquelles donne lieu la violation des formalités établies pour le recouvrement des taxes.

(1) Exposé des motifs du projet de loi par M. Caillaux, Ministre des Finances. *Doc. parl.*, Chambre, annexe n° 1.224, sess. ord., 1907, page 1.053.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 18, § 1.

En dépenses :

- 1° Les frais de perception des taxes ;
- 2° Les frais de fonctionnement de la chambre d'industrie thermale ou climatique ;
- 3° Les dépenses gagées sur le produit des taxes spéciales (1).

Préparés par les maires, ils sont votés par les Conseils municipaux en même temps que les budgets des communes. Ils sont approuvés par le préfet après avis de la chambre d'industrie thermale ou climatique (2).

Les recettes et les dépenses effectuées sont inscrites dans les budgets et dans les comptes des communes à un article unique, tant en recette qu'en dépense et les états de prévisions et comptes spéciaux de la taxe, y sont annexés à titre de justification (3).

En clôture d'exercice, les reliquats provenant des recettes sont reportés au budget supplémentaire avec la même affectation (4).

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 20.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 19.

(3) Décret du 26 juin 1911, art. 18, § 2.

(4) Circulaire du 1^{er} juillet 1837. *Bulletin du Ministère de l'Intérieur*, années 1836 à 1839, page 287.

« Il est souvent nécessaire, lors de la clôture de l'exercice, de conserver leur affectation à certaines ressources qui proviennent soit d'emprunts, soit de secours accordés par le Gouvernement et qui n'ont pu être employés en temps utile. Ces ressources se trouvent par l'effet de l'arrêté réglementaire du compte, comprises sans distinction dans le boni de l'exercice clos. »

Pour éviter qu'elles soient détournées de leur destination, il sera

Les comptes d'emploi sont soumis par les maires à l'examen de la chambre d'industrie et approuvés par les conseils municipaux en même temps que les comptes administratifs concernant l'ensemble des services communaux.

Ils sont définitivement réglés par le Ministre de l'Intérieur, après avis des préfets et de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques de France (1).

Ces prescriptions semblent avoir été empruntées à la comptabilité des établissements communaux d'instruction secondaire (2). Comme les comptes des collèges, les comptes de la taxe sont établis distinctement des comptes communaux, mais ils sont rattachés à ces derniers dans lesquels on reporte pour ordre le chiffre global des recettes et celui des dépenses. Il s'ensuit que l'administration préfectorale ne peut approuver les comptes du maire pour l'exercice clos qu'après le règlement des comptes administratifs de la taxe par le Ministre de l'Intérieur.

Pour fortifier le contrôle administratif, la commission permanente a la prérogative importante d'adresser

bien de former dans le chapitre des dépenses supplémentaires, lorsque ce cas se présentera, une deuxième section intitulée: « Crédits ou portions de crédits non employés avant le 31 décembre dernier et reportés à l'exercice courant pour recevoir leur affectation spéciale ».

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 21.

(2) Décret du 7 janvier 1899, art. 4.

chaque année au Ministre de l'Intérieur sur l'emploi fait dans les diverses stations du produit des taxes, un rapport d'ensemble qui est publié au *Journal officiel* (1).

Cette surveillance administrative n'exclut pas le contrôle judiciaire des comptes. L'article 5 de la loi du 13 avril 1910 laisse au règlement d'administration publique à intervenir, le soin de déterminer les conditions dans lesquelles les comptes seront apurés.

Malgré cette disposition, le décret du 26 juin 1911 est resté muet à cet égard. Dans le silence des textes, il y a lieu de se reporter à la règle générale : le compte de gestion est apuré par le Conseil de préfecture, sauf recours à la Cour des comptes si les recettes de la taxe n'excèdent pas 30.000 francs. Il est apuré et définitivement réglé par la Cour des comptes si les recettes sont supérieures à ce chiffre.

L'emploi et le contrôle de la taxe sont bien faits « en vue du seul but à atteindre qui est de faciliter l'accès des stations thermales aux malheureux et d'attirer ou retenir chez nous par les meilleurs moyens, les étrangers qui se rendent à d'autres stations » (2).

Il n'y a pas à craindre que les fonds recueillis soient détournés de leur destination, quel que soit le désir des municipalités d'en utiliser le produit, non dans l'intérêt de la station, mais dans un but communal pour dimi-

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 45, § 2.

(2) Sénat : Rapport de M. DENOIX, le 16 mars 1909. *Doc. parl.*, n° 65.

nuer les centimes additionnels de leurs administrés. Cette crainte est absolument vaine ; les communes ne peuvent entreprendre de travaux sans l'approbation préfectorale. Il n'est pas de crédit dont l'emploi ne soit soumis à un contrôle et à des garanties. Tout détournement est impossible.

L'administration financière de la taxe par les chambres d'industrie thermale ou climatique, à l'aide d'un budget spécial, ainsi que le voulait la Chambre des Députés, n'offrait aucun intérêt pratique, puisque la taxe figure au budget communal avec affectation spéciale. Ces chambres n'en surveilleront pas moins les Conseils municipaux ; elles seront toutes prêtes à signaler ce qu'auront de défectueux les décisions prises ; elles le feront d'autant plus sûrement que les communes sont « mineures », c'est-à-dire soumises à la tutelle préfectorale (1).

(1) L'établissement de la taxe de séjour n'a été sollicité jusqu'à ce jour que par les communes de Châmonix, de Dax et de Vichy. Il est à prévoir que cet exemple sera suivi par la majorité des stations.

TITRE IV

La commission permanente des stations hydrominérales et climatiques

CHAPITRE PREMIER

Composition et attributions de la commission permanente

La commission permanente des stations hydrominérales et climatiques, instituée près le Ministre de l'Intérieur, est chargée d'étudier les questions intéressant la création et le développement des stations (1). Elle est composée de cinquante et un membres.

Douze membres de droit (2) :

Le président de la section de l'Intérieur au Conseil d'Etat, président ;

(1) Loi du 13 avril 1910, art. 8, § 1.

(2) Décret du 21 avril 1912.

Le directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques au ministère de l'Intérieur ;

Le directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'Intérieur ;

Le directeur de la Sûreté générale au Ministère de l'Intérieur ;

Le directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances ;

Le directeur des mines au Ministère des Travaux Publics ;

Le directeur du service de santé au Ministère de la Guerre ;

Le chef du service central de santé au Ministère de la Marine ;

Le président du conseil supérieur du service de santé des colonies ;

Le doyen de la Faculté de Médecine de Paris ;

Le directeur de l'école de pharmacie de Paris ;

Le directeur de l'office national du tourisme, au Ministère des Travaux Publics ;

Sept membres désignés par le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, l'Académie des sciences, l'Académie de Médecine, le conseil général des mines, le conseil supérieur d'hygiène publique de France, la Faculté de Médecine de Paris ;

Trente-deux membres nommés par décret, sur la proposition du ministre de l'Intérieur : trois sénateurs, trois députés, un inspecteur général des services admi-

nistratifs du Ministère de l'Intérieur, quatre maires de communes, sièges de stations hydrominérales ou climatiques, vingt et un membres désignés parmi les personnes compétentes en ce qui concerne l'hygiène des stations ou ayant qualité pour représenter les intérêts économiques des stations.

Les membres de la commission permanente, autres que les membres de droit, sont nommés pour trois ans (1).

Des rapporteurs spéciaux, nommés par le Ministre de l'Intérieur et choisis parmi les auditeurs au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, sont attachés avec voix consultative à la commission permanente. Ils ont voix délibérative dans les affaires dont ils sont rapporteurs (2).

Les chefs de bureau des directions de l'assistance et de l'hygiène publiques et de la sûreté générale au Ministère de l'Intérieur, auxquels ressortissent les affaires soumises à la commission permanente, assistent aux séances avec voix consultative.

Un secrétaire et des secrétaires-adjoints nommés par le Ministre de l'Intérieur sont attachés à la commission permanente. Ils tiennent les procès-verbaux des séances et conservent les archives de la commission.

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 41.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 42.

Les membres de la commission permanente élisent annuellement deux vice-présidents (1).

La commission se réunit sur la convocation du président. La présence de quinze membres au moins est nécessaire à la validité des délibérations (2).

Elle donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre et notamment sur les demandes de création de stations et d'établissement de chambre d'industrie.

Elle adresse chaque année au Ministre un rapport qui est publié au *Journal officiel* où elle fait valoir les observations que lui paraît comporter l'emploi fait dans les diverses stations du produit de la taxe (3).

(1) Décret du 26 juin 1911, art. 43.

(2) Décret du 26 juin 1911, art. 44.

(3) Loi du 13 avril 1910, art. 8, § 2; décret du 26 juin 1911, art. 45.

TROISIÈME PARTIE

La législation actuelle. Ce qu'elle peut donner La situation des stations en France et à l'Étranger

CHAPITRE PREMIER

Examen critique de la loi du 13 avril 1910

La loi du 13 avril 1910 réalise un progrès considérable.

Loyalement appliquée par les pouvoirs locaux et les collectivités intéressées, elle permettra de mettre en valeur le magnifique domaine hydrologique et climatique que nous possédons. Elle assurera à nos stations leur complet développement en les mettant à l'abri de la concurrence étrangère, en particulier de celle des villes d'eaux allemandes qui ont acquis au cours de ces

vingt dernières années une prospérité vraiment stupéfiante. Elle favorisera l'épanouissement des stations qui ne peuvent s'organiser faute de ressources et se contentent de vivre sur des traditions vétustes.

Elle n'est pas, cependant, elle ne peut pas être le dernier mot du législateur en la matière. Elle appelle des compléments, et, à ce titre, mérite quelques critiques.

Une première critique vise le caractère intrinsèque de la taxe. La loi de 1910 « autorise » les stations hydro-minérales ou climatiques à établir une taxe spéciale. La taxe est donc facultative. Or, il est communément admis que l'imposition nouvelle est seule capable de donner à la majorité de nos stations la vitalité qui leur manque. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas recourir à l'obligation ? C'est au nom de l'hygiène publique qu'on a cru devoir légiférer. Les malades se rendent dans les villes d'eaux et les centres climatiques pour recouvrer la santé ; ils doivent être assurés d'y trouver une organisation sanitaire satisfaisante. Pourquoi, dès lors, ne pas imposer celle-ci aux initiatives locales souvent défaillantes. Pour s'y refuser, on invoque les idées de liberté. Mais cet argument peut être discuté. On n'est pas libre de recevoir des malades dans un milieu où les conditions d'hygiène sont défectueuses. C'est une règle que les stations ne sauraient enfreindre sans nuire gravement à leur réputation et à leurs intérêts. Le Gouvernement l'a si bien compris qu'il exige désormais pour la reconnaissance officielle des stations un minimum de

garanties sanitaires (1). Si ces garanties font défaut, les travaux d'assainissement jugés indispensables sont imposés aux communes, et la taxe qui y pourvoit prend par suite un caractère obligatoire. Dans le cas contraire, la liberté des municipalités reste entière.

Une critique plus sérieuse résulte de l'absence de toute disposition relative à l'enseignement de l'hydrologie. Les Facultés ou écoles de médecine françaises, exception faite pour les Facultés de Toulouse, de Lille et de Bordeaux, ne dispensent pas cet enseignement à leurs élèves. Dès lors, le jeune praticien qui s'installe ignore tout des stations hydrominérales et climatiques. Il n'est donc pas à même de les conseiller à ceux de ses malades qui pourraient y trouver leur guérison ou l'allègement de leurs souffrances.

C'est là, on l'avouera, une situation paradoxale, et qui préjudicie gravement aux intérêts des malades et des stations. Il est inadmissible qu'au début du xx^e siècle, une science aux ressources de laquelle près de 400.000 personnes viennent chaque année sur notre territoire demander la guérison ou le soulagement de leurs maux soit officiellement ignorée de nos Facultés. Les universités sont pourtant faites pour s'adapter aussi exactement que possible aux progrès de la vie du pays.

(1) Voir *suprà*. Décret du 11 décembre 1912, page 92.

Elles doivent se mêler au courant de l'activité nationale, s'intéresser au mouvement scientifique, artistique, littéraire et économique des régions où elles sont établies. Elles ne doivent pas s'enfermer dans une tour d'ivoire, mais au contraire entrer en collaboration constante et féconde avec les départements, les villes, les associations, les groupements corporatifs.

Les brasseurs de l'Est ont créé une chaire de brasserie à la Faculté de Nancy ; les jeunes Français qui voulaient apprendre la fabrication de la bière allaient chercher autrefois leur enseignement en Allemagne ; aujourd'hui, ils restent à Nancy ; il y a mieux, les étrangers viennent chez nous.

A Bordeaux, à Dijon, des chaires d'œnologie ont été créées par les chambres de commerce et les syndicats de viticulteurs. A Lyon, le syndicat des marchands de cuir a créé une chaire de tannerie ; les fabricants de soie ont établi un enseignement pour la teinture des tissus. A Grenoble, les grands papetiers de France ont institué une chaire pour l'enseignement scientifique de la fabrication du papier.

L'Etat a accepté avec reconnaissance ces collaborations ; il n'a aucune raison de refuser le concours des syndicats, des sociétés thermales pour la création d'une chaire d'hydrologie et de climatologie à la Faculté de Médecine de Paris, et l'établissement d'un Institut central destiné à maintenir nos stations à la hauteur du progrès de la science.

Le groupe interparlementaire des villes d'eaux et stations climatiques, constitué en 1910 sous la présidence de M. Astier, sénateur de l'Ardèche, a décidé de poursuivre sur ce point l'œuvre patriotique du Parlement. Le programme qu'il s'est proposé de réaliser est à peine ébauché. L'effort constant et obstiné de tous les intéressés permettra seul de le mener à bonne fin.

CHAPITRE II

Fonctionnement des stations allemandes

Les critiques que nous adressons à la loi de 1910 apparaissent avec plus de relief quand on examine l'organisation des villes d'eaux étrangères, et plus particulièrement les stations allemandes, qui ont atteint de nos jours un développement surprenant.

Si l'on se reporte à trente ans en arrière, on constate que les villes d'eaux, les plages et les stations climatiques de la France et de l'Allemagne se trouvaient à peu de chose près dans le même état de très lente progression. Depuis lors, l'Allemagne a marché à pas de géant, tandis que chez nous, le mouvement ne s'opérerait que très lentement.

Les résultats obtenus par nos voisins d'outre-Rhin ont été tels que la plupart de leurs stations ont vu doubler le nombre des baigneurs. On en rencontre aujourd'hui plus de 30.000 à Bad-Kissingen ; Nauheim-Wiesbaden accuse jusqu'à 180.000 visiteurs, tant touristes que malades, et Carlsbad, la grande ville d'eaux du groupe de Bohême, compte au moment de la saison plus de

50.000 étrangers. D'une façon générale, une douzaine de villes d'eaux reçoivent chaque année une quantité de baigneurs qui atteint ou dépasse le chiffre de 25.000. Une quinzaine également voient chaque année de 10.000 à 15.000 visiteurs qui font une cure. Une quarantaine environ arrivent au chiffre de 5.000 à 10.000 baigneurs, et un nombre égal reçoivent de 1.500 à 3.000 clients ; ce sont les moins avantagées.

Les bains de mer scientifiquement aménagés sont en très grand nombre et donnent régulièrement l'hospitalité à des dizaines de mille de visiteurs. Les stations climatiques de l'intérieur sont nombreuses, et on ne compte pas les établissements de cure qui vivent largement.

En 1900, le nombre des malades ou baigneurs dans les villes d'eaux allemandes atteignait un total de 900.000. Etant donné le mouvement d'accroissement surprenant qui s'est produit depuis cette époque pour l'ensemble des stations, on peut fixer à 1.500.000 le nombre de visiteurs qui fréquentent aujourd'hui les villes d'eaux et les bains de mer. Et dans ce chiffre, ne sont pas compris les touristes, au nombre de 500.000 environ, qui séjournent dans les stations climatiques de l'intérieur, ou qui font une cure alpestre dans les hautes vallées de la Bavière, du Wurtemberg ou du duché de Bade. C'est donc une moyenne de deux millions de visiteurs que l'on trouve en Allemagne au moment de la saison, et si l'on évalue à 10 francs par personne et par jour le coût de la vie dans la station, soit 200 francs

pour 20 jours en moyenne, on obtient une recette annuelle de 400 millions de francs. Ce chiffre n'a rien d'exagéré. La statistique d'empire de 1907 établit qu'au cours de ladite année, les cures aux stations minérales et la vente des eaux ont rapporté à l'Allemagne la somme de 472.500.000 francs. Et encore cette somme énorme ne comprend-elle que les recettes des établissements. Une dépense aussi considérable est faite par les baigneurs et visiteurs dans les villes d'eaux et dans l'ensemble du pays, et c'est en fin de compte, à un milliard de francs que l'on peut estimer chez nos voisins l'utilisation économique des sources, des plages et des montagnes.

On comprend dès lors l'intérêt que les gouvernements portent à une industrie qui est un des facteurs les plus importants de la fortune nationale de l'Empire, et qui jouit à juste titre d'une réputation mondiale. Il est certain que les événements de 1870-71 ont fait aux villes d'eaux de l'Allemagne une importante réclame à l'étranger. En France même, une fraction de la bourgeoisie, oublieuse de nos deuils, n'a pas craint de donner sa clientèle aux stations d'outre-Rhin. Dans un certain monde, on ose à peine avouer un séjour à Vichy, à Evian ou à la mer, mais on parle très volontiers de la saison dernière passée à Kissingen ou à Carlsbad ; mais là n'est pas la seule raison du développement des villes d'eaux allemandes.

« La prospérité toujours croissante des stations de

cure et de villégiature allemandes, dit le professeur Frankenhauser, est due non seulement à l'intervention des pouvoirs publics, mais à l'intérêt que tous les Allemands portent à cette grande industrie, et particulièrement à l'activité et au zèle du médecin allemand. »

Pour le médecin allemand, une ville d'eaux est une station sanitaire où le malade vient chercher le rétablissement de la santé. Rien ne ressemble rien moins à un séjour de villégiature, car les règlements de police eux-mêmes, parfois très durs, sont établis dans un but curatif. Une commission sanitaire, composée du médecin-inspecteur, du directeur de l'établissement et d'autres personnalités spécialisées dans l'étude des questions d'hygiène existe en Allemagne dans toutes les villes d'eaux. Un agent du gouvernement procède, en présence de la commission, à des inspections fréquentes. En cas d'épidémie, la désinfection est obligatoire, sous peine de poursuites, l'isolement même peut être imposé. Il en est de même en Hongrie. Dans toutes les stations où viennent chaque année plus de trois cents baigneurs, l'application des règlements de police sanitaire est surveillée par un commissaire des bains. En outre, chaque établissement possède un inspecteur des bains choisi par le concessionnaire et accepté par le préfet du comitat : il contrôle les mesures d'hygiène de cet établissement.

On ne s'étonnera pas de l'influence des sociétés de médecins dans l'organisation de la vie locale des sta-

tions. Quand une commune a la prétention d'attirer chaque année une population de malades qui, parfois, dépasse de 5 à 10 fois sa population normale, elle a pour devoir de suivre les conseils qui lui sont fournis par le corps médical. L'organisation municipale, et à plus forte raison celle des établissements thermaux doivent être faites dans l'intérêt exclusif du malade et les avis des médecins doivent être largement écoutés. Cette influence du corps médical explique le caractère particulier, non seulement des villes d'eaux, mais aussi des stations balnéaires et climatiques. Les rives de la mer du Nord et de la Baltique présentent des plages de premier ordre où sont aménagés des établissements médicaux très importants ; les sites bien situés des Alpes de Bavière, d'Autriche, de Suisse et de Bade possèdent également des établissements de cure merveilleusement organisés qui permettent de répondre aux besoins multiples des baigneurs.

C'est en effet une caractéristique des stations allemandes que de grouper autour des établissements officiels une grande quantité d'instituts divers, de sanatoriums très variés où le malade peut trouver, outre la cure proprement dite de la ville d'eaux, les thérapeutiques les plus diverses : électricité, rayons X, inhalations de tous genres, hydrothérapie, gymnastique. Cette organisation tient à la composition chimique des eaux thermales, composition presque toujours uniforme, à type chloruré-sodique ou ferrugineux prédominant.

Comme l'a écrit le Docteur Bardet, à la suite de son voyage d'études aux stations minérales d'Allemagne et de Bohême, les eaux sulfurées sont rares en Allemagne et de minéralisation assez médiocre. Aucune eau de ce genre ne peut être comparée aux types si remarquables des Pyrénées. De même, les sources de la famille des bicarbonatées sodiques font également défaut. Il n'existe que de très rares eaux du type bicarbonaté mixte, et encore presque toujours avec association sulfatée et chlorurée. Mais les Allemands sont gens pratiques. Si leurs ressources hydrominérales et climatiques sont naturellement inférieures aux nôtres, le profit qu'ils en ont tiré par une exploitation scientifiquement dirigée est réellement supérieur. Ils ont fait des sacrifices énormes pour installer leurs établissements de cure et les doter d'un outillage pourvu de tous les perfectionnements modernes. Ces établissements ne sont pas tous purement médicaux ; certains sont en même temps de véritables hôtels, installés avec tous les raffinements du luxe et du confort. C'est que l'industrie hôtelière, qui avait déjà fait ses preuves en Suisse où elle est devenue une véritable industrie nationale, est arrivée en Allemagne à un extraordinaire degré de prospérité. Avec l'appui effectif des pouvoirs publics, des municipalités, des groupements professionnels et commerciaux, les hôteliers ont constitué de puissantes sociétés de capitaux qui sont à même de bâtir un très bon hôtel partout où le besoin s'en fait sentir. Les hôtels allemands sont les pre-

miers du monde, au point de vue du matériel, de l'agencement, des installations de toutes sortes qui réalisent les perfectionnements les plus modernes et permettent de répondre aux besoins multiples d'une clientèle cosmopolite, habituée au luxe et au grand confort. Les hôtels sont installés non seulement dans les grands centres, mais aussi dans les coins les plus retirés du Tyrol et des montagnes de l'Autriche où le visiteur est sûr de se faire comprendre et de trouver tout le bien-être qu'il recherche. Voilà ce qui explique le développement surprenant de toutes les villes d'eaux allemandes. Les étrangers, surtout les Russes et les Américains, sont attirés par les stations hivernales et estivales d'outre-Rhin, véritable rendez-vous mondial des gens fortunés. Ces baigneurs, surtout les Américains, y vivent à grands frais et répandent l'opulence dans le pays. La prospérité générale s'en ressent et le mouvement commercial créé par la fréquentation des villes d'eaux est considérable.

Certes, les pouvoirs publics sont pour beaucoup dans cette prospérité croissante, mais la plus belle part du résultat obtenu revient sans conteste au médecin allemand. Etudiant, il a suivi dans les universités un enseignement très complet sur la thérapeutique thermique ou climatique et il a appris très exactement l'admirable bénéfice que le malade pouvait tirer de l'excellent moyen de traitement qu'est la cure thermique. Praticien, il sait faire profiter sa patrie des connaissances et de l'expé-

rience qu'il a acquises. Tous les pays d'Europe et d'Amérique sont visités par lui. On le rencontre, non seulement au Canada et aux Etats-Unis, mais encore au Brésil, en Argentine, au Pérou et au Chili. Très documenté, parlant la langue du pays, il fait une admirable publicité à la science allemande, aux stations et aux produits allemands. C'est en Allemagne que les Américains vont, à l'heure actuelle, faire leurs études ; ils en rapportent naturellement des livres et des instruments : ils ne connaissent que les eaux allemandes, et la plus belle clientèle des stations de Nauheim et Kissingen vient d'Amérique. Le résultat ainsi obtenu est considérable ; il assure à l'Allemagne scientifique une réputation enviable à l'étranger et il contribue dans une large mesure à accroître la richesse de l'empire.

Cet accroissement de fortune a d'ailleurs une cause plus directe dans les conditions d'exploitation des eaux thermales. Les stations d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, jouissent d'une situation privilégiée : elles sont pour la plupart la propriété des communes et directement gérées par elles ; elles gardent, par suite, les bénéfices acquis et les emploient à l'amélioration de leur outillage et à l'entretien de la station. Nombre d'entre elles sont en outre favorisées par des exemptions d'impôts et des privilèges spéciaux.

Cependant, presque toutes ont cru devoir augmenter leurs ressources normales « en faisant contribuer les personnes qui fréquentent les stations aux services d'or-

dre privé dont elles profitent et dans la mesure où elles en bénéficient » (1). Elles ont institué à cette fin une taxe extraordinaire qui frappe les étrangers qui se rendent dans une station pour un séjour prolongé.

C'est la « Kür-taxé » à laquelle on attribue unanimement la prospérité actuelle des stations de l'Europe centrale. Grâce à elle, les villes d'eaux encaissent chaque année des sommes considérables sans que la population locale soit accablée d'impôts ; les recettes obtenues sont affectées exclusivement aux travaux de toute nature qui peuvent intéresser la population saisonnière.

Le fonctionnement de la Kür-taxé est intéressant à connaître ; il ne sera exposé que dans ses grandes lignes.

La Kür-taxé des Allemands, improprement appelée taxe de cure, ne confère pas un droit de traitement, en dehors de l'usage des buvettes. C'est un impôt qui frappe les étrangers qui séjournent au delà de quelques jours (5 à 7) dans une station hydrominérale ou climatique. Elle représente leur contribution aux travaux d'hygiène, de confort et d'embellissement que nécessite leur affluence pendant les quelques mois de l'année qui constituent la saison et frappe les malades ainsi que les gens bien portants qui les accompagnent ou qui, isolément, visitent le pays. Le plus souvent, elle n'est due entièrement que par le chef de famille ; les autres membres profitent de réductions sensibles. Des exemptions totales ou

(1) Royaume de Prusse, Loi du 14 juillet 1893.

partielles sont admises en faveur des indigents, des individus attachés exclusivement à la personne et de certaines catégories de citoyens, fonctionnaires, officiers subalternes et médecins.

Variable avec la condition sociale du voyageur, elle peut être augmentée de taxes supplémentaires, telles que la taxe de musique, la taxe sur les chiens et la taxe de consommation (1). Elle est perçue par l'intermédiaire du logeur ou de l'hôtelier qui est astreint à une déclaration. La déclaration contrôlée au besoin par l'administration a pour but d'empêcher les fraudes en frappant les dissimulations de pénalités prévues par un règlement local.

Le taux de la cure-taxé varie avec chaque station. On

(1) A Kissingen, la cure-taxé s'élève, selon la classe, à 37 fr. 50. 25 fr. et 12 fr. 50 par personne. Des réductions d'environ des $\frac{2}{3}$ sont accordées aux personnes accompagnant le chef de famille. Il existe en outre une taxe municipale de 1 fr. 25 par personne.

A Wiesbaden, la classe unique est fixée à 25 fr. pour le chef de famille, et à 12 fr. 50 pour les autres membres.

A Nauheim, la 1^{re} personne paie 25 fr., la 2^e 12 fr. 50, et chaque personne en plus 6 fr. 25. Il existe des taxes réduites de 7 fr. 50 et 3 fr. 75 pour les indigents.

En Autriche, on perçoit deux taxes dans les villes d'eaux : la cure-taxé proprement dite et la taxe de musique. A Carlsbad, un étranger qui paie les deux taxes de cure et de musique verse dans la caisse municipale 33 fr. pour la 1^{re} classe, 21 fr. 20 pour la 2^e classe, 14 fr. 20 pour la 3^e classe.

Ces taxes donnent droit au séjour, à la fréquentation des buvettes, du casino et du jardin, aux concerts publics et aux bals. Il est délivré à l'étranger une cure-carte qu'il doit présenter chaque fois qu'il veut entrer dans les établissements.

sait, en effet, que les communes d'Autriche et d'Allemagne jouissent d'une autonomie administrative qui leur permet de fixer comme elles l'entendent leurs mesures fiscales.

Le montant de la taxe est recouvré par une société de la station comprenant à la fois les médecins ou leurs délégués, les représentants de la municipalité et des professions intéressées. La composition de cette société peut varier, mais c'est toujours elle, et non le Conseil municipal, qui est chargée de percevoir la cure-taxa et d'ordonner les dépenses. L'emploi des fonds recueillis est réservé à l'amélioration de la station, à l'organisation des services d'assistance et d'hygiène, à l'entretien des promenades, même au loin de la ville, à l'édification de galeries couvertes et autres constructions pouvant servir à l'ensemble des visiteurs.

Les sommes ainsi perçues sont réellement élevées. Kissingen et Nauheim encaissent un demi-million par an ; Carlsbad un million et Wiesbaden quatre millions de francs. Pour l'ensemble des stations allemandes, on évalue à douze millions le montant de la recette annuelle fournie par la cure-taxa.

L'importance de ces ressources extraordinaires, obtenues sans difficulté, ne pesant pas sur l'habitant et permettant de donner à l'étranger qui vient dans la station toutes les garanties de confort, de sécurité et de luxe qu'il recherche, n'échappera à personne, et c'est bien là l'élément de succès qui a donné aux stations de l'Eu-

rope centrale l'essor de prospérité dont elles jouissent actuellement.

L'œuvre entreprise est pourtant de date récente ; son origine remonte au vote d'une loi spéciale aux villes d'eaux du royaume de Bohême qui oblige les municipalités de ces villes à employer dans l'intérêt exclusif de la cure, le produit de certaines taxes perçues sur les malades (1). Cette loi fut imitée aussitôt dans les pays voisins. L'Allemagne, notamment, établit la cure-tax en 1873, au lendemain de l'interdiction des jeux publics dans l'Empire.

La suppression des jeux entraîna un fléchissement assez sensible dans la population saisonnière de quelques stations pendant les trois ou quatre années qui suivirent, mais bientôt une clientèle plus nombreuse, appartenant surtout à cette bourgeoisie active, enrichie par le commerce, qui fit la fortune de l'Allemagne moderne, afflua dans les villes d'eaux, toute heureuse de retrouver dans l'atmosphère vivifiante et assainie des stations une tranquillité que les distractions du jeu ne viendraient plus troubler.

(1) Royaume de Bohême. Loi du 27 octobre 1868.

CHAPITRE III

Fonctionnement des stations françaises

Si l'on passe à l'examen des villes d'eaux et des stations climatiques françaises, on est obligé de reconnaître que nous n'avons su ni utiliser le plus grand nombre de nos sources thermales, ni exploiter rationnellement la majorité de nos stations. D'après les chiffres fournis par M. Fère, au groupe interparlementaire des villes d'eaux, la recette de l'ensemble des villes de cure n'atteindrait pas 130 millions, alors qu'en Allemagne, elle dépasse le demi-milliard. L'infériorité de notre industrie hydrominérale vis-à-vis de l'étranger est donc notoire.

Cette infériorité n'apparaît toutefois que lorsqu'on envisage les villes d'eaux de moyenne importance. Nos grandes stations ont su s'organiser très sérieusement pour satisfaire aux besoins de la population saisonnière, et leur prospérité n'a rien à envier à celle des centres thermaux les plus réputés du monde entier. Vichy reçoit actuellement plus de 100.000 étrangers par saison

(102.000 en 1909) ; Aix-les-Bains 43.000, Biarritz 40.000, Châtel-Guyon 29.000 ; Evian 15.000. Dans les centres moins connus, la clientèle baisse rapidement ; on compte seulement une dizaine de villes d'eaux qui voient affluer chez elles de 10.000 à 15.000 malades ; une dizaine atteignent à peine 5.000 ; nombre égal de stations oscillent autour de 2.000 ; les autres ne reçoivent que quelques centaines de malades. C'est là une situation regrettable qui contraste singulièrement avec la richesse de notre domaine hydrologique.

Beaucoup de stations n'ont pas l'importance que mériteraient leurs sources. Dans bien des cas même, on peut voir complètement délaissées des eaux d'une réelle valeur curative. Et si l'on considère notre situation au point de vue climatique et balnéaire, on arrive aux mêmes constatations pénibles, à savoir que notre pays ne sait pas mettre en valeur les magnifiques situations qu'il possède dans les régions alpestres et maritimes. En dehors des grandes stations connues : Nice, Trouville, Deauville, Chamonix, Berck, pour ne citer que quelques noms, nous sommes encore à l'enfance de ce genre d'exploitation. Notre domaine est considérable et nous le laissons en grande partie sans utilisation. A quoi cela tient-il ?

La station hydrominérale étrangère, comme nous l'avons vu, est presque toujours exploitée directement par l'Etat ou par la commune. De plus, l'organisation politique de ces pays laisse aux communes une indé-

pendance fiscale qui permet une réglementation s'adaptant avec souplesse aux besoins spéciaux des localités.

En France, il en va tout différemment : une centralisation absolue, des conditions d'exploitation très variées : Etat, communes, fermiers, particuliers, un régime financier immuablement identique pour toutes les localités.

La commune où est exploitée une source minérale fonctionne au point de vue fiscal comme toute autre commune de France ayant un chiffre égal de population : or, elle doit faire face pendant 3 à 6 mois de l'année aux dépenses qu'entraîne une population 5 à 6 fois supérieure. Hospitalisation d'indigents, police sanitaire, services d'hygiène, eaux potables, égouts, voirie, routes et promenades doivent être appropriés à une population saisonnière élégante de 10.000 âmes par exemple, alors que la population fixe imposable n'est que de 1.500 habitants dont les besoins ruraux eussent été plus modestes : il y a là une situation anormale à laquelle ne sauraient faire face les centimes additionnels les plus excessifs.

Si la commune était toujours propriétaire de ses eaux, elle pourrait compenser, en partie, ses dépenses par les bénéfices, que lui laisserait l'exploitation de l'établissement et des sources ; mais en France, cette situation est l'exception. Tantôt les sources appartiennent à l'Etat qui exploite lui-même, ou le plus souvent, afferme à un particulier ou à une compagnie : tantôt c'est un parti-

culier qui est propriétaire exploitant ; tantôt, enfin, c'est la commune qui possède et afferme, à moins qu'exceptionnellement elle ne gère elle-même sa propriété (1). Il résulte de cet état de choses que l'Etat versant ses bénéfices au budget général, le particulier propriétaire ou les fermiers employant les leurs à rémunérer les capitaux engagés, la commune se trouve réduite à ses ressources ordinaires pour faire face à des dépenses extraordinaires exagérées.

La stagnation de la plupart de nos villes d'eaux trouve ainsi son explication naturelle, et cette situation se maintiendra forcément tant que la loi de 1910 n'aura pas reçu une complète application.

Jusque-là, et encore seulement dans quelques communes privilégiées, le jeu restera la seule ressource budgétaire sur laquelle la municipalité pourra utilement compter pour réaliser les améliorations nécessaires.

Situation regrettable s'il en est, car il est attristant de constater que des villes destinées à soigner des malades soient obligées, pour équilibrer leur budget, d'avoir recours aux bénéfices des petits chevaux du casino et à la cagnotte du cercle. Le baigneur qui est attiré par les distractions du jeu se plie difficilement aux exigences de sa cure, et le séjour à la station ne lui procure qu'un maigre bien-être.

Quoi qu'il en soit, les ressources du jeu ont large-

(1) Voir *suprà*, page 14.

ment contribué au développement de quelques stations réputées (1). Des travaux d'assainissement, de voirie, des créations de jardins publics y ont été exécutés à l'aide d'emprunts, gagés au moyen des subventions que les directeurs des casinos accordaient. Mais partout ailleurs, la situation est restée précaire ; faute de ressources, les installations matérielles n'ont pu être réalisées avec tout le confort moderne ; les établissements balnéaires ont conservé un outillage souvent démodé, parfois même défectueux au point de vue de l'hygiène ; la clientèle riche a déserté en partie, et la station, atteinte dans ses intérêts vitaux a vu sa prospérité amoindrie et son existence compromise.

Certes, nos stations connues n'en sont pas là. Elles ont fait un louable effort pour aménager les hôtels, créer des promenades et réaliser une organisation thérapeutique sérieuse. Vichy, Biarritz, Aix, Evian, pour ne citer que les principales, possèdent des établissements de cure admirablement installés et qui pratiquent les traitements les plus variés : douches, bains spéciaux, mécanothérapie, électrothérapie, bains de lumière, gymnastique ; leur organisation très complète n'a pas été surpassée à l'étranger.

Les déficiences de notre pratique n'apparaissent que lorsqu'on examine les stations de moyenne importance. Les établissements ne sont pas parfaitement tenus ; les

(1) Voir *suprà*, page 114.

promenades, les distractions, les amusements font trop souvent défaut. Les hôtels, bien que beaucoup améliorés, sont encore insuffisants pour les goûts modernes et ne présentent pas le confort et le luxe que l'on rencontre à l'étranger. Il a fallu les progrès de l'automobile et du tourisme pour secouer l'apathie de nos hôteliers. Il y a à peine quinze ans qu'on trouve dans les grands centres des hôtels convenables et, parmi nos villes d'eaux, une dizaine seulement peuvent offrir au baigneur des appartements aussi luxueux que ceux d'Allemagne et d'Autriche. Très souvent même, dans les grandes stations climatiques de la côte d'Azur, les meilleures maisons sont tenues par des Allemands ou par des Suisses.

Nos richesses hydrominérales sont pourtant infiniment plus nombreuses et plus variées que celles de nos voisins. Nous possédons 410 groupes d'eaux qui peuvent être exploités et l'Allemagne 250 seulement. Par contre, l'Empire allemand a organisé 216 stations, et nous n'en comptons que 110, dont 50 environ ne sont organisées que pour la vente exclusive de l'eau (1). La supériorité naturelle de notre domaine hydrologique est donc manifeste. Elle permet d'adopter pour l'utilisation des eaux le mode d'exploitation le plus rationnel : à savoir une spécialisation scientifique, des stations permettant de

(1) Dr BARDET. *Stations de France et stations d'Allemagne*, 1912, pages 63 et 64.

donner à chaque état morbide particulier une médication hydrominérale appropriée (1). On ne saurait trop protester contre tout projet de transformer les stations françaises en stations médicales où sont concentrées les ressources multiples de la physiothérapie ; on ferait perdre de gaieté de cœur à nos villes d'eaux, vis-à-vis de leurs rivales étrangères, leur principal élément de supériorité incontestée, tout en méconnaissant l'intérêt du malade. Dans la station spécialisée, le baigneur est certain de trouver la cure appropriée à son état actuel : 1° médecins plus particulièrement adonnés à la pratique de sa maladie ; 2° eaux minérales pouvant fournir les meilleurs résultats dans le traitement suivi ; 3° institutions et cures accessoires (électricité, mécanothérapie, etc.) les plus avantageuses pour compléter la cure thermale principale.

L'Allemagne n'a pas cru devoir admettre le système de la spécialisation, mais une réaction semble se produire en ce moment contre le concept hydrologique en vigueur. Si la station vaut surtout par l'organisation, l'eau n'intervenant que pour une faible part dans la cure, point n'est besoin d'installer les sanatoriums, les maisons de régime et les maisons chirurgicales dans les centres thermaux. On peut, avec non moins de raison, concentrer ces ressources curatives loin des sour-

(1) Dr BARDET, *Stations de France et stations d'Allemagne*, 1912, pages 63 et 64.

ces exploitées, dans une localité présentant des garanties d'hygiène : on suscite alors aux villes d'eaux une concurrence très préjudiciable à laquelle il n'est permis d'échapper que par la spécialisation. C'est cette conception dernière qui a obtenu au Mont-Dore, à Châtel-Guyon, à Contrexéville, à Vals et à Vichy un succès définitif. Ce succès pourrait être assuré également dans bon nombre de stations. Il suffirait de mettre en valeur les richesses naturelles que nous possédons. Jusqu'à présent, nous n'avons utilisé que 24 0/0 de nos sources, tandis que l'Allemagne en exploite 86 0/0 (1). Les raisons que nous avons données pour expliquer cet état de choses ne sont pas les seules ; il en existe d'autres, d'ordre essentiellement médical, qui ont été maintes fois citées. Elles ont été mises en lumière, notamment par M. le Professeur Albert Robin au 3^e congrès des villes d'eaux (2). Bornons-nous à les reproduire.

« Admettons, dit M. Robin, que partout le Français capitaliste et industriel ait fait tout son devoir, que les hôteliers aient bâti partout des hôtels modernes et que les compagnies aient su, dans toutes les stations, réaliser une organisation thérapeutique irréprochable ; pouvons-nous croire que la foule des malades y arri-

(1) Dr BARDET. *Stations de France et stations d'Allemagne*, 1912. pages 63 et 64.

(2) Voir rapport présenté par M. le professeur ALBERT ROBIN au 3^e Congrès des Villes d'eaux, tenu à Paris au mois de décembre 1911.

vera du seul fait de cette organisation meilleure ? Je réponds nettement : non.

« La meilleure preuve, c'est que si la dizaine de nos plus prospères villes d'eaux, qui ont justement rempli ce programme complet, atteint à peine chaque année, sauf deux qui le dépassent notablement, le chiffre réel de 10.000 malades, en Allemagne, parmi les stations similaires, il en est plus de dix qui dépassent et de beaucoup le chiffre de 20.000.

« Pourquoi cette différence ? Pourquoi la décadence de tant de petites villes qui, jadis, recevaient de 1.500 à 2.000 baigneurs, et qui maintenant, voient à peine 300 ou 400 visiteurs ? La réponse est simple : médecins d'eaux de très réelle valeur, établissements vraiment adaptés aux besoins de la cure ne peuvent que recevoir les malades qui leur sont envoyés. Or, qui peut envoyer des malades aux stations ? Le médecin traitant. Et ici se pose un grave problème, dont dépend en grande partie la prospérité de nos villes de cure. Si le médecin praticien n'envoie pas aux eaux minérales une plus grande partie de ses malades qui pourraient tirer un admirable bénéfice de l'excellent moyen de traitement qu'est la cure thermale, c'est tout bonnement parce que ce médecin, au cours de ses études, est tenu depuis trente ans dans une ignorance presque absolue des eaux minérales et de leurs propriétés thérapeutiques. Il est triste de faire pareil aveu, mais non seulement beaucoup de médecins français ignorent les stations de leur pays,

qu'il s'agisse de villes d'eaux ou de stations climatiques, mais encore il en est plus qu'on ne croit qui manifestent parfois un scepticisme regrettable sur la valeur de ces merveilleux agents de traitement.

« Il y a pis à dire : l'étudiant étranger sort de nos Facultés de Médecine, sauf celle de Toulouse, où professe M. Garrigou avec l'éclat que l'on sait, sans avoir appris qu'il existe en France des eaux minérales de premier ordre (car personne ne qualifiera d'enseignement régulier les notions hâtives qu'en ces deux dernières années, les Facultés ont dispensé à quelques étudiants, dans les amphithéâtres à peu près déserts).

« Alors, qu'arrive-t-il ? Ce jeune médecin étranger va presque toujours passer un certain temps en Allemagne, avant de se fixer dans son pays, et là, il trouve dans presque toutes les Universités, des cours méthodiques d'hydrologie, de climatologie et de balnéologie. Il apprend à connaître les stations des pays allemands et plus tard, quand il aura à conseiller à un de ses malades une cure thermale, c'est en Allemagne, en Autriche ou en Suisse qu'il l'enverra.

« Et c'est ainsi que depuis dix ans nous voyons se produire ce fait étrangement paradoxal : des Américains du Nord et du Sud viennent s'installer en France, à Paris, pour y vivre quelques mois; mais au moment de la saison, ils nous quittent pour aller faire une cure à l'étranger. »

Pour réagir contre cet état de choses, il faudrait que

le corps médical connaisse les richesses minérales et climatiques de France, leur action et leur médication. Or, tandis que l'Allemagne possède un enseignement très complet de ces matières, elles figurent à peine, et comme par hasard dans notre enseignement thérapeutique.

Quelles sont les causes d'une telle anomalie ? Les charges croissantes du budget national ? Non pas. Les syndicats des villes d'eaux se sont engagés à payer les dépenses de l'enseignement. Si donc il fait défaut, son absence ne peut être due qu'à l'indifférence, à l'incurie administrative qui apporte aujourd'hui encore, une trop lourde entrave à la vie économique et industrielle du pays.

Ce n'est pas qu'un effort notable n'ait été accompli pour mener à bonne fin l'œuvre ébauchée par M. Garrigou. Des personnalités éminentes du monde médical ont plaidé avec chaleur, dans de nombreuses revues, la cause de l'hydrologie, et M. Landouzy, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, a si bien senti la nécessité d'une propagande en faveur des eaux françaises qu'il a organisé, de concert avec M. Carron de la Carrière, ancien président de la Société d'Hydrologie médicale de Paris, « des voyages aux eaux minérales et stations climatiques » où l'on étudie sur place l'organisation des stations, les installations et les procédés de cure. Les stations ont été divisées en cinq groupes d'après leur situation géographique : Centre et Auvergne ; Pyrénées-Occidentales et Sud-Ouest ; Savoie

et Dauphiné : Vosges, Jura et Est : Pyrénées-Orientales et Sud-Est.

Chaque année, depuis 1899, un voyage d'études a lieu au mois de septembre aux stations situées dans la même région.

Le succès a dépassé toutes les prévisions ; grâce à ces déplacements, plus d'un millier de médecins, dont un tiers étrangers, ont pu perfectionner leur instruction et ont ensuite porté la bonne parole en faveur des installations que possèdent nos établissements thermaux. Ils publient, à leur retour, des comptes rendus détaillés et élogieux et font ainsi à nos stations une publicité très profitable.

De leur côté, les municipalités des villes d'eaux ne sont pas restées inactives. Dès le mois de juin 1903, le Conseil municipal d'Eaux-Bonnes émettait à l'unanimité le vœu qu'une chaire d'hydrologie française fût créée le plus rapidement possible dans chaque Faculté de Médecine. Cet exemple était bientôt suivi par les assemblées communales de plus de 60 stations thermales.

Obéissant à ces suggestions, le groupe interparlementaire des Eaux minérales prenait en mains la question. MM. Astier, Pédebidou, Louis Barthou, Georges Leygues, mettaient à profit la discussion annuelle du budget du Ministère de l'Instruction Publique pour faire ressortir l'importance que présentait pour le développement de nos stations thermales la création demandée.

A la séance de la Chambre des Députés du 17 novembre 1911, M. Louis Barthou s'exprimait ainsi :

« Il y a trente ans, les stations thermales et climatiques de France et d'Allemagne, se trouvaient dans une situation identique de médiocrité relative. Pendant les trente dernières années, on assiste à un développement extraordinaire de toutes les stations allemandes et autrichiennes, tandis que nos stations de France, sauf exceptions très rares, restent stationnaires et même reculent. C'est qu'en Allemagne, il existe un enseignement de l'hydrologie et de la climatologie ».

M. Barthou avait raison. Alors que depuis de nombreuses années, on se rend un compte précis des effets thérapeutiques éminemment efficaces des divers climats et des eaux minérales, nos Universités françaises ne se sont pas encore préoccupées d'apprendre aux étudiants quelles sont ces eaux, quels sont ces climats ; on ne leur a jamais montré ni leur variété d'action, ni la puissance de leurs vertus.

Pendant ce temps, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, menaient en faveur de leurs stations thermales une active et habile propagande. L'Allemagne ne se contentait pas de créer des chaires d'hydrologie dans ses Facultés de Médecine, et de les doter de larges subsides ; elle projetait, à Francfort-sur-le-Mein, la création d'un Institut central dans lequel devaient être concentrés toutes les recherches, tous les documents relatifs, non seu-

lement aux sources thermales, mais encore aux établissements balnéaires et aux cures de climat.

Le projet a été ajourné, faute de ressources suffisantes (1), mais les sommes recueillies ont servi à subventionner les laboratoires existants, et toutes démarches utiles ont été faites auprès des divers Instituts scientifiques pour qu'ils établissent des travaux intéressant l'hydrologie et la climatologie.

En France, la question de l'Institut d'hydrologie est seule résolue.

Malgré les interventions parlementaires, malgré le mouvement d'opinion qui se dessine d'une façon très nette, la Faculté de Médecine de Paris n'a pas encore envisagé la possibilité de donner à l'enseignement de cette science une organisation autonome. Le projet n'est pas, toutefois, abandonné, et il est à souhaiter que sous une forme ou sous une autre, la chaire d'hydrologie soit créée. Aucune difficulté budgétaire ne peut être invoquée : les syndicats des Villes d'eaux se sont offerts à faire les frais de l'enseignement.

A Lille et à Bordeaux un cours d'hydrologie a été organisé l'an dernier, grâce à l'initiative des conseils généraux de ces régions. Avec Toulouse, où M. Garrigou

(1) La gestion de l'Institut de Francfort devait s'élever annuellement à 48.000 marks; or, l'ensemble des souscriptions n'était pas supérieur à 20.000 marks. *Gazette des Eaux* du 2 décembre 1911, page 950.

enseigne depuis 22 ans, nous comptons donc 3 chaires provinciales d'hydrologie. Pour peu que la propagande soit intensifiée, les autres Facultés suivront le mouvement dessiné par leurs aînées, et l'enseignement de l'Hydrologie, de la Balnéologie et de la Climatologie pourra s'organiser très rapidement d'une façon méthodique et rationnelle. Cette organisation scientifique n'a d'ailleurs pas pour seul but la solution d'une simple question pédagogique. Elle doit à nos yeux trouver son expression définitive dans la création d'un Institut central qui fournirait aux hydrologues tous les moyens de travail indispensables et permettrait les recherches scientifiques motivées par l'examen des problèmes qui se posent chaque jour dans les industries de cure. L'utilité de cette création a été aperçue depuis longtemps par les hommes éminents qui se sont occupés de la question. Mais c'est encore l'Université de Toulouse qui a abouti la première à une solution positive. L'an dernier, l'établissement d'un institut d'hydrologie a été décidé par le conseil de cette Université. Le projet a reçu l'accueil le plus enthousiaste de la part des compagnies fermières, des syndicats d'initiative, des départements et des municipalités intéressés qui ont promis leur concours pécuniaire.

L'exemple donné par Toulouse a été suivi tout aussitôt par Paris. L'œuvre d'organisation a été rapidement menée à bonne fin, avec un programme d'action très complet. Par arrêté ministériel du 3 mars 1913, M.

le Ministre de l'Instruction Publique a créé à l'Ecole des Hautes-Etudes un Institut d'hydrologie et de climatologie, rattaché au Collège de France au moyen de six laboratoires :

1° Laboratoire de physique hydrologique (Collège de France) ; 2° laboratoire de Chimie analytique hydrologique (Faculté des Sciences) ; 3° laboratoire de Chimie physique hydrologique (Ecole de Pharmacie) ; 4° laboratoire de Thérapeutique hydrologique (Faculté de Médecine) ; 5° laboratoire d'Hygiène hydrologique et climatique (Collège de France) ; 1° laboratoire d'Hydrologie générale.

L'Institut est placé sous la direction d'un Conseil d'Administration composé des directeurs des six laboratoires auxquels sont adjoints l'Administrateur du Collège de France et le président de la troisième section de l'Ecole des Hautes-Etudes. Il a pour secrétaire général le docteur Bardet.

L'Institut poursuivra un quadruple but :

A. — Refaire l'analyse des eaux françaises, opération effectuée de 1848 à 1888, mais qui, depuis, n'a été ni poursuivie ni mise à jour de façon régulière.

B. — Centraliser les recherches et les travaux intéressant l'hydrologie et la climatologie.

C. — Créer un enseignement méthodique et pratique pour les médecins qui se destinent à la carrière thérapeutique ; cet enseignement comportera l'exposition de tou-

tes les questions scientifiques nécessaires à l'étude des eaux minérales.

D. — Fournir des renseignements à toutes les personnes qui s'occupent d'eaux minérales, qu'il s'agisse de médecins ou de compagnies fermières.

L'Institut d'hydrologie sera subventionné de manière régulière par l'Union des Etablissements Thermaux, qui ont affecté à son entretien une somme annuelle de 18.000 francs. Le supplément de ressources nécessaire sera fourni par l'Etat sur les recettes éventuelles procurées par le Pari-Mutuel, les fonds des Jeux, et aussi par des subventions qui pourront être votées par les stations.

L'Institut sera pour nos villes d'eaux une arme précieuse qui leur permettra de lutter avantageusement contre leurs rivales étrangères et de reconquérir le premier rang dans cette branche d'industrie nationale. En vulgarisant sous toutes les formes appropriées, les recherches qu'il aura faites, en publiant les résultats obtenus dans les diverses cures, l'Institut d'hydrologie fera pour nos stations la propagande la plus féconde et la plus heureuse, non seulement parmi les médecins, mais aussi et surtout parmi le grand public que cette question intéresse. L'histoire de nos principales villes d'eaux actuellement en vogue ne nous apprend-elle pas que, tant que la renommée d'une station n'a pas dépassé les limites du corps médical, cette station a végété? Ce n'est que du jour où de puissants concours

financiers ont permis de divulguer par une publication portée dans les quatre coins du monde la vertu curative de ses eaux, qu'elle a pris son véritable essor. L'Allemagne est passée maîtresse dans l'art de ces vulgarisations industrielles et commerciales, de cette pénétration pacifique sans doute, mais qui fraie les voies à d'autres conquêtes dues à des procédés plus rudes. Organisons-nous donc à notre tour sur le terrain économique, et le succès ne tardera pas à affirmer aux yeux du monde la grande richesse thérapeutique de nos climats et de nos sources.

CHAPITRE IV

Situation actuelle et avenir des stations françaises

Nous pouvons envisager avec confiance l'avenir de nos stations.

En raison de sa situation géographique, de l'importance de son littoral, de la beauté de ses sites, de la composition de ses eaux thermales, notre pays peut donner à la cure hydrominérale et climatique tout le développement qu'elle mérite, sans avoir recours comme nos voisins d'outre-Rhin aux procédés de traitement physiothérapiques qui peuvent, avec autant de raison, être utilisés en dehors de la station. Nous persistons à croire que la conception allemande de la thérapeutique thermale ne saurait donner dans notre pays que des résultats médiocres. Nous partageons pleinement l'avis du Docteur Bardet, qui définissait ainsi la solution d'avenir pour nos villes d'eaux : « Une spécialisation nettement définie d'après les propriétés de l'eau minérale, avec un outillage également spécial destiné à l'utilisation rationnelle de l'eau et des moyens accessoires

adaptés systématiquement aux indications thérapeutiques de la station » (1).

Présentement, nous possédons une dizaine de villes d'eaux et autant de stations climatiques — Nice, Trouville, Deauville, Chamonix, Gérardmer, les principales parmi ces dernières — qui réunissent tous les perfectionnements désirables et peuvent satisfaire aux besoins multiples d'une clientèle sans cesse croissante. Les établissements thermaux y réalisent tout ce que la science, l'industrie et les progrès récents de l'hydrothérapie ont mis à la disposition de la thérapeutique et du confort le plus raffiné. Les sociétés financières, les compagnies fermières ont fait les sacrifices les plus étendus pour l'embellissement des stations. A Evian, près de 20 millions ont été dépensés depuis 1890 par la société des Eaux. A Vichy, Biarritz, Aix-les-Bains, Châtel-Guyon, le Mont-Dore, Vittel, Contrexéville, des dépenses considérables ont été engagées et ces villes ont rigoureusement suivi la loi du progrès. La clientèle a afflué, et les exportations sont en progression constante. A Vichy, les expéditions d'eaux, tant en France qu'à l'étranger ont atteint en 1909, 26 millions de bouteilles. La vente des sels extraits de ses eaux s'est élevée pour la même année à 95 millions de kilos et celle des pastilles à 550.000 boîtes. A Evian, la vente

(1) D^r BARDET. *Stations de France et stations d'Allemagne*, 1912, page 129.

des bouteilles a passé de 615.000 en 1890 à 12 millions en 1910. A Vittel, on constate une augmentation plus notable : 115.000 bouteilles vendues en 1885 ; 8.100.000 en 1910. A Saint-Galmier, on enregistre des résultats meilleurs encore : 4 millions de bouteilles en 1870 ; 12 millions en 1884 et 22.750.000 en 1910 (1). A Pougues, la vente de l'eau dépasse aujourd'hui le chiffre annuel de 3 millions de bouteilles. Au Mont-Dore, l'exportation varie entre 80.000 et 100.000 bouteilles. Les opérations de manutention y sont faites avec les soins les plus minutieux, suivant toutes les données de l'hygiène et les perfectionnements de l'industrie moderne. Le ringage, l'embouteillage, le capsulage sont pratiqués dans des bâtiments spécialement aménagés pour leur destination et par des procédés techniques qui assurent la manipulation rapide des millions de bouteilles exportées annuellement. La stérilisation des bouteilles et des bouchons, ainsi que l'embouteillage mécanique, préservent l'eau minérale de tout contact avec l'air et lui permettent d'arriver au consommateur telle que la nature la fait jaillir du sol et sans risque de contamination. Sous ce rapport, nous possédons sur nos voisins d'outre-Rhin une supériorité incontestable. La mise en bouteilles a lieu dans les villes d'eaux allemandes d'après des procédés vraiment trop primitifs.

(1) Saint-Galmier représente à peu près le tiers du commerce des eaux minérales pour la France.

La moindre station française d'exportation soigne dix fois mieux l'embouteillage et le bouchage de son eau.

Dans ces centres privilégiés, l'activité locale a trouvé dans l'exploitation des sources un débouché fructueux et important, les capitaux et la main-d'œuvre un emploi productif et assuré. Les industries du bâtiment, de la bouteille, du bouchon, du papier, l'agriculture même, par suite des quantités énormes de bois et de pailles employées, ont atteint un développement inespéré.

Les différents services de Vichy occupent un personnel qui s'élève à 2.200 hommes ou femmes, au profit desquels existent des institutions de prévoyance, notamment à Vichy, une société d'assistance mutuelle avec pensions de retraite. La compagnie fermière exploite en outre à Mégecoste (Haute-Loire), des verreries pour la fabrication des bouteilles qui servent à l'expédition des eaux.

L'établissement de Saint-Galmier emploie directement ou indirectement 300 ouvriers et distribue annuellement plus de 400.000 francs de salaires ; sa verrerie fondée à proximité des sources, fabrique 25 millions de bouteilles par an, emploie 600 ouvriers et leur alloue un million de salaires.

L'industrie hôtelière a bénéficié également de la prospérité de l'industrie hydrominérale. Le confort transforme peu à peu nos vieux hôtels. Les financiers hésitent moins à s'intéresser à la création des sociétés hôtelières. On signale de tous côtés, dans nos villes d'eaux

et nos centres climatiques, de nouvelles constructions, et nombreuses dépassent plusieurs millions. L'institution de la taxe de séjour dans les villes en voie de transformation va permettre l'exécution de travaux multiples et favoriser l'épanouissement de toutes les entreprises du bâtiment si favorables aux travailleurs. Ces entreprises réussissent trop bien en Suisse, en Allemagne, sur la côte d'Azur, pour ne pas donner partout les mêmes résultats.

Les capitaux ont trouvé dans le développement simultané de toutes ces industries, nées de l'extension des villes d'eaux et des centres climatiques, des facilités de placement que ne pouvaient leur offrir des emprunts exotiques. Ici, c'est tout bénéfice; pas de risques, un intérêt plus élevé, un profit national. Les actionnaires des sociétés thermales de Vichy, Evian, Contrexéville, Vittel, le Mont-Dore, pour ne citer que les principales, ont vu doubler au moins leur capital.

Beaucoup de sociétés plus modestes sont dans une bonne situation. Un exemple démontrera quels résultats heureux des administrateurs avisés peuvent obtenir en la matière. La société anonyme « Les Baignots » de Dax a été fondée vers 1886, au capital de 600.000 fr. par un groupe d'actionnaires résidant dans la région. Dès les premières années d'existence, les bénéfices furent appréciables, la clientèle augmenta rapidement et de nouveaux agrandissements s'imposèrent. Le Conseil d'Administration n'hésita pas ; à quatre reprises diffé-

rentes, il créa des obligations pour une somme totale de 750.000 francs. L'établissement (Hôtel et Thermes) fut amélioré, agrandi, le matériel renouvelé et perfectionné. La situation financière donne aujourd'hui toute satisfaction aux actionnaires ; les bénéfices ont presque triplé ; de 41.000 francs en 1886, ils sont passés à 110.000 francs ; 2.700 malades ont été soignés en 1908 contre 1.100 en 1886. Les obligations rapportent : 4 0/0 et 5 0/0 de dividende sont actuellement servis aux actionnaires.

Ce développement des sociétés financières est une preuve éclatante de la prospérité de nos villes d'eaux et de nos centres climatiques importants. Il est cependant, à nos yeux, un élément de richesse qui témoigne tout autant de cette prospérité, c'est l'augmentation progressive de la population saisonnière. La question de clientèle exotique est plus intéressante qu'on ne le suppose *à priori*. L'étranger qui vient séjourner dans une station alpestre ou balnéaire fait profiter la localité et le pays en général de l'or qu'il dépense, et le profit est très grand, puisqu'il paie l'usage d'une richesse qui, de sa nature, n'est ni consommable ni destructive. Quand l'étranger, en louant une villa pour la saison ou en prenant un guide pour la journée, achète le droit de jouir d'un beau ciel, de respirer un air salubre, de contempler la mer bleue ou les montagnes blanches, il n'enlève rien à la richesse du pays ; il lui paie une véritable rente, identique à la rente qui profite à tout

propriétaire ayant le monopole d'un avantage naturel quelconque. En effet, des panoramas comme ceux de la Suisse, des golfes d'azur comme ceux de Nice, des grands souvenirs comme ceux des villes d'Italie sont, pour ces pays, des sources de richesses tout aussi bien que des mines de charbon ou des puits de pétrole.

Si donc nous organisons nos stations dans d'excellentes conditions matérielles, les étrangers afflueront dans notre pays et y feront circuler la richesse et la vie. Les Français, de leur côté, ne seront plus tentés d'aller en Allemagne ou en Bohême pour prendre les eaux ou pour faire une cure d'air. Le jour où le malade riche ou aisé trouvera dans nos stations, en échange de l'argent qu'il apporte, des sources soigneusement maintenues dans leur intégrité de composition, préservées de toute altération ou souillure, des établissements bien tenus, munis de tous les appareils nécessaires, des hôtels confortables, une ville hygiéniquement aménagée, des distractions en rapport avec l'importance de la station, une sécurité morale et matérielle qui lui permettra de suivre sa cure dans les meilleures conditions, ce jour-là, et ce jour-là seulement, l'industrie hydrominérale et climatique pourra atteindre son maximum de rendement.

Jusqu'à présent, l'effort n'a porté que sur une partie de notre patrimoine. Ainsi que le fait remarquer le Docteur Bardet, « nous avons agi comme certains propriétaires qui choisissent quelques hectares de leur do-

maine pour y établir des cultures modèles (ce sont nos stations modernes), mais qui laissent le reste de la propriété entre les mains de fermiers négligents (ce sont nos stations en retard) (1). Notre seule tâche est de favoriser le progrès là où il n'a pas encore été réalisé.

Dans l'état actuel des rapports économiques, il n'est pour ainsi dire plus une seule industrie dont on puisse dire qu'elle soit inutile à la défense du pays. Une nation a le droit et le devoir de développer tous les organes de vie économique qui sont en elle, à l'état patent ou à l'état latent, agriculture, industrie, commerce. Elle doit s'efforcer de tirer le parti le plus complet et le plus diversifié possible de son sol, de son climat. Elle doit conserver et développer ses originalités et ses vertus natives.

C'est parce que nous admirons par-dessus tout les richesses hydrologiques et climatiques de notre admirable France que nous ambitionnons de voir nos stations portées à leur maximum de développement.

Les Allemands ont montré quelles ressources peuvent procurer à la fortune publique d'un pays une organisation rationnelle de l'industrie thermale. Nous aurons à cœur de les suivre, de les dépasser même, car nos richesses naturelles sont infiniment plus considérables que les leurs. Nous devons inciter nos concitoyens à

(1) D^r BARDET, *Stations de France et stations d'Allemagne*, 1912, page 132.

favoriser les œuvres similaires françaises ; nous devons organiser le crédit thermal, soutenir nos stations, les développer, les transformer, suivant les nécessités scientifiques, avec méthode et esprit de suite. Nous devons instituer l'enseignement de l'hydrologie et de la climatique, et par des études approfondies, donner toute son ampleur à l'enseignement d'une science qui assurera le relèvement de nos centres thermaux.

Paris et les universités de France doivent se donner la main pour montrer que nous vivons à une époque où la science a vaincu l'empirisme et où les stations hydro-minérales et climatiques savent tirer le plus large profit possible de leurs richesses naturelles.

Les jeunes hydrologues, les hôteliers, les capitalistes doivent s'attacher au succès de l'entreprise. Et s'ils réussissent à donner à nos stations la place qu'elles méritent, ils auront rendu à la science les plus signalés services et contribué à accroître la richesse publique et par suite, les ressources du budget national.

Les maîtres de l'hydrologie française, MM. Huchard, Landouzy, A. Robin, Bardet, Armand Gautier, Durand-Fardel, Garrigou, Carron de la Carrière ; les parlementaires les plus autorisés : MM. Barthou, Leygues, Astier, Pédebidou, ont donné l'essor à ce projet superbe. Et comme il part de haut et que la visée est bonne, il a toutes les chances d'atteindre son but : c'est l'effort d'en haut. L'effort d'en bas, c'est-à-dire l'effort du praticien de la ville et de la campagne qui entraînera la foule des

éclopés de la vie vers les stations hydrominérales et climatiques sera plus pénible à accomplir, puisqu'il exige de la persévérance et que la persévérance dans l'effort n'est pas la meilleure des qualités françaises. Aussi faudra-t-il quelquefois stimuler l'ardeur des néophytes par des articles, des conférences, des notices, des ouvrages de vulgarisation.

Ayons toutefois confiance en l'avenir. Nous arrivons à une époque où les esprits se libèrent de plus en plus de toutes ces traditions nobiliaires et surannées que la Révolution n'avait pu détruire et qui empêchaient de considérer les choses en vue de leur utilisation économique. La guerre moderne se fait aujourd'hui sur le terrain commercial et les nations qui ne savent pas s'outiller pour tirer un bon parti de leurs richesses sont des nations condamnées à périr d'abord, à périr ensuite.

La France a un noble rôle à jouer dans le concert mondial. Forte de son passé, consciente des ses destinées, elle saura développer dans toute leur plénitude les forces vitales qu'elle recèle en elle-même. Le génie de notre race a pénétré à travers le monde et a projeté partout, tel un flambeau de lumière, ses lueurs étincelantes.

La France se doit à elle-même d'autres conquêtes. Elle se ménagera de nouveaux titres de gloire, en donnant à son patrimoine économique tout le développement qu'il comporte. Et elle aura bien mérité de la

reconnaissance humaine quand, par l'aménagement rationnel de ses stations thermales et climatiques, elle sera devenue le pays d'élection où les favoris de la fortune et les déshérités de la vie viendront des quatre coins du monde s'asseoir à son foyer hospitalier pour répandre ensuite à l'infini dans leur terre natale, l'amour de notre belle patrie.

Vu :

Le Président de la thèse,
SOUCHON.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	1
INTRODUCTION: Importance du domaine hydrologique français.	3

PREMIERE PARTIE

La législation antérieure à la loi du 13 avril 1910.

CHAPITRE I ^{er} . — La législation des Eaux Minérales. — Historique	9
CHAPITRE II. — Influence de la législation des eaux minérales sur le développement des stations thermales	23
CHAPITRE III. — Le mouvement d'idées qui a préparé la législation actuelle sur les stations hydrominérales et climatiques	33
CHAPITRE IV. — Examen par les Chambres du projet gouvernemental du 11 juillet 1907	44

DEUXIEME PARTIE

La loi du 13 avril 1910

Considérations générales	47
--------------------------------	----

TITRE I^{er}. — *Création des stations hydrominérales et climatiques.*

CHAPITRE I ^{er} . — Procédure suivie pour la reconnaissance des stations hydrominérales et climatiques	54
Caractères de la reconnaissance	58

CHAPITRE II. — Stations reconnues. — Conditions exigées pour qu'une commune soit érigée en station hydrominérale ou climatique	60
Pièces à produire à l'appui de la demande. — Des stations balnéaires	66
CHAPITRE III. — Stations qui peuvent obtenir la double reconnaissance du caractère hydrominéral et climatique....	70
La question de la double reconnaissance à la Société d'hydrologie médicale de Paris. — Point de vue gouvernemental	75
CHAPITRE IV. — La salubrité des stations hydrominérales et climatiques. Le Bureau d'hygiène	78
Les services de désinfection	82
Les pavillons d'isolement	86
CHAPITRE V. — La reconnaissance des stations lorsque les communes présentent des garanties d'hygiène insuffisantes. — Le décret du 11 décembre 1912	92
CHAPITRE VI. — Stations comprenant plusieurs communes....	103
CHAPITRE VII. — La reconnaissance des stations et l'autorisation de jeux	108

TITRE II. — *Des Chambres d'industrie thermale ou climatique.*

CHAPITRE I ^{er} . — Etablissement de chambres d'industrie thermale ou climatique	112
Composition du corps électoral	117
Mode d'élection	120
CHAPITRE II. — Fonctionnement des chambres d'industrie thermale ou climatique	124
CHAPITRE III. — Caractère de l'institution	127

TITRE III. — *La taxe de séjour.*

CHAPITRE I ^{er} . — Contribution fournie par les jeux à la prospérité des stations françaises	130
CHAPITRE II. — Etablissement de la taxe de séjour	136
CHAPITRE III. — Perception de la taxe	143
CHAPITRE IV. — Des personnes préposées au recouvrement de	

la taxe	146
CHAPITRE V. — Des personnes responsables du paiement de la taxe	149
CHAPITRE VI. — Emploi de la taxe	154
CHAPITRE VII. — Caractère de la taxe	159
CHAPITRE VIII. — Contrôle de la taxe	161

TITRE IV. — *La Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques.*

CHAPITRE I ^{er} . — Composition et attributions de la commission permanente	166
--	-----

TROISIEME PARTIE

La législation actuelle. Ce qu'elle peut donner. — La situation des stations en France et à l'étranger.

CHAPITRE I ^{er} . — Examen critique de la loi du 13 avril 1910.	171
CHAPITRE II. — Fonctionnement des stations allemandes	176
CHAPITRE III. — Fonctionnement des stations françaises...	188
CHAPITRE IV. — Situation actuelle et avenir des stations françaises	206

